

2011

Analyse de l'actorialisation énonciative et énoncive d'un discours médiatique : cas d'une conférence de presse

Gattavu, Evode

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1263>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

UNIVERSITE DU BURUNDI



**FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT DES LANGUES ET LITTERATURES AFRICAINES**

**ANALYSE DE L'ACTORIALISATION ENONCIATIVE ET
ENONCIVE D'UN DISCOURS MEDIATIQUE : CAS D'UNE
CONFERENCE DE PRESSE**

Par

GATAVU Evode

Sous la direction de :

Dr. Gertrude KAZOVIYO

Mémoire présenté et défendu
publiquement en vue de l'obtention
du grade de Licencié en Langues et
Littératures Africaines

Bujumbura, avril 2011

DEDICACE

A nos regrettés parents ;

A notre grand frère ;

A nos sœurs ;

A tous ceux qui nous sont chers,

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

La réalisation effective de ce travail a eu lieu grâce aux nombreuses gens qui nous ont prêté main-forte.

Nous adressons nos vifs remerciements à toutes les personnes physiques et morales qui ont contribué d'une façon ou d'une autre pour que nous parvenions à ce stade.

Nos remerciements s'adressent d'abord et avant tout à Madame Gertrude KAZOVIYO, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, qui, en dépit de ses lourdes tâches, a bien accepté la direction de ce travail. Ses conseils judicieux, ses observations pertinentes, son sens d'organisation et son assiduité nous ont été d'une grande utilité. Qu'elle trouve ici l'expression de notre gratitude.

Nos remerciements s'adressent également à tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et plus particulièrement ceux du Département des Langues et Littératures Africaines pour la formation tant scientifique qu'humaine qu'ils nous ont inculquée.

Que la famille NIYUNGEKO Ferdinand puisse, de façon particulière, y trouver nos sentiments de parfaite reconnaissance pour nous avoir pris en charge depuis le début de nos études universitaires jusqu'à ce moment.

Nos sentiments de parfaite reconnaissance s'adressent également à la Famille MANIRAKIZA Eddy, qui, elle aussi a joué un grand rôle durant notre vie estudiantine.

Enfin, que tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail y voient le fruit de leurs efforts.

A tous et à chacun, nous disons merci.

SIGLES ET ABREVIATIONS

A.D	: Analyse du discours
Cfr	: confère
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Front pour la Défense de la Démocratie
FAO	: Food and Agriculture Organization
FNL	: Forces Nationales de Libération
ID	: Idem
MSD	: Mouvement pour la Sécurité et la Démocratie
p	: paragraphe
PSG	: Police de Sécurité et de Gardienage
Q	: Question
R	: Réponse
RPA	: Radio Publique Africaine
RTNB	: Radio Télévision Nationale du Burundi

TABLE DES MATIERES	page
DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iii
TABLE DES MATIERES	iv
0. INTRODUCTION GENERALE	1
0.1. Présentation et motivation du choix du sujet.....	1
0.2. Problématique et intérêt du sujet	3
0.3. Hypothèses	6
0.4. Constitution et méthode d'analyse du corpus.....	7
0.4.1. Définition du mot « Corpus »	7
0.4.2. Constitution du corpus.....	8
0.4.3. Méthode d'analyse du corpus	8
0.5. But et contour du sujet.....	10
0.6. Sources.....	12
0.7. Articulation du travail	12
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE	13
CHAPITRE I : ELUCIDATION DES CONCEPTS-CLES	14
I.1. La notion du discours.....	14
I.1.1. Qu'est-ce que le discours ?.....	14
I.1.2. Le discours médiatique	14

I.2. La notion de l'analyse du discours (A.D).	16
I.2.1. Qu'est –ce que l'analyse du discours ?	16
I.2.2. Objet de l'A.D.....	17
I.3. Les notions de l'énoncé et de l'énonciation.	18
I. 3.1. Enoncé	18
I.3.2. Le terme d'énonciation.....	19
I.4. Les grands genres journalistiques.....	20
I.4.1. Le reportage	20
I.4.2. L'enquête	21
I.4.3. L'interview.....	21
I.5. La conférence de presse, l'une des formes d'interviews fréquemment utilisées au Burundi	22
CHAPITRE II : APERÇU SEMIOTIQUE DE L'ENONCIATION	24
II.1.1. Le matériel verbal	24
II.1.2. Le matériel paraverbal	25
II.1.3. Le matériel non-verbal	26
II.2. L'approche sémiotique du discours.....	27
II.2.1. Qu'est–ce que la sémiotique ?.....	27
II. 2.2. Définition de la sémiotique	28
II.2.3. Objectif de la Sémiotique.....	29
II.3. La Notion du discours du point de vue Sémiotique.	30
II.4. L'énonciation considérée du point de vue sémiotique	32
II.4.1. L'énonciation discursive	32
II.4.2. La situation communicative dans l'énonciation.....	33
II.4.3. La manipulation énonciative du point de vue sémiotique	35

DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE LA CONFERENCE DE PRESSE ANIMEE PAR LE PRESIDENT Pierre NKURUNZIZA.....	38
--	-----------

CHAPITRE III : ANALYSE DE L'ACTORIALISATION ENONCIATIVE ET ENONCIVE DU DISCOURS DU PRESIDENT Pierre NKURUNZIZA	39
---	-----------

III.1. Présentation du corpus.....	39
III.2. La forme énonciative et énoncive du discours constituant notre corpus....	40
III.2.1. Les acteurs énonciatifs et énoncifs.....	40
III.2.2. Le schéma actantiel des formes énonciative et énoncive.....	41
III.2.2.1. L'axe du désir.....	43
III.2.2.2. L'axe de la communication.....	45
III.2.2.2.1. Pierre NKURUNZIZA donne une réponse satisfaisante aux journalistes	66
III.2.2.2.2. Pierre NKURUNZIZA esquive à la question	68
III.2.2.2.3. Les journalistes essaient de faire changer d'avis au Président Pierre NKURUNZIZA	74
III.2.2.3. L'axe de l'action.....	77
III.2.2.3.1. Les adjuvants de Pierre NKURUNZIZA	77
III.2.2.3.2. Les opposants de Pierre NKURUNZIZA.....	79
III.3. La manipulation énonciative et énoncive.....	82
III.3.1. Le double rôle énonciatif de Pierre NKURUNZIZA.....	83
III.3.1.1. Pierre NKURUNZIZA en tant qu'énonciateur.....	83
III.3.1.2. Pierre NKURUNZIZA en tant qu'anti-énonciateur vis-à-vis des successeurs.....	85

III.3.2. La manipulation par le FAIRE- FAIRE	87
III.3.2.1. La manipulation positive	87
III.3.2.2. La manipulation négative	89
CONCLUSION GENERALE.....	92
BIBLIOGRAPHIE.....	95
ANNEXES	98

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Présentation et motivation du choix du sujet

Le thème que nous nous proposons d'aborder dans le cadre de notre recherche a pour titre : « *ANALYSE DE L'ACTORIALISATION ENONCIATIVE ET ENONCIVE D'UN DISCOURS MEDIATIQUE : CAS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE.* »

En effet, lorsque nous commençons le cycle des licences, nous nous sommes retrouvé à la découverte d'un champ quasiment nouveau, plein d'intérêts à plus d'un titre, celui de « *l'analyse de l'actorialisation d'un discours interactif.* »

Dans ce domaine, le cours de « Sémiotique » étudié en deuxième candidature, les ouvrages parlant de l'analyse du discours, les conférences de presse auxquelles nous avons déjà pris part ont suscité en nous une vive curiosité intellectuelle et nous ont donné beaucoup d'inspirations quant au choix de ce thème.

Etant donné que le domaine médiatique joue un rôle important dans la bonne marche d'un pays, plus d'un doit s'y intéresser. C'est le domaine à travers lequel une personnalité peut porter à la connaissance du public ses idées, ses projets.

En ce qui nous concerne, nous avons jugé bon de travailler sur une conférence de presse tenue par le Président de la République du Burundi Son Excellence Pierre NKURUNZIZA.

Tenue en province Gitega, Commune Gitega, dans les enceintes du nouveau bâtiment de ladite Commune en date du 19/09/2008, cette conférence

de presse était la toute première tenue par le Président Pierre NKURUNZIZA depuis trois ans de son accession au pouvoir.

Nous avons opté pour travailler sur cette conférence car à travers elle, le Président Pierre NKURUNZIZA a dressé ce qu'il avait déjà réalisé depuis l'an 2005 et a présenté également ce qu'il prétendait réaliser jusqu'à la fin du mandat ; ce qui est, à notre avis, très important dans un pays qui se veut démocratique.

Bien plus, les questions posées par les journalistes au cours de cette conférence de presse se rapportaient sur plusieurs domaines : politique, sécuritaire, économique, social, éducatif etc. Ce qui constitue un matériel suffisant pour faire une analyse sémiotique.

Nous allons essayer de dégager le sens contenu dans les questions que posent les journalistes d'un côté et celui contenu dans les réponses fournies par le conférencier énonciateur de l'autre. Etant donné qu'une réponse ou une question peut avoir une idée cachée, nous allons essayer de parler de cette idée qui n'est pas prévisible.

Nous nous sommes proposé d'entreprendre cette étude en nous basant sur le principe de GREIMAS selon lequel :

« la signification peut se cacher sous toutes ses formes sensibles »¹

Parlant de cette démarche qui consiste à essayer de saisir le sens véhiculé par un discours donné, Jacques FONTANILLE dit ce qui suit :

« l'analyse sémiotique des textes part du principe que tout discours est, non pas un macro-signe ou un assemblage de signes, mais un procès de signification »

¹ GREIMAS, A. J., *Du sens, Essais sémiotiques*, Paris, Ed. du seuil, 1970, p.49.

*pris en charge par une énonciation. La théorie sémiotique est donc conçue pour rendre compte des articulations du discours considéré comme un tout de signification».*²

0.2. Problématique et intérêt du sujet

L'étude du discours interactif surtout un discours produit au cours d'une conférence de presse revêt un caractère intéressant : d'un côté il y a le conférencier énonciateur qui communique aux journalistes énonciataires. Le premier souhaite que les seconds lui prêtent une oreille attentive, qu'ils posent des questions là où ils relèvent certaines incompréhensions et surtout qu'ils diffusent l'information qu'il donne.

Donc, il y a une certaine interaction entre deux acteurs, c'est –à-dire l'énonciateur et l'énonciataire.

D'ores et déjà, nous tenons à préciser que l'interaction est « *un échange d'information, d'affects ou d'énergie entre deux agents au sein d'un système. C'est une action réciproque qui suppose l'entrée en contact du sujet* ». ³

Les interactions peuvent être verbales ou non verbales (gestes, regards, attitudes). L'interaction verbale est là pour accomplir une certaine tâche, d'où elle est différente d'un dialogue.

« L'interaction verbale se distingue du dialogue dans une mesure où elle se place dans le cadre de la réalisation d'une tâche : communiquer pour agir à plusieurs (au moins deux) revient à utiliser une rhétorique du faire-faire et du faire-savoir ». ⁴

² FONTANILLE, J., *Sémiotique et littérature*, Paris, P.U.F, 1999, p.60.

³ KERBRAT-ORECCHIONI, C., *Les interactions verbales*, Paris, Armand Colin, 1998, p.112, disponible sur <http://www.techno-science.net/>, le 29/11/2010.

⁴ Idem, p.134, disponible sur <http://www.chips.imag.fr/>, le 19/11/2010.

Prenant référence à ces propos, il est à signaler que la tâche rencontrée dans l'interaction verbale de la conférence de presse faisant objet de notre travail est de faire adhérer tout un chacun aux idées du Président Pierre NKURUNZIZA.

Parlant de l'interaction entre acteurs de la communication, KERBRAT ORRECHIONI dit ceci :

« La perspective interactionniste confirme et même renforce l'idée selon laquelle parler c'est agir ou plutôt interagir, dire c'est sans doute transmettre à autrui certaines informations sur l'objet dont on parle mais c'est aussi faire, c'est-à-dire tenter d'agir sur son interlocuteur. »⁵

Au cours de la conférence de presse faisant objet de notre analyse, le conférencier parle et à un moment donné, il accorde la parole aux journalistes. Fancis BALLE parle de cela en ces termes :

« Après un exposé de la situation ou de l'événement qui a motivé la conférence, l'orateur dialogue avec les journalistes par un jeu libre de questions/ réponses ».⁶

En nous appuyant sur ces deux auteurs, nous tenons à préciser qu'au cours de cette conférence de presse animée par Pierre NKURUNZIZA, il y a eu une interaction entre les deux acteurs, c'est -à-dire l'énonciateur NKURUNZIZA et son public énonciataire (journalistes).

⁵ KERBRAT ORRECHIONI, C., *Les actes du langage*, Paris, Armand Colin, 1995 p.53

⁶ BALLE, F., *Lexique de la presse écrite*, Paris, DALLOZ 11, 1979, p.45

Dans cette conférence de presse, les questions et les réponses ont été fournies par séries : il y a eu la première série de questions suivie par la série de réponses et puis la deuxième série de questions suivie par la deuxième série de réponses.

Il peut arriver des moments où le conférencier énonciateur ne soit pas compris tel qu'il le prétendait. Son public énonciataire peut ne pas être satisfait au moment où le conférencier répond aux questions qui lui sont posées. C'est donc dans cette optique que quelque part, il y a lieu de constater un malentendu entre les journalistes et le conférencier.

Ainsi, avons-nous choisi : «*UN DISCOURS MEDIATIQUE*» comme objet de notre étude pour analyser sémiotiquement une conférence de presse, apporter une contribution si petite soit-elle à propos de la compréhension des interactions entre le conférencier et les journalistes.

Comme dans tout autre travail de recherche, nous nous sommes décidé d'entreprendre un tel travail de recherche puisque nous avons en nous une certaine problématique. MACE Gardon et PETRY François donnent la définition d'une problématique en ces termes :

« Une problématique peut se définir comme un écart constaté entre une situation de départ et une situation d'arrivée : un travail de recherche est entrepris pour combler cet écart. »⁷

Dans le *Dictionnaire Petit Larousse*, la définition du nom « problématique » est proposée comme suit :

⁷ MACE, G. et PETRY, F., *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*, Bruxelles, Ed. de Boeck Université 2000, p.24

« Ensemble de questions qu'une science ou une philosophie peut valablement poser en fonction de ses moyens, de son objet d'étude et de ses points de vue. »⁸

Cette deuxième définition nous intéresse plus particulièrement là où elle révèle qu'une problématique est l'ensemble de questions. Donc, notre problématique est constituée d'une question qui est double.

1. Au cours d'une conférence de presse, comment le conférencier procède-t-il pour répondre aux questions des journalistes ?
2. A travers les questions que posent les journalistes, peut-on remarquer qu'ils ont été convaincus ou qu'ils n'ont pas été convaincus par ce que le conférencier a déjà communiqué ?

0.3. Hypothèses

MACE (G.) et PETRY (F) ont dit quelque chose à propos de l'hypothèse. Ils définissent ce mot en ces termes :

« C'est une réponse anticipée que le chercheur formule à sa question spécifique »⁹

Comme le suggèrent ces deux auteurs, nous allons essayer de donner des réponses aux questions ci-haut soulevées. Ce sont donc ces réponses qui constituent les hypothèses de notre travail :

1. La réponse que donne le conférencier peut figurer dans l'une des trois alternatives :
 - 1° Il peut donner une réponse qui satisfait aux journalistes s'il trouve que cette dernière ne peut pas le compromettre d'une façon ou d'une autre.
 - 2° Il peut esquiver s'il trouve que la réponse va susciter des

⁸ Dictionnaire Petit Larousse, Paris, Rue de Mont parmasse, 1980, p.743

⁹ MACE, G. et PETRY, F., op.cit., p.41

polémiques.

3° A travers les questions des journalistes, on peut remarquer que ces derniers renchérissent les idées du conférencier tout comme on peut constater qu'ils essaient de lui faire changer d'avis.

0.4. Constitution et méthode d'analyse du corpus

0.4.1. Définition du mot « Corpus »

Plusieurs définitions sont proposées par différents auteurs à propos de ce concept. DELAHAYE (Y) donne la définition en ces mots :

« Le corpus peut être défini comme l'ensemble des matériaux retenus pour être soumis à l'analyse »¹⁰.

BARDIN de sa part, propose la définition qui semble compléter celle de DELAHAYE :

« Il est l'ensemble des documents pris en compte pour être soumis aux procédures analytiques. Sa constitution implique souvent des choix, des sélections et des règles. »¹¹

MOUNIN G. et ses collaborateurs définissent ce terme en insistant sur le fait que les éléments contenus dans un corpus sont utilisés dans une description linguistique. D'après ces mêmes auteurs, le corpus est :

« Un ensemble d'énoncés écrits ou enregistrés dont on se sert pour la description linguistique. »¹²

L'idée qui se dégage de toutes ces définitions est que le corpus est l'ensemble de documents destinés à être analysés.

¹⁰ DELAHAYE, Y., *La frontalière et le texte. Pour une sémiotique des relations internationales*, Paris, Payot, 1977, p. 141.

¹¹ BARDIN, L. *L'analyse du contenu*, Paris, P.U.F., 1974, p. 89

¹² MOUNIN, G. et alii, *Dictionnaire de la linguistique*, Paris, P.U.F., 1977, p. 89

0.4.2. Constitution du corpus

Tel que le suggère Jean Jacques COURTINE,

« La constitution du corpus discursif est en effet une opération qui consiste à réaliser par un dispositif matériel d'une certaine forme (c'est –à-dire structuré selon un certain plan) ; les hypothèses émises dans la définition des objectifs d'une recherche. »¹³

Pour ce qui est de notre corpus, il est constitué de la conférence de presse tenue en commune Gitega par le Président de la République du Burundi Son Excellence Pierre NKURUNZIZA. Comme nous n'avons pas eu la chance de participer à cette conférence de presse, un journaliste qui y participait nous l'a donnée sur cassettes. Nous l'avons par après écoutée et réécoutée et l'avons transcrite sur papiers.

0.4.3. Méthode d'analyse du corpus

Comme nous l'avons déjà dit, le discours dont nous disposons sera analysé sémiotiquement et à propos de l'analyse sémiotique du discours, Jacques FONTANILLE propose le principe sur lequel elle doit se poser:

« L'analyse sémiotique des textes part du principe que tout discours est, non un procès de la signification pris en charge par une énonciation. La théorie sémiotique est donc conçue pour rendre compte des articulations du discours considéré comme un tout de signification. »¹⁴

Au moment de l'analyse, toute la conférence ne sera pas tenue en considération, nous allons choisir certains extraits jugés pertinents et intéressants par rapport aux autres. La première méthode que nous allons

¹³ COURTINE, J., J. « L'analyse du discours politique », in Langage n° 62, 1981, p.24.

¹⁴ FONTANILLE, J. op.cit, p.60.

utiliser est celle qui consiste à segmenter le corpus en des unités formelles ayant du sens pour les analyser par après.

Parlant de cette méthode visant à segmenter un texte destiné à être analysé, Jacques FONTANILLE s'exprime :

« Une méthode possible consisterait à reconnaître dans chaque texte un certain nombre d'unités formelles, dont les unités seraient définies par les différentes « ruptures » qu'on peut repérer à la lecture : ruptures spatiales, temporelles, actuelles, etc... »¹⁵

Dans les réponses que donne le Président Pierre NKURUNZIZA par exemple, notre procédure, pour repérer les éléments plus pertinents par rapport aux autres, consistera à prendre en considération le passage véhicule de la réponse et nous allons l'analyser par après.

Nous allons ensuite analyser notre corpus selon une méthode sémiotique. Nous avons opté pour la méthode de Joseph COURTES, consistant à faire l'analyse de la forme énonciative et énoncive. Avec cette méthode, nous traiterons l'énoncé et c'est à l'intérieur même de l'énoncé (discours) pris comme objet d'analyse que nous distinguerons les différentes formes de manipulation énonciative. Parlant de la saisie du sens à travers l'énonciation, Joseph COURTES dit :

« Nous concevons ici l'énonciation comme une instance proprement linguistique ou largement sémiotique, qui est logiquement présupposé par l'énoncé et dont les traces sont repérables dans les discours examinés : autrement dit, nous choisissons de ne point sortir du texte étudié, nous

¹⁵ FONTANILLE, J. Op.cit, p.60.

interdisant méthodiquement, de chercher ailleurs ce qui en serait, pour ainsi dire, la source, l'origine.»¹⁶

Avec cette méthode, nous allons étudier l'actorialisation énonciative et énoncive du discours faisant objet de notre travail.

Cette méthode met en place le schéma actantiel qui nous aidera à traiter l'actorialisation énonciative et énoncive, c'est-à-dire quels sont les acteurs et quels sont leurs rôles ? C'est un schéma articulé sur trois axes que sont : l'axe du désir, l'axe de la communication et l'axe de l'action.

Avec l'axe du désir, nous allons parler des relations qui existent entre le sujet et l'objet ; en nous appuyant sur l'axe de la communication, nous allons parler des questions posées par les journalistes et des réponses données par Pierre NKURUNZIZA.

A l'aide de l'axe de l'action, nous allons parler des adjuvants et des opposants de notre conférencier. Nous allons étudier la manipulation énonciative et énoncive utilisée par Pierre NKURUNZIZA en nous basant sur le schéma actantiel proposé par Joseph COURTES.

0.5. But et contour du sujet

En abordant ce thème, notre objectif est de voir comment certaines gens extériorisent leurs idées à travers une conférence de presse et surtout d'essayer d'analyser sémiotiquement ce qu'ils communiquent

Nous voulons également parler de l'interaction qui se fait entre le conférencier et les journalistes au cours de cette conférence de presse qui fait objet de notre travail.

¹⁶ COURTES, J., *Analyse sémiotique du discours*, Paris, Hachette, 1976, p.12.

Au sujet de l'analyse sémiotique du discours, Joseph COURTES suggère ce qui suit :

« La Sémiotique discursive rend compte de ce qui, dans les formes même de la mise en discours, et dans les opérations qui leur sont sous-jacentes, concerne entre autres l'interaction entre les sujets du discours. »¹⁷

Un autre objectif que nous nous sommes assigné en abordant ce thème est de faire savoir qu'une conférence de presse est intéressante à plus d'un titre au moment des questions –réponses étant donné que d'un côté, la position du destinataire sur tel ou tel autre point s'observe clairement à ce niveau et de l'autre côté, la satisfaction ou l'insatisfaction du destinataire s'observe également à ce même niveau.

Parlant de cette interaction entre l'émetteur et le récepteur, Jean Paul NDUWABAGABO donne son idée en ces propos :

« Pour que la réception / émission soit totalement aisée, il faut que tout code auquel font recours l'émetteur et le récepteur soit représenté par un stock accumulé par chacun d'entre eux. »¹⁸

Au moment de l'interaction donc, il faut que les protagonistes se comprennent ; il faut qu'ils fassent recours à des mots ou gestes connus par ces mêmes individus en communication.

Notre travail va donc à la fin essayer de parler du degré de compréhension entre le conférencier et les destinataires.

¹⁷ COURTES, J., *Analyse sémiotique du discours, de l'énoncé à l'énonciation*, Paris, Hachette, 1991, p.109.

¹⁸ NDUWABAGABO, J.P., *Les conditions favorables à la réception d'un message oral*, U.B, Bujumbura, 1997, p.69.

0.6. Sources

Pour élaborer ce travail, nous avons fait recours à des sources écrites et orales. Pour ce qui est des sources écrites, il s'agit des ouvrages généraux parlant de la sémiotique, de l'analyse du discours, des médias et de l'interaction verbale.

Nous avons également consulté les mémoires et les thèses ayant traité les thèmes qui peuvent contribuer à la réalisation de notre travail.

Quant aux sources orales, nous avons écouté et suivi beaucoup de conférences de presse et nous en avons choisi et recueilli celle qui nous a paru pertinente pour l'analyser.

0.7. Articulation du travail

Ce travail est subdivisé en deux parties : La partie théorique et la partie pratique. La partie théorique parle de l'élucidation de différents concepts ainsi que l'apreque sémiotique de l'énonciation, tandis que la partie pratique parle de l'analyse de l'actorialisation énonciative et énoncive du discours faisant objet de notre travail.

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE

CHAPITRE I : ELUCIDATION DES CONCEPTS-CLES

I.1. LA NOTION DU DISCOURS

I.1.1. Qu'est-ce que le discours ?

D'après le *Dictionnaire Petit Larousse*, le discours est « *Paroles échangées, conversation* »¹⁹.

Le discours faisant objet de notre travail est constitué de l'échange entre le Président Burundais Pierre NKURUNZIZA et les journalistes des différentes radios oeuvrant au Burundi. Ces derniers lui ont posé beaucoup de questions à propos de ses réalisations depuis qu'il est arrivé au pouvoir. Il a par après, quant à lui, répondu aux questions de ces mêmes journalistes.

I.1.2. Le discours médiatique

D'après la F.A.O :

« *La typologie des mécanismes de communication distingue plusieurs approches notamment : la communication verbale, la communication interpersonnelle, la communication de groupe, la communication de masse et la communication médiatisée* »²⁰.

En ce qui nous concerne, ce sont les deux dernières formes de communication auxquelles nous nous appuyons pour parler de ce qu'est un discours médiatique.

La communication de masse s'adresse à un public large et hétérogène. Elle passe par les médias de masse comme la radio, la télévision, les journaux, l'internet, les affiches, etc.

¹⁹ *Dictionnaire Petit Larousse*, Paris, Librairie Larousse, 1983, p.319

²⁰ F.A.O, *Guide méthodologique d'élaboration d'une stratégie multimedia*, Paris, Hachette, 2007, p.4

Quant à la communication médiatisée, elle se fait au moyen d'un dispositif technique donné, notamment les textes imprimés et les micros. Le message passe par ces canaux pour atteindre les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs.

Ainsi, le discours peut partir d'une source commune (une personnalité) pour être répercuté par des supports différents mais complémentaires à savoir le journal, la radio et la télévision pour ne citer que les plus importants.

Francis BALLE quant à lui dit ce qui suit lorsqu'il s'exprime à propos d'« un discours de presse » :

« Le discours de presse recouvre une multiplicité de genres distinctes, dont la parenté des uns des autres apparaît toujours plus lointaine : à côté des nouvelles de l'actualité brûlante ou pas, de leur récit ou de leur interprétation prennent corps, en rubriques plus ou moins distinctes, les histoires de la presse d'évasion, les multiples informations du monde scientifique ou professionnel, le prosélytisme ou la vulgarisation, les renseignements pratiques, les données en provenance des ordinateurs »²¹.

²¹ BALLE, Fr. *Op. cit.*, p.59

I.2. La notion de l'analyse du discours (A.D).

I.2.1. Qu'est –ce que l'analyse du discours ?

L'analyse du discours est une science qui s'est développée dans les années 1960 et MAINGUENEAU le suggère en ces termes :

« On présente souvent son développement dans les années 1960 de l'école française d'analyse du discours (abrégée dorénavant en « A.D ») comme une tentative pour remédier aux insuffisances de « l'analyse du contenu » en usage dans les sciences humaines, en particulier aux Etats -Unis»²².

L'analyse du discours ne considère pas tout ce qui intervient dans la formation des mots comme des simples véhicules d'information, mais elle les considère comme des textes. Le même auteur l'exprime comme suit :

« Pour l'analyse du discours, il ne saurait être de traiter les matériaux comme de simples véhicules de l'information, elle veut les appréhender comme des «textes » ».²³

L'analyse du discours ne procède pas n'importe comment pour traiter ces textes et MAINGUENEAU nous propose comment elle fait en ce propos :

« L'A.D prend acte de leur opacité, refusant de les projeter directement sur une réalité extradiscursive : l'interprétation doit prendre en compte le mode de fonctionnement des discours, les modalités de l'exercice de la parole dans un univers déterminé »²⁴.

²² MAINGUENEAU, D. *L'analyse du discours, introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, p.9

²³ *Idem*, p9

²⁴ *Ibidem*

I.2.2. Objet de l'A.D.

L'A.D s'intéresse aux textes comme nous l'avons déjà dit. S'agissant de l'objet de l'A.D, MAINGUENEAU le précise comme suit :

« Les objets qui s'intéressent à l'analyse du discours constituent en général des « textes » au sens le plus plein du terme, c'est -à-dire des énoncés, produits dans le cadre d'instructions qui contraignent fortement l'énonciation, inscrits dans un interdiscours serré, qui fixent des enjeux historiques... »²⁵.

Bien plus, l'analyse du discours s'intéresse à d'autres discours entre autres les discours ritualisés et le même auteur le fait savoir en ces propos :

« L'analyse du discours s'intéresse également aux discours ritualisés sans que cela lui interdise occasionnellement de convoquer des énoncés qui le sont moins »²⁶.

Ce premier objet nous intéresse le plus du fait que nous allons analyser les énoncés produits au cours d'une conférence de presse animée par le Président Pierre NKURUNZIZA.

²⁵ MAINGUENEAU, D. *op.cit.*p.17.

²⁶ *Ibidem*

I.3. Les notions de l'énoncé et de l'énonciation.

I. 3.1. Enoncé

Le terme « énoncé » est couramment utilisé dans les domaines de la linguistique et de la sémiotique. Donc, nul ne peut manquer de se demander ce que signifie le mot « énoncé ».

DUBOIS et ses collaborateurs dressent la définition du mot « énoncé » en ces termes :

« Le mot énoncé désigne toute suite finie de mots d'une langue émise par un ou plusieurs locuteurs »²⁷.

L'énoncé jouit de certaines caractéristiques. On peut citer entre autres celle d'être délimité. On peut montrer son commencement ainsi que sa fin. Et les mêmes auteurs le suggèrent ainsi:

« La clôture de l'énoncé est assurée par une période de silence avant et après la suite des mots, silences réalisés par les sujets parlants »²⁸.

Une autre caractéristique de l'énoncé qu'on peut relever est qu'il peut être sémantique ou asémantique.

Les auteurs ci-haut évoqués l'affirment :

« Un énoncé peut être formé de un ou plusieurs phrases ; on peut parler d'énoncé grammatical, sémantique ou asémantique »²⁹.

Pour ce qui nous concerne, nous disposons des énoncés les uns émis par le Président de la République du Burundi Pierre NKURUNZIZA et d'autres

²⁷ DUBOIS, J. et alii, *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Librairie Larousse, 1973, p.191.

²⁸ *Ibidem*

²⁹ *Ibidem*

émis par les journalistes. Nous allons donc nous intéresser aux énoncés des deux protagonistes. Il est à signaler que les énoncés dont nous disposons sont tous grammaticaux et sémantiques.

I.3.2. Le terme d'énonciation

La théorie de l'énonciation n'est pas claire et bien précise. MAINGUENEAU trouve que le fait qu'elle n'est pas bien définie fait qu'elle ne peut être appliquée aux domaines de la syntaxe et la sémantique afin de construire une théorie claire.

Il s'exprime en ces mots :

« L'énonciation ne constitue nullement un domaine bien défini qu'il suffirait d'articuler sur le syntaxique et le sémantique pour obtenir une théorie enfin « complète ». A vrai dire, on a plutôt tendance à rejeter dans l'énonciation tous les phénomènes qui n'ont pas encore trouvé une position satisfaisante dans la théorie linguistique ; il n'est donc guère aisé de distinguer ce qui n'en relève pas. »³⁰

Certains auteurs essaient de définir le concept d'énonciation mais sans pouvoir le définir clairement ; plutôt ils se contentent de distinguer l'énoncé de l'énonciation.

Pour Jean DUBOIS :

« L'énonciation est présentée soit comme le surgissement du sujet dans l'énoncé, soit comme la relation que le locuteur entretient par le texte avec l'interlocuteur, ou comme l'attitude du sujet parlant à l'égard de son énoncé »³¹.

³⁰ MAINGUENEAU, D., *Initiation aux méthodes de l'A.D.*, Paris, Hachette Université, 1976, p.99

³¹ DUBOIS, J., « Énonciation et langage » in *Langages*, 13, 1969, p.100.

Quant à COURDESSES, l'énoncé serait « *le texte réalisé* ». Tandis que l'énonciation reste « *l'acte de production de cet acte* ».³²

I.4. Les grands genres journalistiques

Il existe actuellement trois grands genres journalistiques pratiqués dans le monde en général et au Burundi en particulier. Ces grands genres journalistiques constituent le genre élaboré : le reportage, l'enquête, et l'interview.

I.4.1. Le reportage

C'est un rapport, compte-rendu à la fois synthétique et analytique. Le journaliste est sur le terrain pour voir, entendre, sentir et enregistrer les faits saillants pour relater un événement et rendre compte aux lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

MARTIN- LAGARDETTE dit que le reportage est un témoignage direct mis en scène avec art. Il l'exprime à ces termes :

*« Le reportage est un genre très apprécié car c'est un témoignage direct mis en scène avec art. Le journaliste l'anime, lui donne des couleurs, du relief, de l'humanité. Cela demande du temps et de la disponibilité puisqu'il faut aller sur terrain »*³³.

Bernard VOYENNE renchérit l'idée de MARTIN –LAGARDETTE stipulant quant à lui que le reportage est :

« Un récit circonstancié d'un événement par son témoin direct ».³⁴

³² COURDESSES, L., « Analyse d'énoncé » in *Langue française*, Paris, Hachette, 1971, p.100.

³³ MARTIN –LAGARDETTE, J.L., *Le guide de l'écriture journalistique*, Paris, La découverte, p.112.

³⁴ VOYENNE, B., *L'information d'aujourd'hui*, Paris, Armand colin, p.229

I.4.2. L'enquête

Le journalisme d'enquête est un genre qui consiste à déterrer les informations cachées. Contrairement au reportage qui montre, l'enquête quant à elle, démontre.

Jean-Luc MARTIN - LAGAREDETTE donne toutes ces précisions en ces termes :

« L'enquête est une forme de journalisme élaborée, qui emprunte parfois à la sociologie : il s'agit de : « découvrir la vérité » ou de « faire le point » sur une question, une situation, une personne ou un groupe de personnes. Le reportage montre, l'enquête, elle, démontre »³⁵.

Ces idées de Jean- Luc MARTIN – LAGARDETTE sont reprises par VOYENNE (B) lorsqu'il s'exprime à propos de la définition de « l'enquête » Comme « *Un dossier complet et organisé selon une progression démonstrative qui tire à juste titre son nom dans la procédure judiciaire* »³⁶.

I.4.3. L'interview

« L'interview » est un mot d'origine anglaise signifiant « entrevue ». Le *Dictionnaire Petit Larousse* donne la signification de ce mot « entrevue » en ces termes :

« C'est une rencontre concertée entre deux ou trois personnes en vue de traiter une affaire »³⁷.

³⁵ MARTIN –LAGARDETTE, J.L., *op.cit.*, p 112

³⁶ VOYENNE, B. *Op.cit.*, p.230.

³⁷ *Dictionnaire Petit Larousse*, Paris, Librairie Larousse, 1987,p.345

Il peut arriver qu'un climat de malentendu s'établisse au cours d'une interview. Jean-Luc MARTIN- LAGARDETTE l'exprime comme suit :

« l'interview est souvent une joute (pas toujours amical), une passe d'armes verbale, où deux protagonistes (interviewé /journaliste) doivent chacun faire leurs preuves et provoquer une mutuelle considération »³⁸.

Ceci s'observe à titre illustratif lorsque l'interviewé se refuse de donner une réponse soit parce que la question est mal formulée, soit, du fait qu'il veut s'abstenir pour des raisons personnelles.

Une interview est en effet une entrevue provoquée par l'interviewer (la personne qui pose des questions) pour obtenir de l'interviewé une déclaration sur ses idées, ses faits et gestes pour avoir un témoignage. Il existe plusieurs sortes d'interview.

I .5. La conférence de presse, l'une des formes d'interviews fréquemment utilisées au Burundi

Les formes d'interviews, utilisées ici au Burundi sont nombreuses. Nous pouvons citer entre autres une conférence publique, un café de presse, un point de presse et une conférence de presse.

Comme la conférence de presse fait objet de notre étude, nous allons nous intéresser plus particulièrement à cette dernière. Une conférence de presse est l'une des formes d'interview au cours de laquelle une personnalité répond aux questions des journalistes. Francis BALLE donne la définition d'une conférence de presse en ces termes :

³⁸ MARTIN -LAGARDETTE, J.L. , *Op.cit.* , p.116

« une conférence de presse est une rencontre avec des journalistes organisée par un nouveau produit, un événement particulier de la vie de l'organisme, un bilan économique ou politique »³⁹.

Elle se déroule dans un endroit connu à l'avance et respecté à certaines conventions entre l'interviewé et les journaliste.

Jean – François BEGE parle des conventions qui doivent être préétablies entre l'interviewé et le journaliste en ces termes :

« L'interview obéit à des règles précises. C'est un contrat. Il doit être sollicité et obtenu sur la base d'un accord : la personne interrogée acceptera de répondre à toutes les questions posées par le journaliste »⁴⁰.

³⁹ BALLE,F., *Lexique de la presse écrite*, Paris, Dalloz 11,Rue soufflot 1989, p.45.

⁴⁰ BEGE J.F., *Manuel de la rédaction, "Les techniques journalistiques de base"*, Paris, Hachette, p.39

CHAPITRE II : APERCU SEMIOTIQUE DE L'ENONCIATION

II.1. Les matériaux sémiotiques de l'interaction verbale

Pour faire l'analyse sémiotique d'un discours interactif, il faut pour question d'efficacité considérer tant le matériel verbal, paraverbal que non verbal. Ce point de vue permet de montrer toute activité qui se fait entre le locuteur et l'auditoire lors de l'énonciation. Cette manière de faire l'analyse sémiotique d'un discours interactif est recommandée par C. KERBRAT-ORECCHIONI dans « Les interactions verbales » :

« Des travaux plus récents se sont efforcés d'enrichir le modèle classique en prenant en compte les phénomènes sémiotiques spécifiques de l'énonciation, de l'oral, ou plus largement encore de l'interaction verbale »⁴¹.

II.1.1. Le matériel verbal

Le matériel verbal est constitué par des signes vocaux ou écrits que produisent les membres d'une même communauté. Ce matériel est fondé sur l'observation des faits de langue qui peuvent être enregistrés par écrit. C'est un matériel qui n'utilise donc pas les éléments extralinguistiques, il est par conséquent sélectif :

« Ce matériel verbal est sélectif. En effet, il existe deux manifestations matérielles extrêmement différentes : l'écrit et l'oral ».⁴²

⁴¹ KERBRAT- ORECCHIONI, C. *op. cit.*, disponible sur: <http://www.google.fr/#hl=fr&q=interaction&oq>, le 23/11/2010.

⁴² CHABANNE J.C., *Approches du discours comique*, Bruxelles, Mardaga, coll., 1995, pp.35 disponible sur : <http://www.google.fr/#hl=fr&q=interaction&oq>, le 23/11/2010.

Bien plus, il est à signaler que dans les travaux scientifiques réalisés à partir d'un matériel verbal, il y a certains éléments de l'oral qui échappent à l'analyse étant donné que ce n'est pas facile de travailler sur des données audio ou vidéo. Cela a été le cas pour notre travail, nous n'avons pas pu traiter les données tant audio que vidéo.

III.2. Le matériel paraverbal

Toute communication orale associe la production des phonèmes et certains phénomènes liés à l'intonation, aux poses, aux particularités individuelles ou collectives de la prononciation :

« Dans la communication orale, la production des signaux vocaux discrets (phonèmes) est accompagné d'autres signaux que la transcription écrite n'enregistre pas, ou qu'elle n'enregistre que très indirectement. C'est l'ensemble de ces signaux accompagnant l'articulation du matériel verbal qu'on appelle le matériel paraverbal »⁴³

Le domaine du paraverbal recouvre beaucoup de phénomènes qui sont entre autres la prosodie (qui concerne tous les phénomènes de quantité, de ton, d'accent), les différentes caractéristiques de la voix (hauteur, intensité) et les particularités liées à la prononciation (qui nous permettent de différencier des voix d'enfants, de vieillards).

Le paraverbal est donc l'ensemble de tous ces phénomènes qui échappent à la transcription écrite. La distinction entre le verbal et le paraverbal est donné en ces termes :

⁴³ CHABANNE J.C., *op. cit.*, p.48 disponible sur : <http://www.google.fr/#hl=fr&q=interaction&oq>, le 23/11/2010.

*« Une distinction rudimentaire entre verbal et paraverbal pourrait être celle-ci : le verbal serait ce qu'une transcription écrite conserve des phénomènes langagiers ; le paraverbal serait ce que seul un enregistrement au magnétophone pourrait enregistrer mais que l'écrit ne retient pas ».*⁴⁴

II.1.3. Le matériel non-verbal

*« A la différence des précédents, il n'est pas porté par les mêmes canaux matériels. Il est constitué de stimuli corporo-visuels : les signes statiques (constitués par l'apparence physique, la physionomie), les signes cinétiques rapides (regards, mimiques et gestes) »*⁴⁵.

La manifestation des phénomènes que nous désignons par le terme de non-verbal au moment de l'énonciation d'un discours témoigne d'une certaine interaction entre le locuteur et l'auditoire. La posture de l'auditoire est par exemple au moment de l'énonciation d'un discours un signal de feed-back de l'auditoire par rapport au locuteur.

Le matériel paraverbal et non-verbal joue un rôle non moins important dans le domaine de l'interaction verbale. C.KERBRAT-ORECCHIONI le dit en ces termes :

« Le matériel paraverbal et non-verbal constitue pour l'interaction une mine inépuisable d'indices de contextualisation, c'est-à-dire qu'il fournit des indications nombreuses et diverses sur les caractéristiques

⁴⁴ KERBRAT- ORECCHIONI, C. *op. cit.*, p.56, disponible sur: <http://www.google.fr/#hl=fr&q=interaction&oq>, le 23/11/2010.

⁴⁵ *Idem* p.75.

biologiques, psychologiques et sociales des interactants »⁴⁶.

Enfin, nous tenons à signaler que le matériel paraverbal et non-verbal relève d'un certain intérêt méthodologique, comme l'ajoute KERBRAT-ORECCHIONI :

« Il s'agit des phénomènes empiriques qui peuvent donner lieu à des repérages précis sur des enregistrements. Même si leur interprétation pose de nombreux problèmes, on dispose avec ce matériel d'informations relativement fiables qui peuvent être utilisées dans trois directions :

- 1) étudier comment l'énoncé est conçu par le locuteur dans l'intention de produire la réaction*
- 2) étudier comment l'énoncé est conçu effectivement par l'auditoire, les réactions étant partiellement mesurables et comparable (qualité et quantité des rires, ...)*
- 3) étudier enfin comment est gérée l'interaction réelle, qui résulte à la fois des interventions du locuteur, mais aussi du feed-back permanent de l'auditoire, avec ses moments de réussite et ses malentendus »⁴⁷*

II.2. L'approche sémiotique du discours

II.2.1. Qu'est-ce que la sémiotique ?

La Sémiotique est une discipline qui est née de la réunion de plusieurs disciplines. Ceci est suggéré par T.A SEBEOK en ces propos :

⁴⁶ KERBRAT- ORECCHIONI, C. *op. cit.*, p.75.

⁴⁷ *Idem*, p.81.

« La conjonction des trois disciplines : linguistique, Philosophie, médecine est la base de la sémiotique telle que nous la connaissons aujourd'hui »⁴⁸.

Dans ce même ordre d'idées, U.ECO fait savoir que la Sémiotique est une science qui vit au dépend des autres sciences. Parlant de la pluralité des disciplines qui constituent la Sémiotique, il s'exprime en ces termes :

« La Sémiotique, a une attitude à la Dracula, c'est un vampire, une goule qui ne peut vivre qu'en suçant le sang des autres êtres vivants⁴⁹ .»

II. 2.2. Définition de la sémiotique

Les sémioticiens ne s'accordent pas en ce qui est de la définition de la Sémiotique. Selon GREIMAS, il dit que la Sémiotique s'intéresse aux signes et à l'homme qui les produit. Il s'exprime en ceci :

« La sémiotique est une discipline susceptible de prendre en charge toutes les synthèses des signes et l'homme, en tant qu'il les produit et les reçoit ».⁵⁰

ECO ne voit pas la Sémiotique de cet œil. Pour lui,

« la sémiotique est une attitude scientifique, une manière critique d'envisager les objets des autres sciences »⁵¹.

⁴⁸ SEBEOK, T.A. *Le champ Sémiologique*, , Bruxelles, Ed. Complexe 1979, p.B₁

⁴⁵ ECO, U. *Le journal canadien de recherche sémiotique*, Vol II, 2, été, 1974, p.13

⁵⁰ GREIMAS cité par SEBEOK, *Op.cit*, p. B₂₅

⁵¹ ECO, U. Cité par SEBEOK, *Op.cit*, p.B₂₈

Nous avons consulté le *Dictionnaire de linguistique* pour voir ce qui se dit à propos de la définition de la Sémiotique. Ainsi, avons –nous trouvé ceci :

« *La sémiotique est une doctrine des signes utilisés par l'intelligence humaine dans sa démarche scientifique* »⁵².

En ce qui nous concerne, étant donné que nous sommes appelé à analyser l'actoriolisation énonciative et énoncive d'un discours produit au cours d'une conférence de presse, la première définition stipulant que la sémiotique s'occupe de tous les systèmes des signes et l'homme en tant qu'il les produit et les reçoit nous intéresse le plus.

II.2.3. Objectif de la Sémiotique

La Sémiotique a un double objet comme le suggère le *Dictionnaire de la linguistique*. Le premier objet est donné en ces termes :

« *L'objet de la sémiotique est l'étude de la vie des signes au sein de la vie sociale* »⁵³.

Cet objet nous intéresse en ce sens que nous allons étudier les propos du conférencier d'une part et les réactions des journalistes au moment de l'énonciation d'autre part.

Le deuxième est lui aussi intéressant par rapport à notre travail et nous est donné en ces propos :

« *En retrait par rapport aux sciences, puis qu'elle se veut métascience, puisqu'elle prend position d'observation par*

⁵² DUBOIS, J. et alii, *Op. cit.*, p.426

⁵³ *Idem*, p.426

rapport aux systèmes signifiants, la Sémiotique vise les modes de la signification »⁵⁴.

Comme nous serons amené à faire une analyse énonciative et énoncive dans la conférence animée par le Président Pierre NKURUNZIZA, ce deuxième objet nous sera d'une grande utilité.

II.3. La Notion du discours du point de vue Sémiotique.

Le terme « discours » est polysémique, avant de parler de sa conception sémiotique, nous nous proposons de commencer à donner les différentes définitions de ce terme.

Pour DUBOIS et ses collaborateurs, la définition du mot « discours » est donnée en ces termes :

« Le discours est le langage mis en action, la langue assumée par le sujet parlant (synonyme de « parole) »⁵⁵.

Dominique MAINGUENEAU donne quant à lui une définition qui va dans le sens de compléter celle de Jean DUBOIS :

« Il faut entendre « discours » dans sa plus large extension : toute énonciation supposant un locuteur et un auditeur et chez le premier, l'intention d'influencer l'autre en quelque manière »⁵⁶.

Ensuite, parlons de la conception sémiotique du terme « discours ». S'exprimant à propos de la signification du « discours » du point de vue sémiotique, Joseph COURTES dit :

⁵⁴ DUBOIS, J. et alii, *op. cit.*, p.426

⁵⁵ *Idem*, p.156.

⁵⁶ MAINGUENEAU, D., *Initiation aux méthodes d'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1976, p.12

« La parole ou le discours sont considérés comme la mise en œuvre concrète du système linguistique, lorsque ce dernier est pris en charge, assumé, voire transformé par le locuteur dans son acte de parole. C'est ainsi que s'amorce la problématique de l'énonciation comme « mise en discours » de la « langue » et par –delà, toute la question essentielle de la communication intersubjective »⁵⁷.

Dans l'analyse de notre conférence de presse, la sémiotique discursive nous intéresse davantage :

« La sémiotique discursive rend compte de ce qui, dans les formes même de la mise en discours, et dans les opérations qui leur sont sous-jacentes, concerne entre autres, l'interaction entre les sujets du discours »⁵⁸.

De cette dernière considération, il est à déduire que l'analyse sémiotique du discours concerne deux niveaux. le niveau linguistique et niveau extralinguistique. Ainsi, dans le cadre de la conférence de presse tenue par son Excellence le Président Pierre NKURUNZIZA, nous n'allons pas traiter le niveau extralinguistique car nous n'avons pas eu la chance de participer à cette conférence de presse pour observer les gestes, mimiques, intonation posés lors de l'énonciation.

⁵⁷ COURTES, J., *Analyse sémiotique du discours*, Paris, Hachette, 1976, p.12

⁵⁸ FONTANILLE, J., *Les espaces subjectifs : Introduction à la sémiotique de l'observateur*, Paris, Hachette, 1989, p.6

II.4. L'énonciation considérée du point de vue sémiotique

II.4.1. L'énonciation discursive

Tel que le suggère Yves DELAHAYE⁵⁹, tout texte est à la fois «énoncé» c'est-à-dire suite finie de mots (énoncés simples) ou de phrases (énoncé complexe) et « énonciation » c'est-à-dire acte par lequel ces mots ou ces phrases sont assumés par le sujet parlant.

Selon que ce dernier prendra à l'égard du texte la distance la plus grande (ou point de s'effacer) ou au contraire la plus courte (au point d'y être toujours présent), on aura affaire pour reprendre la terminologie de Benveniste à l'énonciation historique (récit) ou à l'énonciation discursive (discours). Pour les distinguer, c'est que le récit repose essentiellement sur le passé simple, l'imparfait, le conditionnel présent, sur les pronoms de la troisième personne et sur les indicateurs temporels et spatiaux objectivés par rapport au locuteur.

Le discours au contraire, recourt à tous les temps du verbe (à l'exception du passé simple et du passé antérieur), avec des indicateurs temporels et spatiaux situant l'énoncé par rapport à l'énonciation

A propos de cette interdépendance entre la temporalisation et l'actorialisation énonciative, Joseph COURTES donne ce qui suit :

« (...) ces quelques remarques montrent au moins que temporalisation et actorialisation énonciatives sont difficilement dissociables : nous rappelant une fois encore que nous conservons l'instance de l'énonciation comme le syncrétisme de je-ici-maintenant, nous ne nous étonnerons

⁵⁹ DELAHAYE, Y., *op.cit.*, p.102

donc pas de ce que les deux composantes temporelle et actorielle aillent de pair»⁶⁰.

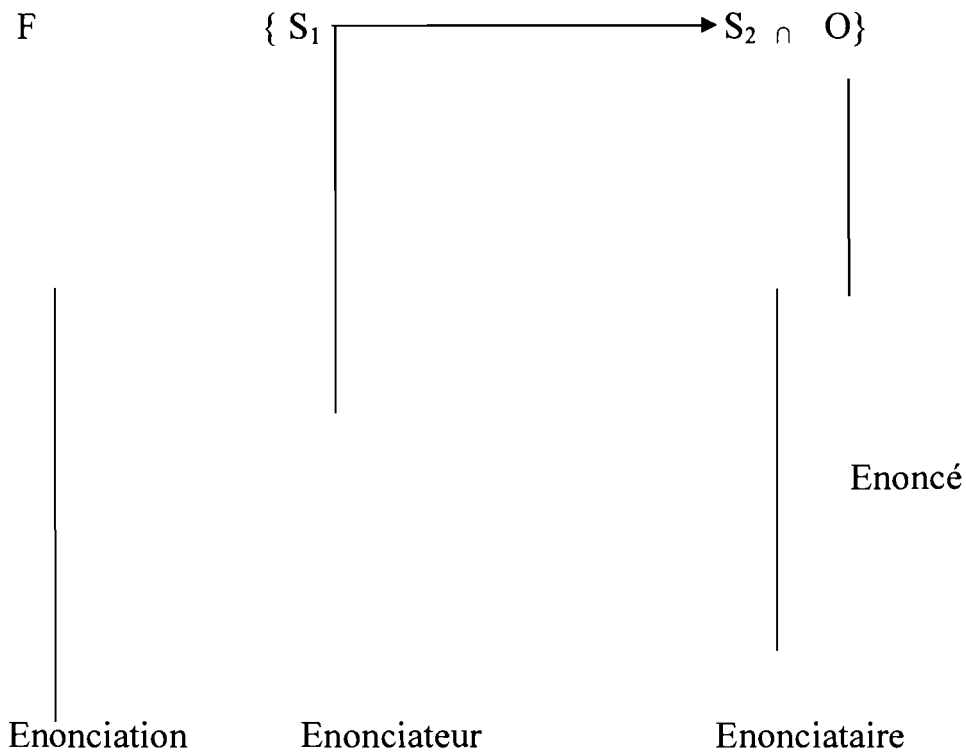
Pour le cas qui nous concerne, nous disposons d'une énonciation discursive où l'énonciateur et les énonciataires emploient les pronoms de la première et la deuxième personne.

II.4.2. La situation communicative dans l'énonciation

Le discours tenu au moment de la conférence de presse animée par son Excellence le Président Pierre NKURUNZIZA en commune Gitega répond à un acte de communication. Comme nous l'avons déjà signalé dans l'introduction, le Président NKURUNZIZA a présenté au cours de cette conférence de presse ce qu'il avait déjà réalisé sur différents plans et ce qu'il prétendait réaliser jusqu'à la fin du mandat. Cette activité peut être ramenée sur le parcours narratif donné par Joseph COURTES⁶¹ :

⁶⁰ COURTES J., *Op.cit*, p.264

⁶¹ COURTES J., *Op.cit.*,p.264



Du point de vue sémiotique, l'énonciation ne se réduit pas à une simple acquisition du savoir. Elle relève moins de l'activité que de la factivité, plus précisément de la manipulation selon le « **savoir** ».

Dans l'énonciation, le discours ne se réduit pas à la parole en circulation d'information, mais c'est plutôt un ensemble d'éléments de communication vue comme action et interaction.

A ce niveau, il se relève que l'énonciation est un acte, une opération de communication qui met en jeu trois actants. Nous avons un « sujet énonçant » (S₁) auquel nous réservons le nom d'ENONCIATEUR, l'objet en circulation (O) correspondant à ce qui est énoncé, c'est-à-dire l'« énoncé »

(au sens restreint et courant du terme) ; le troisième actant est le sujet à qui s'adresse l'énoncé, qui en est le bénéficiaire (S2), nous l'appelons ENONCIATAIRE pour la conjonction (= \cap) entre lui et l'objet.

Du point de vue sémiotique donc, l'énonciation est un acte vu comme action et interaction.

II.4.3. La manipulation énonciative du point de vue sémiotique

Selon le GROUPE D'ENTREVERNES, au point de vue sémiotique, la manipulation est une opération de persuasion :

« Dans la manipulation, le destinataire exerce un faire persuasif sur le destinataire visant à mettre ce dernier en place comme le sujet opérateur d'un programme donné »⁶².

A propos d'un faire persuasif, le même GROUPE D'ENTREVERNES dit ce qui suit :

« Une opération du sujet qui fait accepter (faire croire) par un autre statut de véridiction (vrai, faux, secret, mensonger) qu'il établit sur un énoncé d'état »⁶³.

Nous constatons donc que la manipulation procède par la persuasion et au sujet de ce même processus de manipulation, GREIMAS dit :

« Il s'agit d'une communication dans laquelle le destinataire ou le manipulateur pousse le destinataire manipulé vers une position de manque au point que celui-ci est obligé d'accepter le contrat proposé »⁶⁴.

⁶² GROUPE D'ENTREVERNES, *Analyse sémiotique des textes. Introduction, Théorie Pratique*, Lyon, P.U., 1979, p.5

⁶³ *Idem*, p.48

⁶⁴ GREIMAS, A. *Sémiotique, dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette 1979, p.2000

Pour ce qui est de notre travail, ces considérations nous intéressent en ce sens que dans le cadre de la conférence de presse tenue par le Président Pierre NKURUNZIZA, d'un côté le manipulateur Pierre NKURUNZIZA doit amener son public à croire en ce qu'il communique. Et de l'autre côté, il doit empêcher le même public de croire en des rumeurs qui circulent ici et là.

Nous pouvons donc dire que la manipulation prend deux formes : l'une positive / **faire croire** /et l'autre négative, c'est-à-dire celle du/ **faire ne pas croire**/.

Ainsi, au cours de la conférence de presse, au moment où le conférencier énonciateur fait appel au public (journalistes) de faire siens les points de vue, les propositions et recommandations qu'il donne, il utilise une manipulation positive, c'est -à-dire / **faire croire** /.

Par contre, lorsqu'il essaie d'empêcher l'anti-énonciataire de croire en un point de vue contraire grâce à un /**faire ne pas croire** /, il utilise la manipulation négative.

Dans ce cas, le / **faire croire** / et le /**faire ne pas croire** / sont en relation de complémentarité et ceci fait que le conférencier joue un double rôle énonciatif :

D'une part, il est l'ENONCIATEUR quand il lui revient de /**faire croire** / l'énonciataire en le traitant positivement. Il est également ENONCIATEUR lorsqu'il empêche l'« anti-énonciataire » de croire aux idées contraires aux siennes grâce à un /**faire ne pas croire** /.

D'autre part, il est ANTI-ENONCIATEUR vis-à-vis de ses opposants lorsqu'il les manipule négativement grâce à un /**faire ne pas croire** /.

Selon que la persuasion de l'énonciateur – manipulateur a été forte ou faible, le public –énonciataire peut devenir méfiant ou sympathisant. Joseph COURTES parle de cela en ces termes :

« Selon que « l'énonciataire » prendra le dessus, l'« anti-énonciataire » se trouvera corrélativement virtualisé, réduit ainsi à un « non anti-énonciataire ». Si c'est l'anti-énonciataire qui l'emporte, l'énonciataire lui, sera à son tour virtualisé et deviendra, de ce fait un « non-énonciataire »⁶⁵.

⁶⁵ COURTES, J. ,Op.cit., p.253

**DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE LA
CONFERENCE DE PRESSE ANIMEE PAR LE
PRESIDENT Pierre NKURUNZIZA**

CHAPITRE III : ANALYSE DE L'ACTORIALISATION ENONCIATIVE ET ENONCIVE DU DISCOURS DU PRESIDENT Pierre NKURUNZIZA

III.1. Présentation du corpus

A ce niveau, nous allons procéder à l'analyse de l'actorialisation énonciative et énoncive du discours faisant objet de notre corpus pour que, à la fin, nous puissions confirmer ou infirmer les hypothèses de notre travail.

S'exprimant à propos du corpus destiné à être analysé, DELAHAYE dit :

« Le corpus une fois rassemblé, doit être mis en ordre, préparé, apprêté en vue d'analyse. Cette opération comme celle de la sélection comporte une part d'arbitraire. Ici encore, c'est son intuition qui doit guider le chercheur et lui suggérer les choix nécessaires, les meilleurs angles de l'approche »⁶⁶.

En ce qui est de notre corpus, il était auparavant inscrit sur deux cassettes. Nous l'avons transcrit sur papiers pour que nous disposions d'un corpus bien préparé, prêt à être analysé, et nous l'avons présenté dans la partie annexe de notre travail, pour éviter d'alourdir le dit travail.

Quant aux questions que les journalistes ont posé, nous les avons rangées par catégories : les questions d'ordre politique sont rangées dans une même catégorie, celles d'ordre économique dans une même catégorie, ainsi que celles d'ordre social, sécuritaire et éducatif.

⁶⁶ DELAHAYE, Y. ,*Op.cit.* , p.41

III.2. La forme énonciative et énoncive du discours constituant notre corpus

Par forme énonciative et énoncive, il faut entendre par là l'actorialisation (acteurs et leurs rôles), la spatialisation (espace corporel et extracorporel) et la temporalisation (temps historique = passé, temps profétique = futur).

Pour ce qui est de notre travail, nous allons traiter plus particulièrement l'actorialisation énonciative et énoncive. Si nous avons la chance de participer à cette conférence de presse, nous allons traiter la spatialisation surtout au point de vue extracorporel (gestes, mimiques, expressions du visage).

La conférence de presse faisant objet de notre corpus a été située dans un contexte d'énonciation. A ce point, nous avons écouté et réécouté les cassettes sur lesquelles elle était enregistrée. Ceci nous a permis de nous rendre compte de ce qui s'est dit au cours de cette conférence de presse.

Ainsi, avons-nous constaté que certaines questions qui ont été posées concernaient les promesses tenues par le président NKURUNZIZA à son accession au pouvoir et que ces promesses n'ont pas été tenues jusqu'en ce moment de la tenue de la conférence.

Nous avons donc constaté que le discours tenu lors de ladite conférence constitue une activité qui répond à un acte de communication vue comme action et comme interaction.

III.2.1. Les acteurs énonciatifs et énoncifs

Par acteur énonciatif, il faut entendre les acteurs de l'énonciation tandis que par acteur énoncif, il faut entendre le rôle que joue un acteur de l'énonciation.

Dans cette conférence de presse qui fait objet de notre travail, nous disposons de deux sortes d'acteurs : Pierre NKURUNZIZA qui est appelé énonciateur et les journalistes appelés énonciataires.

Au sujet des acteurs de la communication, Joseph COURTES⁶⁷ propose un schéma actantiel constitué de trois acteurs : un sujet énonçant (S₁) appelé énonciateur, l'objet (O) en circulation, c'est-à-dire ce qui est énoncé. Enfin, le sujet à qui s'adresse l'énoncé (S₂) appelé énonciataire.

Même si le Président Pierre NKURUNZIZA s'adresse directement aux journalistes, nous tenons à préciser que les destinataires ne sont pas seulement ces journalistes mais aussi tout un chacun, où qu'il est et qui aura donc l'occasion d'entendre ce qui a été dit au cours de cette conférence de presse.

Lorsqu'une personnalité tient une conférence de presse, il veut transmettre un message à un public qui l'écoute, il veut aboutir à un objectif donné. Ainsi, pouvons-nous dire qu'il y a deux autres sortes d'acteurs qui interviennent, ce sont d'un côté, les adjuvants, et de l'autre, les opposants.

III.2.2. Le schéma actantiel des formes énonciative et énoncive

L'analyse de la forme énonciative procède par trois niveaux : l'actorialisation (différents acteurs de l'énonciation), la spatialisation (l'espace corporel et extracorporel des acteurs), la temporalisation (évolution du public à travers le temps et les manipulations y relatives).

A propos de l'interdépendance de ces trois niveaux, J. COURTES s'exprime :

« La temporalisation et la spatialisation vont nécessairement de pair avec l'actorialisation qu'il

⁶⁷ COURTES, J. *op.cit.*, p.253

s'agisse de l'énonciation de l'énoncé, temps et espace n'ont de sens que par rapport aux acteurs, ils n'en sont que les coordonnées»⁶⁸.

Le modèle actantiel est une mécanique qui renseigne sur les rôles et les relations des personnages.

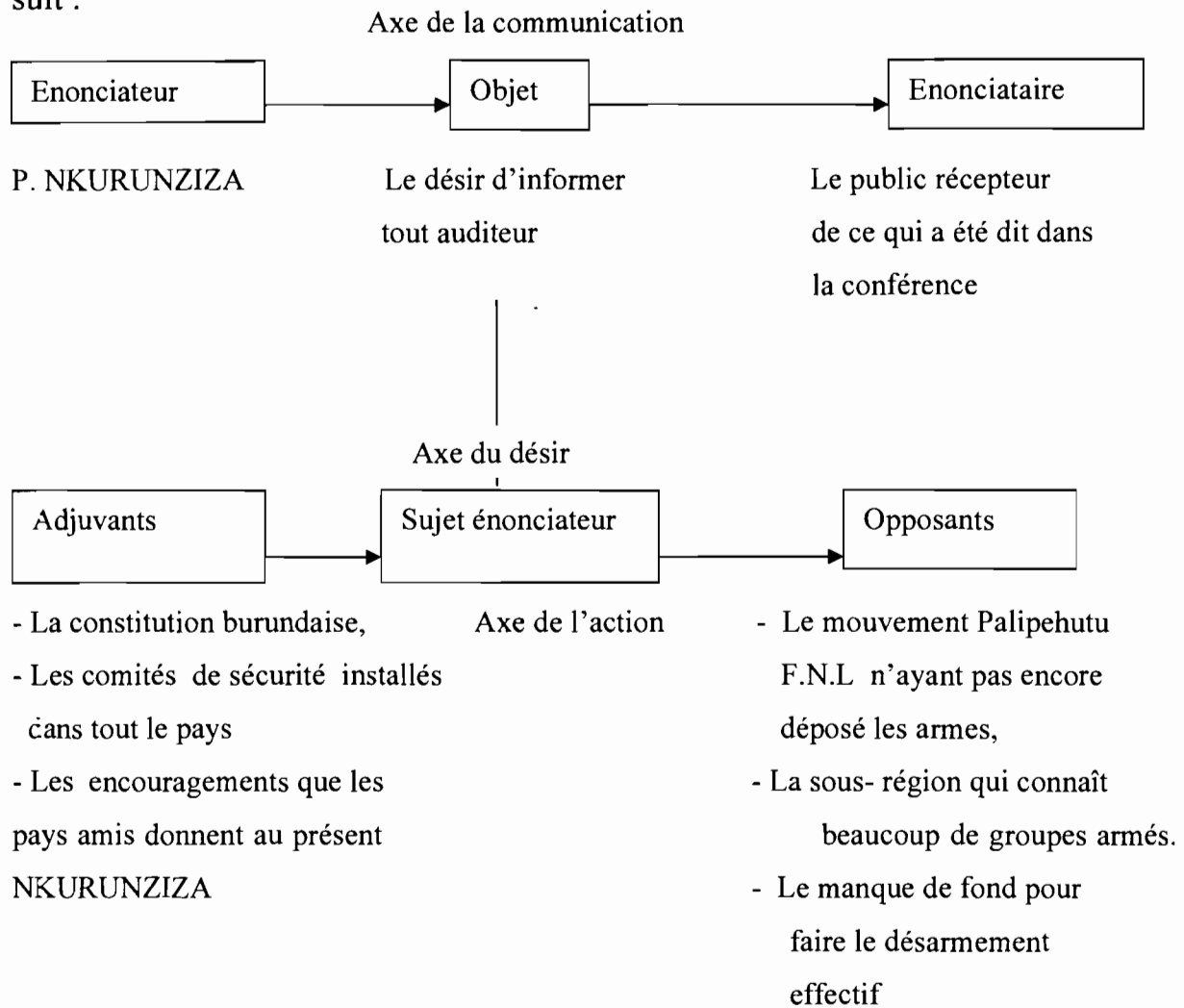
Le schéma actantiel que nous allons donner comprend cinq acteurs, c'est-à-dire l'énonciateur, l'objet, l'énonciataire, l'adjuvant et l'opposant. C'est un schéma proposé par Joseph COURTES et articulé sur trois axes comme il le précise :

« Ce schéma est basé sur l'axe du désir qui définit la relation entre le sujet et l'objet, l'axe de la communication qui définit la relation entre l'énonciateur et l'énonciataire, l'axe de l'action qui concerne la relation entre l'adjuvant et l'opposant»⁶⁹.

⁶⁸ COURTES, J. *op.cit.*, p.268

⁶⁹ *Idem*, p.78.

Le schéma actantiel de notre conférence de presse se présente comme suit :



III.2.2.1. L'axe du désir

Cet axe rend compte de la modalité du vouloir. Le sujet énonciateur, le Président Pierre NKURUNZIZA est à la recherche d'un objet-valeur, « faire adhérer tout un chacun à ses idées »

Cette recherche s'explique par les différentes visites qu'il fait à travers tout le pays et ces conférences de presse qu'il tient pour faire diffuser ses projets.

Pour y parvenir, le Président Pierre NKURUNZIZA met en avant le respect de la constitution burundaise. Voici certains extraits de son discours qui l'expriment :

« Twēbwé tuvuga duti turafise ibwīrizwa nshīngiro kandi ahanini rigēngá igihúgu c'úburūndi, rirērekana ingéne abāntu bakurikiranwa ».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R₁, P₄)

« Nous, nous disons que notre pays est régi par la constitution, celle –ci montre bien comment les accusés sont poursuivis »

« (...) ni itégeko ryīsūnze ibwīrizwa nshīngiro, kandi ahanini ntā na kímwe bitāndúkāniyekó n'ibiri mw'ibwīrizwa nshīngiro».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R₁, P₆)

« (...) c'est un décret qui s'est référé à la constitution burundaise en plus, il n'est différent en rien de ce qui est stipulé par la constitution ».

« Igihúgu gitwārwa twīsūnze ibwīrizwa nshīngiro n'amatégeko».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R₁, P₇)

« Le pays doit être dirigé conformément à la constitution et à la loi ».

Dans toutes ces déclarations, le président Pierre NKURUNZIZA fait savoir que la gestion du pays doit se référer à la constitution.

Etant donné que le président Pierre NKURUNZIZA prône le respect de la constitution burundaise, nous pouvons dire que ceci est pour lui un passage obligé pour arriver à la gestion démocratique du pays.

Au moment de l'énonciation de son discours, le Président Pierre NKURUNZIZA invoque le nom de Dieu. Le fait de parler de Dieu dans son discours signifie qu'il veut que le public énonciataire croit en ce qu'il est en train de dire que ce qu'il communique est une pure vérité.

*« Ivyo jēwé rēró ndabivuga kā mūntu yēméra n'imbere
y'Imāna mushóbora vyöse kó ivyo bīntu bivurwá atarí vyo »
(Cfr 1^{ère} série de réponses , R₃, P₅) .*

« Donc je dis cela en tant que quelqu'un qui croit en Dieu, le tout puissant, ce qui se dit n'est pas vrai ».

« (...) ndakubwīye yūkó atarí vyo icābona kidashobóra kubēsha ní Imāna » . (cfr 1^{ère} série de réponses, R₃, P₅)

« (...) je viens de te dire que ce n'est pas vrai, le témoin qui ne peut en aucune façon mentir est Dieu ».

Bien plus, ces propos qui font intervenir le nom de Dieu sont l'autre moyen que le Président Pierre NKURUNZIZA utilise pour atteindre son objet-valeur.

Ainsi s'installe un énoncé de « FAIRE » qui pourra l'aider à parvenir à son objet –valeur. Cet énoncé de « FAIRE » se manifeste par un « faire transformateur » en l'occurrence amener son public énonciataire à croire en ce qu'il communique.

III.2.2.2. L'axe de la communication

Cet axe parle de la relation qui existe entre l'énonciateur et l'énonciataire. Notre énonciateur est Pierre NKURUNZIZA le Président de la République du Burundi qui communique l'objet à son public –énonciataire qui,

à son tour, manifeste chaque fois ses réactions à travers différentes questions que les journalistes ont posées. L'énonciateur Pierre NKURUNZIZA est l'instance supérieure qui motive l'action tandis que l'énonciataire est l'instance bénéficiaire.

Cela veut dire que le Président Pierre NKURUNZIZA est l'initiateur de tout ce qui se dit à travers cette conférence de presse et que le public à qui s'adresse le Président écoute ce qu'il relate.

S'exprimant à propos de certains dossiers de la justice, le Président Pierre NKURUNZIZA conseille à son public-énonciataire qu'il faut chaque fois attendre que la justice prenne position au lieu de prendre en considération ce qui se dit ici et là dans les rues.

Il fait savoir que lui-même, en tant que Président de la République, ne peut pas s'ingérer dans les affaires juridiques, il doit attendre le jugement.

A travers ses propos, Pierre NKURUNZIZA ne cesse d'incarner la confiance qu'il a envers la justice burundaise.

« Hānyuma tukaba tūzi yūkó rēró iyó ubutūngāne bwākozé twēbwé ntiducá imānza dukurikira ahó sēntāre zishizé »

(cfr 1^{ère} série de réponses R₁,P₁).

« Et puis sachant que la justice a déjà fait son travail, nous, nous ne tranchons pas, nous soutenons ce qui a été décidé par les tribunaux ».

« (...) arí umurūndi yapfiriye iburūndi, arí umurūndi yapfiriye mu bīndi bihúgu, tuzōbānza tujāne murí wā murwi wó kumenya ukurí nó kurekurinira, nitwāsānga yūkó arí ibīntu bisabá imānza, haratégekanijwe kó na Sēntāre yōjahó ». (Cfr 1^{ère} série de réponses, R₁ P₅)

« (...) ». que ce soit un Burundais tué ici au burundi ou tué ailleurs. nous allons d'abord nous adresser à la commission vérité - réconciliation, une fois constaté que s'est une affaire qui

mérite d'être traduite en justice, sachez qu'il est prévu un tribunal spécial pour ça ».

Nous remarquons à travers ce passage que rien n'est encore fait pour élucider la mort du Président NTARYAMIRA ; Pierre NKURUNZIZA ne parle que des prévisions.

Concernant le cas des gens tués à MUYINGA et jetés par après dans la RUVUBU, le Président Pierre NKURUNZIZA dit qu'il faut attendre la décision émanant de la justice. Il le précise en ces termes :

« Wewé rēró urafise ukūntu ushobóra kubibona, urí umurimyí, urí umwôrōzi, urí umuményēshamákurú, mugábo ubutūngāne nibwo bufisé ijāmbó ryānyuma, aho ního vyūgáriye ». (Cfr 2^{ème} série de réponse ,R₁,P₃)

« N'importe qui a sa manière de concevoir les choses, qu'il soit cultivateur, éleveur, journaliste mais c'est la justice qui détient le dernier mot. C'est là où se trouve le secret ».

A analyser son passage, force est de constater que le Président Pierre NKURUNZIZA sait que l'affaire de MUYINGA préoccupe toutes les catégories de la population burundaise. Ceci se voit dans le fait qu'il cite : les cultivateurs, les éleveurs et les journalistes.

Mais à travers tous ces passages, nous remarquons que le Président Pierre NKURUNZIZA invite tout un chacun à attendre le jugement rendu par la justice au lieu d'écouter ce qui se dit n'importe où. Il veut en plus faire savoir à son public énonciataire que la justice burundaise est indépendante, qu'elle ne travaille sous aucune influence.

Au cours de cette conférence de presse, beaucoup de journalistes au nom de leurs différentes radios et leurs différents journaux ont pu poser des questions au Président Pierre NKURUNZIZA.

Ces radios et journaux au nom desquels parlaient ces journalistes sont entre autres : la radio BONESHA F.M, la radio-télévision nationale du Burundi (R.T.N.B), radio NDERAGAKURA, la radio publique africaine (R.P.A), radio ISANGANIRO, le journal NET PRESS, radio STAR F.M, radio IJWI RY'AMAHORO.

Ceci montre, comme nous l'avons déjà dit, que cet axe de communication met en relation les deux protagonistes de la communication c'est –à-dire l'énonciateur et l'énonciataire. Donc, c'est une communication qui est vue comme action et comme interaction, étant donné que l'énonciateur qui prend la parole en premier lieu fait réagir nombreux des journalistes présents à cette conférence ; ce qui relève en d'autres mots de l'interaction entre les protagonistes de cette conférence.

Parmi les questions qui ont été posées, nous pouvons premièrement parler de celles qui concernent les promesses tenues par le Président Pierre NKURUNZIZA à son accession au pouvoir mais qui n'ont pas été honorées jusqu'à l'heure où les journalistes s'exprimaient.

Donnons à titre illustratif la question posée par le journaliste Hamisi KARIHUNGU, correspondant de la radio BONESHA F.M dans la région centre du pays :

« Igihe mwāja ku butégetsi, igihe mwāgēndera intārá ya Gítega, mwāravúze yúko muzókórera imigāmbi myĩnshi mū ntārá ya Gítega, mwāravúze iyúbakwa ry'íkibúga c'inděge mpūzamakūngu mū ntāra ya Gítega, muravúga iyúbakwa ryā

stade olympique i Tânkóma ni km 3 uvûye mu mují wa Gítega. Muravúga inyubákwa y'úmukurú w'ígihúgu aho i Zēge, ariko twēbwé dukúnda gukórerera mū ntárá ya Gítega umēngo ntā bimenyētso vy'úkó iyo migāmbi igīyé gutāngura. Nōné ga nyakwūbahwa mukurú w'ígihúgu, iyo migāmbi yarāhebwe cānké bizōhava bigēnda gúte ? » (Cfr 1^{ère} série de questions Q₂, P₂)

« A votre accession au pouvoir, au moment où vous étiez en train de visiter la province de Gitega, vous aviez promis de réaliser beaucoup de projets dans ladite province, vous avez promis de construire l'aéroport international à Gitega et un stade olympique à Tankoma, c'est à 3km à partir de la ville de Gitega. Vous avez promis en plus d'ériger la présidence à Zege, mais, à y regarder de près, nous qui sommes ici à Gitega, probablement qu'il n'y a aucun indice pouvant montrer que ces projets sont en cours de réalisation. Est-ce que ces projets ont-ils été abandonnés ou comment vont-ils être réalisés ?

Cette question montre à notre avis que le Président Pierre NKURUNZIZA avait promis beaucoup de choses à son accession au pouvoir mais que la réalisation a été autre. Probablement qu'il a été préoccupé par d'autres projets qu'il aurait jugé prioritaires par rapport à ceux portés à la connaissance du public au début de son pouvoir

Une autre question qui rentre dans le cadre des promesses tenues par le Président Pierre NKURUNZIZA a été posée par Didier NSHIMIRIMANA, journaliste au journal NET PRESS. Elle est libérée comme suit :

« Nyakwubahwa mukurú w'ígihúgu, harihó itegeko ribohéye amabóko i mugongo abaményeshamákurú. Barashóbora gushiriza ibintu, kukó harihó itegeko rivugá kó bashobóra gupfūngwa ufātiye ku vyó basohóye cānké bavuzé kubéra atari vyo cānké bitānējereje uyu cānké urīya. Barapfūngwa mū nyuma ugasānga ivyo sí vyo.

Mwēbwé mwāri mwārerekanye ugushāka gufāsha abaményeshamákurú mu mwūga wābo. Murānēmeza yūkó rīrya tégeko rizōhavá. Mugábo nk'úkó mwābibōnye mu 2006, abaményeshamákurú Serges NIBIZI hamwé na Domitile KIRAMVU bārapfūnzwe hānyuma basānga ivyó bāgírizwa si vyó. Ubu nahó biherūka kubá ahó uwurōngōye Net Press Jean Claude KAVUMBAGU yapfūnzwe, agiré akwīzé indwi ya gátatu ari mw'ibóhero azíra ibintu vyōbá vyāravúzwe mu kiményeshamákurú cīwé. Nōné ga nyakwubahwa mukurú w'ígihúgu mukora ikí kugíra muremēshe abaményeshamákurú ?». (Cfr 2^{ème} série de questions, Q₃, P₁)

« Votre excellence Monsieur le Président de la République, il y a un décret qui ne favorise pas les journalistes. Ils publient des choses ou les diffusent mais comme il existe un décret stipulant qu'ils peuvent être emprisonnés suite à ce qu'ils auront communiqué si du moins ce n'est pas vrai ou si ça ne plait pas à tel ou tel autre. On les emprisonne mais par après, on constate que ce dont ils sont accusés n'est pas vrai. Vous, vous aviez promis d'aider les journalistes dans leur métier. D'ailleurs, vous aviez promis que ce décret soit révisé. Mais Comme vous l'avez vu, en 2006 les journalistes Serges NIBIZI et Domitile KIRAMVU ont été emprisonnés et puis, il a été prouvé que leurs

accusations n'étaient pas fondées. Dans ces jours-ci le même scénario s'est produit et le Directeur de NET PRESS Jean Claude KAVUMBAGU a été emprisonné. Ça va faire bientôt trois semaines qu'il est en prison accusé de propos diffamatoires lancés par son journal. Que faites-vous Excellence Monsieur le Président de la République pour tranquilliser les journalistes ?».

Nous remarquons à travers cette question que les journalistes risquent d'avoir peur de diffuser une nouvelle surtout lorsqu'elle ne plaît pas aux autorités. A titre illustratif, le journaliste ayant posé la question parle des journalistes Domitile KIRAMVU et Serges NIBIZI qui ont été emprisonnés accusés d'avoir tenu des propos diffamatoires mais qui ont été blanchis par après.

Par ailleurs le fait que le journaliste Didier NSHIMIRIMANA demande au Président de tranquilliser les journalistes relève d'une certaine crainte de leur part.

Au cours de cette conférence de presse, des questions d'ordre politique n'ont pas manqué d'être posées au Président Pierre NKURUNZIZA. A propos du présumé coup d'Etat, Jean Georges KIBOGORA de la radio BONESHA F.M a posé la question en ces termes :

« Akabázo kā mbere kajānye n'ítēmbagazwa ry'inzēgo ryiḡeze kuvúgwa mu mĩnsi ihezé, harihó mberé n'ábatégetsi batari baké bāpfūnzwe bāhōrwa kó bāḡōmvyē gutēmbagaza ubutégetsi murōngōye. Mberé nĩbutse umēngo mwāri muri komĩne Mwākĩro mū ntārá ya Muyĩngá, umēngo na mwēbwé mwāravúze yúkó iryo tēmbagazwa ry'inzēgo ririho kāndi mufisé n'ivyēmezo, abāntu batari baké rēró barafátwa batābwa muri yōmpi. Harimwó

n'úwahóra arí umukurú w'ígihúgu Domisiyano NDAYIZEYE n'ábāndi. Abo bāntu barapfungwa imĩnsi itarí miké mū nyuma bāmbikwa izēra, ni ukuvúga yúkó icāha bāri bāgirijwe kitābāye kíkibāgīra. Nōné umūntu aríko aratwūmviriza yōvuga ati mbēga bāfashe abatāri bó cānké abābahāye izo nkurú bārabēshe ? Nĩmbá bārabēshe hari ivyó mwātegekanije ?»

(Cfr 1^{ère} série de question, Q₁,P₂).

« La première question concerne le coup d'état dont on a parlé ces derniers jours, il y a eu même certaines autorités qui ont été emprisonnées accusées d'avoir tenté de faire un coup d'état de votre pouvoir. D'ailleurs si j'ai une bonne mémoire, lorsque vous étiez en commune Mwakiro province Muyinga, vous auriez dit que ce coup d'état avait été préparé et que des preuves ne manquent pas. Parmi pas mal de gens qui ont été appréhendés et emprisonnés, il y a l'ex-président de la République du Burundi Domitien NDAYIZEYE et bien d'autres. Ils ont été détenus pendant beaucoup de jours mais à un certain moment, ils ont été blanchis et libérés. Ceci pour dire que ce dont ils étaient accusés n'était pas fondé. Peut-on dire que l'on s'était trompé sur les accusés ? Ou bien ceux qui ont fournis l'information ont-ils menti ? Si du moins ils ont menti, auriez-vous prévu des sanctions à leur égard ?»

A travers cette question de Jean Georges KIBOGORA, nous constatons que ce dernier s'indigne contre l'emprisonnement des ex-autorités du pays suivi par après de leur libération, il s'indigne également du fait que la lumière n'est pas encore faite jusqu'au moment où il parle : d'abord, les présumés

commanditaires du coup d'état ont été libérés et il n'y a pas eu de démenti pour révéler qu'il n'y avait pas eu de coup d'état préparé.

Le même journaliste a posé sa deuxième question d'ordre politique où il exprime son inquiétude à propos de la visite effectuée par le Président Rwandais Paul KAGAME.

Vers la fin de cette visite, le Président Pierre NKURUNZIZA et son homologue Rwandais Paul KAGAME auraient tenu une conférence de presse où les journalistes auraient été interdits de poser certaines questions et Georges KIBOGORA pose sa question comme suit :

« Akabázo kā kábiri kērekeye urugēndo umukurú w'ígihúgu c'úrwānda Paul KAGAME yagize mu Burundi. Mū mpéra z'urugēndo rwíwé mwārarémēsheje ikigānīro ku bānditsi n'ábaményēshamákurú mugábo harihó ibibázo bitatu abaményēshamákurú batēmerewe kubáza na cāne cāne urutōnde rwā bá barūndi 670 bāgírizwa kó bōbá bāragize uruhára mw'ihónyabwōko mu Rwānda mu mwáka w'1994.

Harihó n'ibīntu vyērēkeye urupfú rwā Sipiriyano NTARYAMIRA yahóze arōngōye Uburūndi. Mugábo rēró mu mīnsi ihezé, umukurú w'ígihúgu c'úrwānda kurí rādiyo yó mu Rwānda yītwá Contact F.M yarámēnyesheje kó atigeze abúza abarūndi kubáza ibibázo ivyó arí vyo vyōse. Iyo nkurú twārayishikirije kukó twāyikūye mu Rwānda. Rēró twāgōmba tubazé nyakwūbahwa mukurú w'ígihúgu kó Uburūndi harí inyungú bwōbá búfise kugira ivyo bibázo ntibishirwe ahabóna cānké ivyo bīntu vyōba vyāgēnze gúte ? Mwōba múvyibazakó ikí ? (Cfr 1^{ère} série de questions Q₁, P3)

« La deuxième question concerne la visite effectuée au Burundi par le Président Rwandais Paul KAGAME .A la fin de sa visite,

vous avez tenu une conférence de presse mais il y a eu trois questions que les journalistes n'ont pas eu droit à poser surtout celle qui concerne la liste de 670 burundais accusés d'avoir participé au génocide au Rwanda en 1994. Il y a aussi la question qui concerne feu NTARYAMIRA, ex-Président de la République du Burundi. Pourtant, le Président Rwandais s'est exprimé sur la radio rwandaise appelée contact F.M où il a fait savoir qu'il n'a jamais interdit aux journalistes burundais de poser n'importe quelle question. Cette information, nous l'avons diffusée car elle avait été reçue en provenance du Rwanda. Alors nous voudrions vous demander excellence le Président de la République l'intérêt que le Burundi tire lorsque toutes ces questions ne sont pas posées. Ou bien comment est –ce que ça s'est –il passé ? Qu'en pensez-vous ?»

Nous constatons à travers cette question que les Présidents Pierre NKURUNZIZA et Paul KAGAME n'ont pas voulu s'accuser mutuellement devant les journalistes. C'est pour cette raison que la question de 670 burundais accusés d'avoir fait le génocide au Rwanda et la question concernant la mort du Président NTARYAMIRA péri dans un accident d'avion au Rwanda n'ont pas été posées.

Eric MANIRAKIZA de la R.P.A (Radio Publique Africaine) a posé beaucoup de questions. Parmi ces questions, il y a celles qui sont en rapport avec la politique. Sa première question concerne certains partis politiques en instance d'agrément tels le Palipehutu F.N.L et le M.S.D.

« Hariho imigambwe ivugá kó itubahirizwa mu manama yábo ya mînsi yöse. Hariho kandi na bírya vyó kwemerera imigambwe nka Palipehutu F.N.L bavugá bati bategerezwa

kutwēmerera, bati twehó ni ukó tavyēmānga, bati harihó iyīndi migāmbwe yīsūnga ubwoko, mugábo itávyēmānga. Ico kibázo mbēga cōba kigeze hé ? Harihó mberé na M.S.D, bavugá bati umutékāno ni uw'ábanyághúgu, bati harihó n'ámashírahámwe yīyítirira kó acūngēra umutékāno nka P.S.G n'áyāndi. Bati n'úmugāmbwe urí ku butégetsi harimwó inguvú, harimwó kwívuna kāndi n'ivyo bijējwe igihúgu. Ivyo mubivugakó ikí ? »

(Cfr 2^{ème} série de questions, Q₁, P₃)

« Il y a certains partis politiques qui se plaignent en disant que leurs droits de tenir des réunions sont bafoués. Il y a également la question qui concerne l'agrément des partis, ici je veux dire le Palipehutu F.N.L. Ils disent qu'ils doivent être agréés étant donné que ce ne sont pas eux seuls qui prônent l'ethnisme, tout simplement ils le font en plein air. Selon eux, il y a d'autres qui mettent en avant l'ethnie d'une manière clandestine. A quel niveau se situe cette question ? Il y a également le cas du M.S.D ; ils disent que la question sécuritaire incombe à tous les Burundais, qu'il y a d'ailleurs certaines sociétés qui disent qu'elles assurent la sécurité, c'est entre autres le P.S.G, ils y ajoutent que même dans le parti au pouvoir, il y a le mot « force », il y a aussi le mot « défense » alors que toutes les deux devraient être assurées par le pays. Qu'est-ce que vous en dites ? »

Selon ces propos du journaliste Eric MANIRAKIZA, nous constatons que le gouvernement ne donne pas le privilège à certains partis politiques de tenir des réunions. Refuser aux partis politiques de tenir des réunions revient à leur donner peu de chances de gagner les élections. De même, le retard

d'agrément de certains mouvements revient également à leur donner peu de chances dans les élections prochaines.

Le même journaliste a posé une autre question d'ordre politique : elle concerne les 22 députés chassés de l'Assemblée Nationale.

« Hakaba n'ikibázo cērékeye bárya bashîngamátēka mirōngo ibiri na bábiri bāvūye mu nāma nshîngamátēka. Mwībúke kó abābivuzekó bāshikirije yúkó amatégekó yahónyānzwe, kó atā na hámwe vyāndītswe kó umushîngamátēká avūye mu mugāmbwe akaja mu wūndi kó bacá bāmukūra, kukó harihó n'ábāndi bāvūye mu yīndi migāmbwe baja mu mugāmbwe urí ku butégetsi batĩgeze bākomakoma».

(Cfr 2^{ème} série de questions Q₁, P4).

« Il y a en plus la question concernant les 22 députés qui ont été chassés du parlement. Souvenez-vous que ceux qui se sont exprimés ont fait savoir que la loi n'a pas été respectée, que nulle part n'est écrit que lorsqu'un député change de parti politique, il doit être chassé. Ceci parce qu'il y a les députés qui auraient quitté d'autres partis politiques pour embrasser le parti au pouvoir mais qui n'ont pas été bouleversés ».

A travers ce passage, nous remarquons que le gouvernement ne traite pas les partis politiques de la même façon. Lorsque le journaliste fait savoir qu'il y a certains députés qui ont quitté leurs partis d'origine pour adhérer au parti au pouvoir et qui n'ont pas été chassés, il veut dire qu'il y a le système de deux poids, deux mesures.

La troisième catégorie des questions posées au Président Pierre NKURUNZIZA au cours de cette conférence de presse concernent le côté économique

La première question que nous pouvons donner est celle posée par le journaliste Eric MANIRAKIZA de la R.P.A. Il exprime ses inquiétudes à propos de la vente de l'avion présidentiel Falcon 50 :

« Ikibázo c'úbutúzi cērēkeye indēge yōbá yáhora irérura umukurú w'ígihúgu. Mu cēgeranyo cāsóhotse harihó ababájjwe, aha nōvuga uwōba arí umuyobōzi mwīshikirá mu biro vyānyu n'úwahóra arí umushikirangānji w'íkigega cā lēta, bavugá ukūntu vyāgēnze. Mu bīntu vyāvugwa, hāvugwa kó indēge itāri ikómeye, aríko bōbó bāvuze kó indēge yari ikómeye, vyābāye kubēra ikibázo c'úmutékāno. Na mwēbwé mwārigeze kuvúga yúko iyo ndēge idakoméye. Twāshāka mudutōmōrere».

(Cfr 2^{ème} série de question, Q₁,P₅)

« La question économique concerne l'avion qui déplaçait le Président. Dans un rapport publié, il y a ceux qui ont été interrogés, ici je citerais l'ex-chef du cabinet à la présidence et l'ex-ministre des finances. Parmi les propos tenus, on disait que l'avion n'était pas en bon état, mais ces gens interrogés ont affirmé que l'avion était en bon état, qu'il a été vendu pour des raisons sécuritaires. Et vous vous auriez dit que l'avion n'était pas en bon état. Nous voudrions que la lumière soit faite ».

Par ces propos, nous remarquons que le journaliste veut dénoncer le double langage observé dans la justification de la vente de cet avion : les uns

disaient que l'avion n'était pas en bon état au moment où d'autres disaient que l'avion a été vendu pour des raisons sécuritaires.

Une deuxième question d'ordre économique a été posée par le journaliste de la radio ISANGANIRO dans la région centre du pays. Il répond au nom de Déo NIYONIZIGIYE :

«Nashāka kubābaza icukurwa ry'ubutāre mū ntārá zitāndūkānye z'igihúgu ingéne ritūngānijwe kukó narigeze kwúmva umushikirangānji ajējwé ubutāre n'ágataka avúga yúkó bāsēzeranye n'ābacúkura ubutāre ahāntu i Musēnyi mū ntārá ya Búrurí kugira itōhōza, gutāta ubutāre mu kirīngo c'īmyāka indwi.

Abēgereye aho i Musēnyi mū ntārá ya BURURI, abēgereye mū ntārá ya CANKUZO, abēgereye mū ntārá zó mu burārūko nka MUYINGA n'āhāndi, bavuga yúkó ubutāre bucurúwa ukurí kwāmye atarí ibīntu vyó kubútata. Twāshāka rēró kumenya ingéne ubwo butāre buríko buracukurwa, kó harího inyandiko zihūzá lēta y'ūburūndi n'īmirwi y'ābanyāmahānga bēnshi bacúkura ubwo butāre kukó turamaze kwúmva kó ubwo butāre budacukurwa ku mugaragaro, kó umuhari C.N.D.D-F.D.D. ukurí mw'īshāmba wōbá wārafāshe ibirwānīsho ukaba uríko urīshura bicīye murí ubwo butāre. Hari kāndi n'ābavúga kó zā nzu z'ūmwūzurirahó lēta yēmerera abakózi kó zizóvá murí ubwo butāre. Mbēga kurí ivyo bīntu, ukurí guhagaze hēhé ? » (Cfr, 2^{ème} série de questions, Q₂ , P₁)

« Je voudrais vous demander comment est organisée l'extraction des minerais dans les différentes provinces car j'ai entendu que le Ministre de l'énergie et des mines s'est convenu avec les extracteurs de faire des tests, des essais de ces mines

pendant sept ans. Ceux qui sont proches de Musenyi en province de BURURI, ceux qui sont proches de la province CANKUZO, des provinces du nord ou ailleurs disent que l'extraction se fait au vrai sens du terme, qu'il n'y a pas question de faire des tests ou des essais.

Nous voudrions donc savoir comment ces minerais sont en train d'être extraits, s'il y a des écrits entre l'Etat burundais et ces groupes étrangers d'extracteurs car nous avons déjà entendu que l'extraction ne se fait pas dans la transparence, que le mouvement C.N.D.D-F.D, au moment où il était encore au maquis, aurait pris des armes par dette et qu'il serait en train de rembourser à travers ces minerais extraits. Il y a d'autres qui disent que les maisons préfabriquées que l'Etat a promises aux fonctionnaires proviendraient de ces mêmes minerais. A propos de cette affaire, où est la vérité ?».

A travers cette question, nous constatons que le journaliste tire la sonnette d'alarme pour que ce minerais (le bien commun à la nation Burundaise) ne soit pas géré par un groupe d'individus.

Sur le côté éducatif, la question a été posée par Aloys NIYONIZIGIYE de la radio scolaire NDERAGAKURA.

A travers sa question, il exprime son doute à propos du projet lancé par le Président NKURUNZIZA visant à construire beaucoup d'écoles dans le pays. Selon ce journaliste, les écoles nouvellement construites risquent de rencontrer beaucoup de difficultés entre autres, le manque du personnel enseignant et du matériel scolaire.

Sa question est libérée comme suit :

« Kuva múshitse ku butégetsi mwārihāye ingendo yó kwúbaka amashūre mēnshi. Gushika ubu iyo ngīngo irikó irakúrikizwa. Mugábo ahó dushitsá amáso amashūre níko arikó arúbakwa mugábo harihó ibikénewe. Aha nōvuga ibikórēsho vy'ishūre n'ábīgīsha kukó umēngo abīgīsha bazókwīnjizwa mu kazi si bēnshi cāne. Mbēga uwo mugāmbi wōba wáratégūwe nēzá? Ubwo ntihazóbóneka amashūle amwé atazórónka abīgīsha n'ibikórēsho ? ».

(Cfr 1^{ère} série de questions Q₄, P₃)

« A partir du moment où vous êtes arrivés au pouvoir, vous avez entrepris un projet de construire beaucoup d'écoles. C'est vrai les écoles sont en train d'être construites mais il faut qu'il y ait certaines priorités. Je citerais entre autres les enseignants et le matériel scolaire car, probablement que les enseignants sont peut nombreux alors que le nombre d'écoles s'accroît. Bien plus, il se peut que le nombre d'enseignants qui seront engagés n'est pas élevé. Ce projet, aurait-il été bien préparé ? N'y aura-t-il pas certaines écoles qui manqueront d'enseignants et du matériel scolaire ? ».

L'idée qui se laisse entendre à travers cette question est que l'exécution d'un projet de construire beaucoup d'écoles devrait précéder certaines mesures d'accompagnement tels l'engagement de beaucoup d'enseignants, achat des manuels scolaires et autres infrastructures nécessaires pour un enseignement de qualité.

La dernière catégorie des questions qui ont été posées au cours de cette conférence de presse est une question qui concerne le côté sécuritaire. Elle a été posée par le journaliste de la R.P.A du nom d'Eric MANIRAKIZA.

« *Murí iki c'úmutēkāno nyéne, nashāka gushíramwó ikibázo c'i MUYINGA. Cāravúzwe cāne, cērekeye abāntu mirōngo itatu barēngá. Hari uwavyēmānze, avúga kó yabítumwe, ari wé Vital BANGIRINAMA yahóra arōngōye intārá ya káne ya gisirikare. Ariko aravúga umushikirangānji wó kwívuna abānsi, akavuga abarōngōye état-major, akavuga mberé kó n'imbere yúkó abishikakó, yabájije uwurōngōye iperereza, aravúga na Buramatāri kó yari abízi. Haravúgwa kāndi yúkó hari abāntu babuzá kó Vital BANGIRIMANA ahagárikwa. Ico gihe harihó umunyághúgu yakíbajije, mwāri mu Kirūndo ati hējuru harihó abānka kó afatwá, nāmwe muti hējuru ní hēhé kó hari ibití, hari inyoni? Na mwēbwé mwāravúze mw'ijwí ryā Amēriká kó mwānse yúkó ahagárikwa mu mĩnsi yā mbere kukó mwātinya yúkó igipólisi n'igisoda bishāmírana. Mbēga hōba hāri abāntu barí hējuru y'ámatégeko ?*»(Cfr 2^{ème} série de questions, Q1.P2)

« *Pour la question sécuritaire, je voudrais évoquer la question de MUYINGA. Elle est connue et concerne plus de trente personnes assassinées. Il y a un certain Vital BANGIRINAMA l'ex-commandant de la 4^e région militaire qui a avoué qu'il l'a fait mais par ordre de ses supérieurs. Il a cité le Ministre de la défense, le chef d'état major de l'armée ; il a d'ailleurs précisé qu'avant de commettre ce forfait, il avait averti le chargé de la documentation à MUYINGA et on ajoute que le gouverneur en était au courant et jusqu'à maintenant, cette question inquiète plus d'un. Il se dit qu'il y a des gens qui ne veulent pas que Vital*

BANGIRINAMA soit arrêté. Il y a quelqu'un qui l'a dit, vous étiez à KIRUNDO, il a dit qu'en haut il y a ceux qui ne veulent pas qu'il soit arrêté. Et vous, vous lui avez demandé : En haut c'est où ? En haut il y a des arbres, des oiseaux ! Vous aussi, vous avez dit à la voix d'Amérique que vous avez refusé qu'il soit arrêté dans un premier temps pour éviter que la police et l'armée se confrontent. Comment est-ce qu'elles pouvaient se confronter ? Nous avons une question : Est-ce qu'il y a des gens qui sont au dessus de la loi ? ».

Par cette question, nous remarquons que le journaliste Eric MANIRAKIZA veut signifier que cet assassinat a été commandité par certaines autorités militaires, administratives et de la documentation. Il se demande alors pourquoi elles ne sont pas arrêtées et jugées alors que la personne qui a perpétré ce crime les aurait citées lors de l'interrogatoire.

Après cette longue série de questions, nous allons parler cette fois-ci des réponses données par le Président Pierre NKURUNZIZA. Pour ce qui est des questions qui concernent les promesses tenues par le Président NKURUNZIZA au début de son règne, commençons par celle posée par Hamisi KARIHUNGU. La réponse donnée pour cette question montre que rien n'est encore fait jusqu'au moment où il parle pour mettre en exécution les projets qu'il s'est proposé depuis le début de son règne. Mais il précise que les préparations sont en cours, qu'il faut patienter car chaque chose a son temps.

Voici un passage qui le montre :

«Hariho imigambi, hariho kubitegura, hakaba no kuyishira mu ngiro. Ndazi nezá kó ababijewe bariko barabikora, barikó barabitegura». (Cfr 1^{ère} série de réponses, R2, P1)

« Il y a les projets, les préparatifs et il y a la mise en exécution de ces projets. Je sais bien que ceux qui sont chargés des travaux publics, ils ont commencé à chercher les fonds ».

Lorsqu'il était en train de répondre à cette même question, Pierre NKURUNZIZA a promis de réaliser un autre projet : la construction des bureaux provinciaux à travers tout le pays. Ce qui se remarque c'est que le Président Pierre NKURUNZIZA promet beaucoup de choses, nous pouvons dire que cela est l'une des façons de se faire la propagande.

«Nashaka kubabwira ko ndétse ibijânnye n'ingoró y'umukurú w'igihúgu, mu migãmbi dufisé dushãka kuzôkwũbaka ibiro vy'întãra mu gihúgu cöse hãnyuma bigaca bija murí yã migãmbi yîhûtigwa yó gutêza imbere igihúgu.» (Cfr 1^{ère} série de réponses, R₂, P₂)

«Je voudrais vous dire qu'en plus du projet d'ériger la présidence ,dans nos prévisions,nous envisageons construire les bureaux provinciaux à travers tout le pays et ceci rentre dans les programmes prioritaires de développer le pays ».

Concernant la question posée par Didier NSHIMIRIMANA, Pierre NKURUNZIZA a répondu qu'il n'avait pas promis de supprimer le décret plutôt qu'il avait accepté de réviser le décret là où il relève les imperfections.

« (...) hãnyuma wãmbêsheye wavuze yúkó itégekó rivahó oya da! Amatégekó ndáyakūyehó hōca hásigara iki ? Twãvuze duti amatégekó arihó mugábo afise utunēnge ni ugukosōrwa ».
(Cfr 2^{ème} série de réponses, R₃, P₂)

« Et puis ce n'est pas cela que j'ai dit, je n'ai pas promis de supprimer le décret ? Qu'est-ce qui resterait si je me mets à supprimer les décrets ? Nous avons dit qu'il faut procéder à la révision de ces derniers là où ils relèvent certaines imperfections ».

Au moment où NKURUNZIZA demandait aux journalistes de respecter les conseils qu'il leur donnait, il s'est fait des éloges, il se considérait comme un Président qui est trop soucieux de son peuple. A ce niveau, l'idée de se faire une propagande se laisse entendre également.

Il s'exprime en ces termes :

« Nimbá jēwé nárafáshe imyáka ingâhé nîcara tukagânîra hari ahó uzôsânga ejó inyuma yânje bídashobóka, hakāza ikirará kikabájegeza mukajégera pe ».

(Cfr 2^{ème} série de réponses R₃, P₂)

« Si moi, je me donne la peine de dialoguer avec vous pendant des années , demain, vous constaterez que ceux qui seront au pouvoir ne feront pas de même, ils pourront vous maltraiter, vous maltraiter à jamais ».

Nous nous proposons de parler à ce niveau des réponses que le Président Pierre NKURUNZIZA a fournies à propos des questions d'ordre politique. Au sujet de la question posée par Jean Georges KIBOGORA de la radio BONESHA F.M., Pierre NKURUNZIZA a fait savoir que le coup d'état avait été préparé, la preuve en est qu'il y a ceux qui ont été punis. Mais ce qui importe pour le Président NKURUNZIZA, c'est de laisser la justice faire son travail.

« (...) iyo hari inzêgo zijējwé umutēkāno, inzêgo zikora ku mūsi ku mūsi, atā kīndi zijējwé atāri ugukūrikirana ubuzima bw'ābanyāgihūgu, iyó bafise ibīntu vyērēkana yūko hari ingōrane zishobōra kubá, na cāne cāne iyó zitūmbéreye inzêgo nkurú z'ígihūgu, barakóra. Kuko unó mūnsi harihó abavúga bati twārēze mugábo amatwí adúsumira, múgīye gukūrikirana urubānza, ntāwōvuga ngo böse bëze kukó harihó abācīriwe imānza. Hānyuma tukaba tūzi kó iyó ubutūngāne bwākozé twēbwé ntíducá imānza dukurikira ahó sēntāre zishizé mugábo gushika unó mūnsi, barērekana nēzá yukó intégūro yari iriho. N'íkiményāményā ni ukó hariho abāhanywe.»

(1^{ère} série de réponses R₁, P₁).

« (...) Si les forces de sécurité sont là, celles qui oeuvrent pour assurer la sécurité, au cas où ils ont des preuves leur signifiant que des problèmes sont prévisibles, surtout qu'ils visent les hautes autorités du pays, elles travaillent. Après leur travail, la justice travaille à son tour. Aujourd'hui, il y a ceux qui se disent qu'ils ont été blanchis mais, on ne peut pas dire que tout le monde a été blanchi car il y a eu des coupables. En plus, nous savons que nous ne sommes pas chargés de trancher, nous respectons ce que décide la justice, mais jusqu'à maintenant, ils ont des preuves que le coup d'Etat avait été préparé. La preuve en est qu'il existe ceux qui ont été punis».

Pour ce qui est de la deuxième question posée par le même journaliste, le Président burundais Pierre NKURUNZIZA a suggéré qu'il n'a en aucun cas interdit aux journalistes de poser des questions quelles qu'elles soient au moment d'une conférence de presse qu'il a animée avec son homologue

Rwandais Paul KAGAME. D'ailleurs a-t-il ajouté, interdire aux journalistes de s'exprimer ne rentre pas dans ces habitudes car lui et les journalistes se communiquent à propos de beaucoup de choses. Il l'exprime en ces mots :

« (...) muri ico gihe r̄eró ndibaza yũkó mwōbazá abāshoboye kubábuza kubáza ivyo bibázo mugábo si umukurú w'ígihúgu kukó twēbwé tuvugana ibĩntu vyöse murabóna n'ũbu murabibajije. ».

(Cfr 1^{ère} série de réponses R₁, P₂)

« (....) dans ce cas, je pense qu'il faut que vous interrogiez celui qui vous aurait interdit de poser ces questions, mais ce n'est pas le Président de la République car moi et les journalistes nous nous entretenons sur le tout, la preuve en est que ces questions viennent d'être posées ».

III.2.2.2.1. Pierre NKURUNZIZA donne une réponse satisfaisante aux journalistes

Dans un discours interactif plus précisément au cours d'une conférence de presse où le conférencier parle et où les journalistes posent des questions, l'on peut dire que le sentiment de satisfaction s'observe chez les journalistes au cas où ces derniers ne reformulent pas la question sous une autre forme. Par contre, au moment où dans la salle on entend grogne ou murmure, l'on peut dire que quelque part un sentiment d'insatisfaction s'impose chez celui ayant posé la question.

Pour le cas de la conférence faisant objet de notre travail, la réponse que le Président Pierre NKURUNZIZA donne à propos de la question concernant

les partis politiques qui se plaignent du fait qu'ils se voient refusés de tenir des réunions relève d'une certaine satisfaction vis-à-vis des journalistes.

La question était libérée comme suit :

« Ku vyěrekeye politike nyéne, harihó imigāmbwe ivugá yúkó itōróherezwa mū nāma zābo za mĩnsi yöse, yúkó abatégetsi bababuzá, bagasaba yúkó amatégekó yōkurikizwa. »

fr 2^{ème} série de questions, Q1, P.3)

« Toujours à propos du côté politique, il y a certains partis politiques qui se plaignent en disant que leurs droits de tenir des réunions ont été bafoués .Ils demandent donc qu'il y ait respect de la loi. »

La réponse fournie par Pierre NKURUNZIZA est donnée en ces mots:

« Twārasavye duti umūntu wěse avugá ati jěwé unó mĩnsi nāsavye ināma cānké nāyimenyēsheje barayĩnyĩma abivugé. Birashóbora kubá bakakwānkira gukóranya ināma kuko arí nka Buramatāri n'ābó bakorána, barashóbora kuvúga bati hárya hari izĩndi nāma bati rĩndĩra uzókora ejó».

(Cfr la 2^{ème} série de réponses, R₁, P₇).

« Nous avons demandé à celui qui trouve qu'on lui a refusé la tenue d'une réunion de son parti de s'exprimer. Ça peut arriver, le gouverneur et ses collaborateurs peuvent refuser qu'un parti tienne une réunion dans un endroit donné au moment où d'autres réunions s'y tiennent».

La satisfaction réside, d'un côté, à ce niveau où personne n'a pas dénoncé un cas où on lui aurait refusé de tenir une réunion au moment où Pierre NKURUNZIZA l'avait demandé aux hommes politiques. La satisfaction se fait remarquer, de l'autre côté, dans le fait que les journalistes n'ont pas

manifesté aucune contestation à l'endroit de ce que venait de communiquer le Président Pierre NKURUNZIZA.

III.2.2.2.2. Pierre NKURUNZIZA esquive à la question

Le *Dictionnaire Petit Larousse* donne la définition du verbe « esquiver » en ces mots : « *Eviter adroitement* »⁷⁰

Il est à signaler qu'il existe plusieurs moyens d'esquiver à la question. Soit on peut esquiver par le silence, soit par le fait de passer à côté ou par le mensonge. Notre conférencier a esquivé par le silence, au lieu de répondre à la question posée par Eric MANIRAKIZA sur l'agrément des mouvements M.S.D. et Palipehutu F.N.L., il a sauté sur les suivantes, donc aucun mot n'a été dit à propos de cette question.

Nous avons déjà dit au niveau de l'introduction que l'interaction verbale a comme tâche :

« *de communiquer pour agir à plusieurs (au moins deux), ça revient à utiliser une rhétorique de faire-faire* »⁷¹

A nous convenir que l'interaction verbale suppose le *faire-faire*, nous estimons que le fait de ne pas répondre à la question qui lui est posée est un manquement de la part du conférencier.

Il peut croire avoir « échappé adroitement » comme le dictionnaire Petit Larousse donne la définition de ce verbe, mais à notre avis, il faut répondre à la question parce que les journalistes attendent de lui une réponse, quelle qu'elle soit. S'il répond à la question, le *faire-faire* observé dans un discours interactif trouvera sa place.

⁷⁰ ROHMER, B. et WILLERVAL, B, *Dictionnaire Petit Larousse*, Paris, Larousse, 1987, p.356

⁷¹ <http://www.clips.imag.fr/>, le 24/11/2010 à 11h30.

La question qui n'a pas eu de réponse au cours de la conférence de presse faisant objet de notre travail était la suivante :

« (...) Hakaba na bîrya vyó kwêmerera imigāmbwe, hariho Palipehutu F.N.L, bavuga bati bategerezwa kwêmererwa, bati twehó ni ukó tavyēmānga, bati harihó iyīndi migāmbwe yīsūnga ubwôko, mugábo itavyēmānga. Ico kibázo mbēga cōba kigeze hé ? Harihó mberé na M.S.D, bavuga bati hīndura ivyērekeye umutēkāno, nabo bati umutēkāno ni uw'ábanyāgihúgu, bati harihó n'ámashírahámwe yīyítirira kó acūngēra umutēkāno nk'rya ya P.S.G n'áyāndi. Bakōngera bati n'úmugāmbwe urí ku butégetsi harimwó force, harimwó défense. Na vyo nyéne ivyo bījējwe igihúgu. Ivyo mubivugakó iki ? »

(Cfr 2^{ème} série de questions, Q₁, P₃)

« (...) Il y a également la question qui concerne l'agrément des partis, ici je veux dire le Palipehutu F.N.L. Ils disent qu'ils doivent être agréés étant donné que ce ne sont pas eux seuls qui prônent l'ethnisme, tout simplement ils le font en plein air. Selon eux, il ya d'autres qui mettent en avant l'ethnisme mais d'une manière clandestine. A quel niveau se situe cette question ? Il y a également le cas du M.S.D, ils disent que la question sécuritaire incombe à tous les Burundais, qu'il y a d'ailleurs certaines sociétés qui disent qu'elles assurent la sécurité, c'est entre autres le P.S.G et d'autres, ils y ajoutent que même dans le parti au pouvoir, il y a le mot « force », il y a aussi le mot « défense » alors que toutes les deux devraient être assurées par le pays. Qu'est-ce que vous en dites ? »

Généviève CALAME – GRIAULE parle du « silence » en ces termes :

*« Absence de parole. Mais il est une parole qui, pour ne pas être exprimée, n'est pas moins différente du silence. C'est la parole intérieure, celle qui est dans le cœur, la pensée »*⁷²

En nous appuyant donc aux idées de CALAME – GRIAULE, nous pouvons dire que le fait de s'abstenir pour le président Pierre NKURUNZIZA montre que même s'il répondait à la question, rien de clair n'allait pas apparaître à travers sa réponse.

S'exprimant à propos de la question des 22 députés exclus du parlement, le Président burundais Pierre NKURUNZIZA a suggéré que cela a été la décision de la cour constitutionnelle. Et quand celle-ci décide, elle décide une fois pour toutes, et personne ne vient la contrarier.

« Mwābājije ibijānye n'ābanshīngamātēká 22 ngo bārakūwe hatīsūnzwe amatégeko. Ivyo rēró ní vya bindi navugá, urafise uburēngānzira bwó kubivúga. Uri umunyamugāmbwe urabívuga, urí umuményēshamákurú urabívuga mugábo sēntāre ijējwé kwūbahiriza ibwīrizwa nshīngiro imáze kuvúga urayívuguruza wewé ? ».

(Cfr 2^{ème} série de réponses, R₁, P₈)

« Vous avez parlé des 22 députés qui auraient été exclus du parlement dans la violation de la loi. Je l'ai déjà dit, vous avez droit d'extérioriser votre idée : Un homme politique a droit de s'exprimer, un journaliste même, mais croyez - vous que vous pouvez faire changer la décision de la cour constitutionnelle ? ».

⁷² CALAME – GRIAULE , G., *Ethnologie du langage*, Gallimard, Paris, 1965, p.69

S'agissant des questions d'ordre économique, nous allons commencer par la question qui concerne la vente de l'avion présidentiel Falcon 50. A cette question, le Président Pierre NKURUNZIZA n'a pas donné une réponse exacte.

Il a répondu à la question par beaucoup d'autres questions qu'il pose. L'idée qui se laisse entendre dans ces questions qu'il pose est qu'il veut signifier que le voyage à bord d'un avion est dangereux car beaucoup de vies humaines sont déjà perdues suite aux accidents d'avion.

Voici un extrait de la réponse qu'il a donnée :

« Kuki hari izindi wibaza ko zikomeye zitibuka urorera ? Ntiziba zikomeye ? Zahitanye bangâhe ? Urashobora kuvyivugira uko ukamengo biroroshe kuvuga, indege zakoroye abarundi muri kino gihugu zingana gute, bavuga ngo zirakomeye ? Egome data wanje zirakomeye, zingana gute ? Ibikenewe rero ubu niba bigeze mu nama nshingamataka barakora bagaheza mu nyuma bakaraba bati mbega amafuti ari hehe ? Ni bandede abazwa ? »

(Cfr 2^{ème} série de réponses, R₁, P₉)

« Pourquoi y a-t-il d'autres avions qui sont censés être en bon état qui causent des dégâts ? Auparavant n'étaient-ils pas en bon état ? Ils ont emporté combien de vies humaines ? Tu peux le dire en passant comme si rien n'y est, les avions qui ont emporté des vies humaines ici au Burundi, ils sont au nombre de combien alors qu'on disait qu'ils étaient en bon état ? Admettons ils étaient en bon état, ils sont au nombre de combien ?

Ce qui est nécessaire donc, si l'affaire est au parlement, ils font leur travail et par après ils se demandent : où est celui qui a fait des fautes ? A qui incombent ces fautes ?»

A cette même question, le Président Pierre NKURUNZIZA a ajouté que ce qui se dit n'est que des rumeurs qui proviennent d'un peu partout surtout dans les bistrotts.

« Nōné jēwé nzōgēnda niyo twāhūrira mu kabare cānké tugahūrira ahāndi ngo nāká yambáriye iki. Yabívuze imbere y'úbutūngāne ?

Mugábo havugwa vyĩnshi, erega ndashóbora kukúbwira ibĩntu kugira ndagusuké. Abarūndi sí abasukanyi ? Baragusuka ukagēnda urahūrūduka ibĩntu ».

(Cfr 2^{ème} série de réponses, R₁, P₉)

« Si nous nous rencontrons dans un bistrot ou ailleurs, est-ce que j'irai dire que tel m'a dit ceci, l'a-t-il dit devant la justice ? Mais beaucoup de rumeurs se font entendre, il faut savoir que quelqu'un peut te dire une chose pour te dérouter. Les burundais ne sont-ils pas des gens qui déroutent ? Ils le font et un non-averti peut réagir sans peser le pour ou le contre».

La deuxième question se rapportant sur le côté économique avait été posée par Déo NIYONIZIGIYE de la radio ISANGANIRO dans la région centre du pays. Sur cette question, le Président Pierre NKURUNZIZA a fait savoir que l'extraction des minerais dans différents coins du pays se fait dans la transparence. D'ailleurs, il a ajouté que n'importe qui peut se rendre sur les lieux d'extraction pour constater lui-même ce qui s'y passe.

« Twēbwé tuvuga duti ntā mūntu n'ūmwe yīmīriwe gushika ahāntu ibīntu biriko birakórerwa. Mugábo umūntu aciye ahīndukirizamwó akāntu nk'áko, eeh ni ukuriha ibi n'ibi. Urúmva n'ákagóbora ndyá, ubu mwānashāka kugira dukorére ku mugaragaro, hárya i Musōngati barakúbwīra bati teneur yayo ingana uku, vyōse barafise. » (Cfr 2^{ème} série de réponses R₂, P₂)

« Nous disons que personne n'est épargnée d'aller sur les lieux d'extraction. Mais si quelqu'un introduit un élément pareil, voilà c'est pour payer ceci et cela, vous comprenez que c'est un élément de trop ! Dans ces jours-ci, pour travailler dans la transparence, là à Musongati, Ils peuvent vous donner la quantité de Nickel dont ils disposent, ils précisent le temps pendant lequel il sera extrait».

Enfin, voyons la réponse que le Président Pierre NKURUNZIZA a donnée à propos de la question de plus de 30 personnes jetées dans la Ruvubu à Muyinga.

Au sujet de l'ex-commandant de la 4^{ème} région militaire Vital BANGIRINAMA évadé alors qu'il était accusé d'être à la tête de ce massacre, Pierre NKURUNZIZA a fait savoir qu'il peut être arrêté à n'importe quel moment étant donné que la police internationale est déjà informée.

Ce qui se voit à travers la réponse qu'il a donnée, c'est qu'il n'y a pas de volonté de vider l'affaire dans l'immédiat. Voici un passage qui le montre bien :

« Ivyó kwīkūrayó ntībirīmwo, utūmbēra ubutūngāne, uti jēwé ndāje, vyāgenze uku n'ūku kāndi murūndi ntáho agīyé kukó n'ígipólisi mpūzamakūngu twāracāndikiye, bazōrōndera,

bazōmūzana kukó urubanza ntaho rugīye, urubanza ntirutá umwāka, eee ntirutá umwāka !

(Cfr 2^{ème} série de réponses, R₁, P₄)

« Il ne faut pas se tirer d'affaire, tu t'adresses à la justice et tu dis voilà ça s'est passé comme ça d'ailleurs le concerné ne va nulle part car la police internationale est déjà informée, ils vont l'amener car le procès ne perd pas du temps, il ne perd pas du temps, eee il ne perd pas du temps ! »

A propos des hautes autorités de l'armée, de l'administration et de la documentation citées par le journaliste qui a posé cette question, le Président Pierre NKURUNZIZA n'a rien dit. Nous pensons qu'il a considéré cela comme des rumeurs ou il n'a pas voulu s'exprimer à ce sujet parce que lui, il ne tranche pas, il attend la décision de la justice.

I.1.2.2.3. Les journalistes essaient de faire changer d'avis au Président Pierre NKURUNZIZA

Nous remarquons, à travers certaines questions que les journalistes veulent que le président change de position sur certains points. Ce sont des points que quelques politiciens ne voient pas du même œil que le Président Pierre NKURUNZIZA. De peur donc que ces points de discorde entre le gouvernement de Pierre NKURUNZIZA et certains politiciens ne causent de querelles politiques, les journalistes, quant à eux, manifestent un désir de faire changer de voie au Président Pierre NKURUNZIZA et veulent que ce dernier adopte un processus consensuel entre lui et les hommes politiques. La question posée par Georges KIBOGORA, journaliste à la radio BONESHA FM montre qu'il souhaite que le Président fasse des consultations avec certains politiciens. La question est libérée comme suit :

“Ikibázo cā gátatu ni ivyěrekeye wâ murwi uzôbá ujějwé gutungānya amatôra. Mu mĩnsi ihezé mwāraményēsheje kó muherûtse gushírahó uwo murwi, mugábo mu mĩnsi irí imbere umēngo inâma nshikirangānji izôkwēmeza abagize uwo murwi. Mugábo hĩrya nó hĩno harihó amakēnga, twūmvá abanyēpolitike bamwé bavuga bati twāri dúkwīye kubázwa icó tuyyiyumvīrakó. Nōné ntā makēnga mufisé kó hamwé níyo uyo murwi wajahó uzôháva utēra ingōrane na burya abanyēpolitike bamwé bamwé bavugá kó batāgīshijwe inâma? Cfr 1ère série de questions, Q1, P4”

“La 3è question concerne la Commission nationale Electorale Indépendante.

Dernièrement, vous avez fait savoir que vous aviez mis sur pied cette commission, mais probablement que dans les jours à venir le conseil des ministres va se réunir pour l’amander.

Mais un peu partout, il y a des doutes, nous entendons certains politiciens dire que mieux serait qu’ils s’expriment là-dessus. N’avez-vous pas d’inquiétudes étant donné que certains politiciens disent qu’ils n’ont pas été consultés ?”

Ce qui se voit à travers cette question de Jean-Georges KIBOGORA, c’est que suite à ce qui se dit, ce dernier a peur que la Commission Electorale Nationale Indépendante puisse causer des problèmes au sein de la classe politique burundaise au cas où elle sera mise sur pied sans consultation de certains politiciens qui le souhaitent. C’est pour cette raison qu’il demande au Président s’il n’a pas d’inquiétude par rapport à la mise sur pied de cette commission sans consultation avec les leaders politiques.

Une autre question qui va dans l'ordre de changer d'avis au Président Pierre NKURUNZIZA est celle posée par Floribert NIKWIBITANGA, journaliste à la RTNB. Elle est libérée comme suit :

“Akāndi kabāzo mukurú w’igihúgu kajānye ni ābo bīsé aba dissident mu muhari Palipehutú FNL, bāri bēgeranijwe kw’ī Rānda. Abo bāntu, muherūtse gusohora itégekó ribagēnga, yūkó bamwé bashobóra kuzôkwīnjizwa mu gisoda, abāndi bagasubizwa mu buzima busānzwé. Aríko umuhari Palipehutú ntiwīgeze wēmera kó abo barwānyi arí abābo, bakēmeza ahūbwo kó bāhora arí abarwānyi bā CNDD-FDD ukírwāna. Nōné iki kibāzo murí Lēta mucūmva gúte kó mutagihūrizakó na FNL ? Cfr 1ère série de question, Q3. P2”

“Une autre question , Monsieur le Président concerne ceux qui ont été appelés dissidents par le mouvement Palipehutu FNL, ils étaient rassemblés à Randa. A ces gens là, vous venez de sortir un décret qui les régit, certain d’entre eux vont être enrôlés dans l’armée et d’autres vont être démobilisés. Mais le mouvement Palipehutu ne les a jamais acceptés, il affirme par contre qu’ils étaient membres du mouvement CNDD-FDD lorsqu’il était au maquis.

Comment considérez-vous cette question au sein du gouvernement étant donné que vous ne vous convenez pas avec le FNL sur la même question?”

Nous constatons à travers cette question que Floribert NIKWIBITANGA ne souhaite pas que ces combattants soient les uns intégrés dans l’armée régulière, d’autres démobilisés sous la casquette de Palipehutu FNL d’autant plus que le mouvement Palipehutu FNL les attribue à l’ex-mouvement CNDD-FDD. Il se

voit donc que selon lui, il faut prendre cette question au sérieux pour lever toute ambiguïté, au lieu de se jeter l'appartenance politique de ces combattants.

III.2.2.3. L'axe de l'action

L'axe de l'action régit la relation qui existe entre l'adjuvant et l'opposant. L'adjuvant aide le sujet à obtenir son objet - valeur tandis que l'opposant constitue un obstacle à la recherche du sujet.

Le Groupe d'Entrevernes les différencie en ces termes :

« L'adjuvant est la figure du pouvoir du sujet opérateur. Il peut être manifesté par un autre acteur que le sujet (allié, suppléant, auxiliaire,) par les instruments, par une force interne du sujet. On appellera opposant toute figure du pouvoir qui s'oppose à celui du sujet, il peut être le pouvoir d'un sujet antagoniste sur le programme adverse »⁷³.

III.2.2.3.1. Les adjuvants de Pierre NKURUNZIZA

Les adjuvants du Président Pierre NKURUNZIZA que nous allons relever dans cette conférence de presse sont au nombre de trois : la constitution burundaise, les différents comités de sécurité mis sur place à travers tout le pays et les encouragements que les pays amis donnent au Président Pierre NKURUNZIZA. Voici les extraits de son discours qui illustrent ses adjuvants :

1. *« Twēbwé tuvuga duti turafise ibwīrizwa nshīngiro rigēnga igihūgu c'ūburūndi, rirērekana ingēne abāntu bakurikiranwa ari nk'ābarūndi bakenéwe mu gihugu kino cānké kirīya » (Cfr 1^{ère} série de réponses R₁, p₃)*

⁷³ GROUPE D'ENTREVERNES, *op. cit.*, p.21.

« Nous, nous disons ceci, nous disposons de la constitution qui régit le Burundi, elle montre comment les gens sont poursuivis, que ce soit un murundi poursuivi dans tel ou tel autre pays. »

La constitution constitue son adjuvant car en se référant à elle, Pierre NKURUNZIZA compte rétablir de l'ordre, rendre justice, assurer la sécurité à travers tout le pays.

2. « Ayo ma komite y'úmutêkâno yaráfashije gushika ahó ubu tugezé ku bicé mirōngo icênda kw'ijana vy'ábakóra amakoshá bafatwá hānyuma bagashikirizwa ubutūngāne ».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R3, P1).

« Ces comités de sécurité ont aidé jusqu'à ce que dans ces jours-ci, nous atteignons 90% des malfaiteurs arrêtés et transférés dans la justice. »

Ces comités constituent l'adjuvant du Président Pierre NKURUNZIZA du fait qu'ils ont aidé à dénoncer et attraper les malfaiteurs. Donc grâce à ces comités de sécurité, le Gouvernement Burundais est parvenu à mettre la main sur pas mal de malfaiteurs

3.«Kíno gihe, abarūndi turafátwakó akarorero, hāba mū ntwāro, hāba mu vyērekeye guhāngana n'ibibázo dufisé ,ivy'úmutêkâno birimwo,ama rapport yöse turōnká baradútēra integé bati gerageza mubāndānye aho ní hēzá». (cfr 2^{ème} série de réponses, R1, P1)

«Dans ces jours –ci, les burundais sont pris comme des modèles, que ce soit au point de vue administratif, lutte contre les problèmes que nous avons, sécuritaire, tous les rapports qui nous parviennent, ils nous encouragent et nous disent que nous sommes dans la bonne voie ».

Les Pays amis du Burundi constituent l'adjuvant du Président Pierre NKURUNZIZA à travers les rapports encourageants qu'ils lui envoient. Cela témoigne d'un soutien moral.

III.2.2.3.2. Les opposants de Pierre NKURUNZIZA

Dans ce discours du Président Pierre NKURUNZIZA, on a relevé deux sortes d'opposants. Il y a les opposants au point de vue sécuritaire et les opposants au point de vue politique.

Quant aux opposants au point de vue sécuritaire, il y a d'abord le mouvement Palipehutu F.N.L qui n'avait pas encore déposé les armes alors que le processus de désarmement de la population avait déjà commencé.

« Ivyāgōranye ní vyĩnshi murabóna turikó turakúra ibirwānīsho mu gihúgu hári n'úmurwi utāri bwāsubíze ibirwānīsho, umuhari Palipehutú F.N.L. ». (cfr 1^{ère} série de réponses, R₃, P₄)

« Les obstacles sont nombreux, vous voyez que nous sommes en train de désarmer la population alors qu'il y a un mouvement qui n'a pas encore déposé les armes, le mouvement palipehutu F.N.L »

Même si le gouvernement fait tout pour désarmer la population, il ne peut pas y avoir de paix durable tant qu'il y a un mouvement qui détient encore les armes. Ceci constitue donc un opposant au Président Pierre NKURUNZIZA quant au maintien de la sécurité dans le pays.

A ce même point de vue sécuritaire, la deuxième catégorie d'opposants sont les gens qui ne veulent pas remettre les armes par leur propre volonté. Il parle de ces gens en ces termes :

«Hakaba hárihó kändi n'úkudáshāka kwā bāmwē bamwé umugāmbi wó gusúbiza ku bugōmbe bwābo ibirwānīsho»(cfr 1^{ère} série de réponses, R₃,P₄)

« Il y a en plus ceux qui ne veulent pas remettre les armes par leur propre volonté ».

La détention d'armes de certains burundais constituent une autre sorte d'opposants à Pierre NKURUNZIZA du fait que ces armes continuent à faire des dégâts d'une façon ou d'une autre.

Le manque de fonds pour que le processus de désarmement se fasse en bonne et due forme constitue une troisième catégorie d'opposant à Pierre NKURUNZIZA sur ce point de vue sécuritaire.

« Hakaba kändi hári ingōrane y'úburyó twāgize yó kugira ngo umurwi ukoré ivyó twāwunshīnze».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R₃,P₄)

« Il y a en plus un problème de fonds pour que la commission chargée du désarmement de la population fasse son travail convenablement».

Enfin, à ce point de vue sécuritaire, le Président Pierre NKURUNZIZA parle du problème des pays de la sous-région où il y a beaucoup de groupes de personnes armées qui font des va-et-vient ici et là, ce qui est une quatrième catégorie d'opposants que nous pouvons révéler.

« Hakaba hári ingōrane y'ákaréré usāngá túrimwó ahó hari imirwi y'ábasumá mberé n'ábīcanyi bēnshi baramaze gufátwa,

usānga báyerēra báva mu gihúgu, bája mu kīndi atā kīndi kibarāje ishīnga atāri kwība nó kwīca».(cfr 1^{ère} série de réponses, R₃, P₅)

« Il y a un problème de la sous-région où il y a des groupes de voleurs, d'ailleurs d'assassins, la plupart d'entre eux sont déjà arrêtés, ils errent d'un pays à l'autre avec comme objectif de tuer et de voler. »

Au point de vue politique, nous pouvons relever une seule catégorie d'opposants au Président Pierre NKURUNZIZA : ceux qui vont lui succéder. Il les considère comme non soucieux de la vie de la population. Il parle de ces gens en ces propos :

« (...) mugerágeze kwākīra impanūro muhābwá igihe cöse, ntizíce inyuma y'ámatwí kukó ntībizókwāma uku.. Nīmbá jēwé nárafáshe imyāka ingāhé nīcara tukagānīra, hari ahó muzōsānga ejó inyuma yānje bitagishoboka. Hakāza ikirara kikabájegeza pé !»(cfr 2^{ème} série de réponses, R₃,P₂)

« (...) essayez de prendre en considération les conseils qui vous sont donnés, qu'ils ne soient pas pour vous sans intérêt car ça ne restera pas ainsi . Si moi j'ai pris des années et des années à dialoguer avec vous, demain après moi, il y aura lieu de constater que cela ne sera pas le cas. Vous pouvez être dirigés par un non souci et il peut vous maltraiter à jamais ».

Nous remarquons que lorsque Pierre NKURUNZIZA parle de ceux qui pourront lui succéder, ils les considèrent comme non-humains, des dictateurs, des gens qui ne peuvent en aucune façon donner conseil à quiconque. Ce passage montre bien qu'il les considère comme ses opposants.

III.3. La manipulation énonciative et énoncive

Se référant au schéma actantiel que nous avons déjà établi, le manipulateur – énonciateur se définit par la valeur modale du **FAIRE FAIRE**, c'est-à-dire qu'il accomplit l'opération factitive.

Pour la conférence de presse faisant objet de notre travail, le manipulateur –énonciateur est le Président Pierre NKURUNZIZA. Il essaie de convaincre son public-énonciataire pour qu'il croit en ce qu'il communique. A ce niveau, nous allons analyser les mécanismes du « **faire persuasif** » mis en œuvre par Pierre NKURUNZIZA au cours de cette conférence de presse.

S'exprimant à propos du rôle joué par le manipulateur au cours d'une communication entre le destinateur et destinataire, le GROUPE D'ENTREVERNES précise l'aspect du « **FAIRE PERSUASIF** » en ces termes :

*« Dans la manipulation, le destinateur exerce un faire persuasif sur le destinataire, visant à mettre ce dernier en place comme sujet opérateur d'un programme donné. La manipulation comme faire persuasif appartient à la dimension du récit, elle est une opération de l'ordre du savoir (**faire savoir, faire croire**) »⁷⁴.*

Nous constatons que l'énonciateur propose à son énonciataire ce qu'il faut faire, mais la persuasion peut prendre deux alternatives : elle peut être considérée comme vraie ou elle peut être considérée comme fausse. C'est ainsi que se relève le double rôle énonciatif de l'énonciateur.

⁷⁴ GROUPE D'ENTREVERNES, Op.cit, p.55

III.3.1. Le double rôle énonciatif de Pierre NKURUNZIZA

Le Président de la République du Burundi Pierre NKURUNZIZA au cours de cette conférence de presse manipule son public pour qu'il soit du même avis que lui à propos de ses réalisations depuis trois ans au pouvoir. Il est à ce niveau considéré comme énonciateur vis-à-vis de son public.

Quelque part au cours de cette conférence de presse, Pierre NKURUNZIZA parle de ceux qui vont lui succéder. Parlant de ces derniers, il les traite négativement, les considère comme des gens qui peuvent n'avoir aucun souci à l'endroit de la population. Donc, il fait une sorte de contre-propagande à l'endroit de ces gens là et il est considéré pour cette raison comme l'anti-énonciateur vis-à-vis de ceux qui vont lui succéder.

III.3.1.1. Pierre NKURUNZIZA en tant qu'énonciateur

Il essaie de modaliser son public positivement pour qu'il partage son point de vue et suive les conseils qu'il lui donne.

Voyons certains passages de son discours qui le montrent :

1. « Mugábo kubêra kó umukurú w'igihúgu abá yîzêwe n'ábâmutôye twēbwé nātwe tukaba tûzi kó dukorá ibîntu vyöse kugíra abāntu bahîmbârwe, tubikora tûzi nêzá kó niyo twābishikána iyó bijá, bishobóra kwêmezwa (...) ».

(cfr 1^{ère} série de réponses, R₁, P7.)

« Mais, étant donné que le Président de la République jouit d'une certaine confiance de la part de la population, et nous, en sachant que nous travaillons pour satisfaire toute personne, nous le faisons croyant qu'une fois ces projets soumis aux concernés, ils peuvent être approuvés (...)»

Nous constatons que Pierre NKURUNZIZA essaie de flatter son public énonciataire pour lui faire comprendre que tout le monde est confiant envers lui. Il se fait donc des éloges et il estime que cela peut être un moyen efficace pour convaincre le public auquel il s'adresse.

2. « *Aha nashāka kubābwīra yūko dufatiye nkó ku karorero kó murí Mozāmbīke cānké mu gihúgu cā Afrika y'ēpfo, barafise imigāmbi yó gukūra ibirwānīsho mu banyāgihúgu ; bābitānguye imbere yācu mugābo ingōrane ziracāri ingōrane*». (cfr 1^{ère} série de réponses, R₃, P₂)

« *Je voudrais vous dire que si nous prenons l'exemple de la Mozambique ou de l'Afrique du Sud, ils ont le projet de désarmer la population, ils l'ont entrepris avant nous, mais des problèmes persistent* ».

A travers ce passage, Pierre NKURUNZIZA essaie de convaincre son public énonciataire (journalistes et auditeurs) que le processus de désarmement doit prendre beaucoup de temps en évoquant à titre illustratif certains pays où le désarmement a produit des résultats non satisfaisants. Mais en réalité, il fallait qu'il cite le cas des pays qui sont parvenus à désarmer la population. Purement et simplement, c'est une couverture qu'il s'est faite pour justifier le retard accusé dans le processus de désarmer la population.

III.3.1.2. Pierre NKURUNZIZA en tant qu'anti-énonciateur vis-à-vis des successeurs

Ici, le Président Pierre NKURUNZIZA manipule «l'anti-énonciateur» en le modalisant négativement. Il le fait grâce à un / **faire ne pas croire** /.

Voici un extrait de son passage qui l'illustre :

« Mugerageze kwākīra impanūro muhābwá igihe cōse, ntizice inyuma y'ámatwí kukó ntibizōkwāma uku. Nĩmbá jēwé nárafáshe imyāka ingāhé nĩcara tukagānĩra, hari ahó muzōsānga ejó inyuma yānje bítagishoboka. Hakāza ikirara kikabájegeza pé. Ejó, ntibizōkwāma uko mujé murafáta ibĩntu nka nkāma ». (cfr 2^{ème} série de réponses, R4, P2)

« Essayez de prendre en considération les conseils qui vous sont donnés, qu'ils ne soient pas pour vous sans intérêt car ça ne restera pas ainsi. Si moi j'ai pris des années et des années à dialoguer avec vous, demain après moi, il y aura lieu de constater que cela ne sera pas le cas. Vous pouvez être dirigés par un sans- souci et il peut vous maltraiter à jamais. C'est vrai ça ne sera pas toujours ainsi, essayez de considérer les choses comme les vôtres »

Il se remarque que le Président Pierre NKURUNZIZA essaie d'empêcher l'anti-énonciateur d'adhérer à un point de vue contraire au sien. Il cherche à faire ne pas croire ceux qui vont lui succéder que nous pouvons appeler « ses opposants».

Dans le cadre de cette conférence de presse faisant objet de notre travail, Pierre NKURUNZIZA manipule son énonciataire pour qu'il croit en ce qu'il communique. Mais sa manipulation ne s'arrête pas là, il peut aussi simultanément essayer de susciter chez l'anti-énonciataire l'idée de ne pas croire aux propos autres que les siens. Pour ce cas, il essaie de susciter chez ces derniers un / **faire ne pas croire** /.

III.3.2. La manipulation par le FAIRE- FAIRE

Dans son acception sémiotique, la manipulation désigne la relation factitive (= **faire faire**) dans laquelle un énoncé de faire régit un autre énoncé de faire.

Etant donné que la manipulation comprend deux formes : la manipulation positive et la manipulation négative, nous allons essayer de relever à travers ce discours du Président Pierre NKURUNZIZA les extraits illustrant la manipulation positive d'une part et la manipulation négative d'autre part.

III.3.2.1. La manipulation positive

S'exprimant à propos de ce qu'est la manipulation positive, Joseph COURTES donne ce qui suit :

*« De temps à autre, il advient que le manipulé soit disposé à aller dans le sens imposé par le manipulateur. En ce cas, il associe à son / **ne pas pouvoir ne pas faire** / un / **vouloir faire** / , et la manipulation peut être dite alors de type positif : le désir du manipulé se conjoint ainsi à l'obligation qui lui est imposée. »⁷⁷*

⁷⁷ COURTES, J., Op.cit, pp.110-111

La manipulation positive utilisée par le Président Pierre NKURUNZIZA au cours de la conférence de presse faisant objet de notre travail est la tentation.

La tentation est une forme de manipulation où le manipulateur exerce son faire persuasif au manipulé en lui proposant des objets –valeurs positifs. Ceci est donné par Joseph COURTES lorsqu’il parle de la tentation :

« Si le manipulateur s’appuie sur la dimension pragmatique et propose au manipulé un objet –valeur donné, l’on aura la tentation. »⁷⁸

Certains passages de son discours illustrent bien la tentation :

1. *« Ni nacó gitúma uwo murwi ujējwé gukúra ibirwānīsho mu banyághúgu, kīno gihe, dúfatanije n’ábadúfashe mu mugōngo, turikó turarāba ukūntu twōkwēgéranya uburyó máze bahezé bīgé n’úbūndi buhīnga bwōtumá ibirwānīsho bivá mu banyághúgu ari vyīnshi ». Cfr 1^{ère} série de réponses, R3, P3*

« C’est pour cette raison que cette commission chargée du désarmement de la population, dans ces jours-ci, avec l’appui de nos bailleurs, nous sommes en train de voir comment collecter les fonds, ainsi ils vont étudier d’autres moyens plus efficaces pour que beaucoup d’armes soient récupérées ».

2. *« Harihó abāntu bagōmbá kwīyoroherēza. Jēwé ni ukurí nīmbá hārihó ahāntu ngēndéra, igihúgu ndakigēndera. Nashāka kubābwīra yūkó mu kwēzi ngēndéra intārá zitatu. Bā buramatāri dukorana ināma imwé ku kwēzi »*

.(Cfr 2^{ème} série de réponses, R1, P7)

⁷⁸ COURTES. J, Op.cit.,p117

« Il y a des gens qui aiment des facilités. Moi, franchement, s'il y a des lieux que je visite, je visite le pays. Je voudrais vous dire que par mois, je visite trois provinces. Nous tenons une réunion par mois avec les gouverneurs des provinces ».

De ces extraits de son discours illustrant la « tentation », nous constatons que le Président Pierre NKURUNZIZA fait tout pour que son public énonciataire croît en ce qu'il communique : d'un côté il dit que les bailleurs vont donner les fonds nécessaires pour désarmer toute la population. Et pour plus d'efficacité dans le désarmement, il dit que les mêmes bailleurs vont utiliser des moyens spécialisés.

D'autre part, pour faire comprendre à son public qu'il est au courant de ce qui se passe à travers tout le pays, le Président Pierre NKURUNZIZA fait savoir qu'il effectue beaucoup de visites à l'intérieur du pays. Ceci pousse son public énonciataire à croire en ce qu'il communique puisqu'il en est le témoin oculaire.

A ce niveau, nous constatons que les manipulés (journalistes) ont été amené à croire en ce que disait le manipulateur étant donné que personne n'a posé aucune question allant dans le sens de mettre en cause ce que le Président Pierre NKURUNZIZA venait de dire.

III.3.2.2. La manipulation négative

Selon Joseph COURTES, la manipulation négative se définit comme suit :

« C'est une forme de manipulation qui allie au /ne pas pouvoir ne pas faire / un /devoir faire /. De la part de l'énonciateur,

c'est une prescription envers son énonciataire qui lui doit obéissance et soumission »⁷⁹.

La manipulation négative distingue deux formes : l'intimidation et la provocation. Dans le discours du Président Pierre NKURUNZIZA, nous y avons trouvé l'intimidation comme forme de manipulation négative.

L'intimidation, au lieu de proposer un objet-valeur positif, il menace d'aggraver la situation à l'endroit du manipulé. Elle porte sur des objets –valeurs négatifs vis-à-vis du manipulé. Certains extraits l'illustrent :

«Erega na mwêbwé baményēshamákurú muzōhava musānga mwāgize ikibázo. Muzōfata amarādiyo yānyu muyagiré sēntāre, vyōse bicīke urudubí n'ákajágāri». (Cfr 2^{ème} série de réponses, R₁, P₄)

«Et vous les journalistes, vous risquez de confronter à des problèmes .Vous risquez de transformer vos radios en tribunaux,et ça sera scandaleux »

Nous constatons à travers ce passage que le Président Pierre NKURUNZIZA veut que les journalistes cessent de faire des commentaires à ces questions concernant les dossiers judiciaires. Sinon, ils peuvent comparaître devant les juridictions pour les propos lancés sur leurs radios. Le langage qu'il utilise ici relève de l'intimidation. A cette même question, P. NKURUNZIZA dit ceci :

« Murabīzi ukūntu vyāgēnze mū ntāmbara, igihúgu cārabāye murí «ville morte» abāntu baragesera, baratikira, amabarabara arūgarwa . »

⁷⁹ COURTES . J., Op.cit., p.111

(Cfr 2^{ème} série de réponses, R1, P1).

« Vous savez comment était la situation pendant la guerre, le pays a connu des villes mortes, des gens ont péri, sont morts par milliers, les routes étaient barrées. »

En comparant la situation de pleine crise à celle du moment où il parle, Pierre NKURUNZIZA use de l'intimidation : il évoque des moments où le pays a connu des deuils. Il veut donc toucher le fort intérieur de tout un chacun afin de réaliser finalement que durant son règne il y a eu amélioration au point de vue sécuritaire.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail, nous devons remonter le chemin parcouru pour vérifier si les hypothèses posées au départ sont confirmées par les résultats effectifs de l'analyse.

Notre travail portait sur un essai d'analyse de l'actorialisation énonciative et énoncive d'un discours interactif, plus précisément un discours produit lors de la conférence de presse animée par le Président Pierre NKURUNZIZA.

Nous avons été amené à analyser l'actorialisation énonciative et énoncive de cette conférence de presse ainsi que les différentes formes de manipulation énonciative.

Ce travail a débuté au niveau de la première partie par une élucidation des concepts-clés, les uns en rapport avec la presse, d'autres en rapport avec l'analyse du discours et cette partie parle également de la compréhension sémiotique de certains concepts.

Au niveau de la deuxième partie, nous avons fait l'analyse de notre corpus. Nous avons analysé l'actorialisation énonciative et énoncive de notre corpus en nous référant au schéma actantiel proposé par Joseph COURTES. Ce même schéma nous a guidé dans l'étude des différentes formes de manipulation énonciative contenues dans notre corpus.

Notre travail a été réalisé de sorte qu'il pourra contribuer à avancer les recherches dans le domaine de l'analyse sémiotique du discours interactif plus particulièrement un discours produit dans une conférence de presse.

Bien que nous ayons eu beaucoup de difficultés dans la réalisation de ce travail, nous espérons avoir atteint l'objet poursuivi : déterminer la façon dont le conférencier énonciateur répond aux questions des journalistes.

Après l'analyse que nous avons faite, la conclusion que nous pouvons tirer est que les résultats concordent dans une certaine mesure aux hypothèses émises : nous avons constaté qu'il y a certaines questions auxquelles le conférencier répond convenablement, ce sont à titre d'exemple des questions dont les réponses ne suscitent pas d'autres interrogations.

Il y a d'autres auxquelles il ne donne pas de réponses du tout (il esquivé), pour des raisons qui sont difficiles à déterminer. Nous avons enfin pu montrer qu'à travers certaines questions, les journalistes ont essayé de faire changer d'avis au Président Pierre NKURUZIZA. Joseph COURTES lorsqu'il parle des différentes formes de manipulation, il donne, la flatterie, l'intimidation, la provocation et le dénigrement. Dans le discours du Président Pierre NKURUNZIZA, nous y avons trouvé la tentation et l'intimidation comme forme de manipulation.

L'analyse sémiotique du discours est une opération constante. Sa forme n'est pas linéaire mais pluri-isotopique: les éléments évoqués à un niveau peuvent être repris à une autre. Au cours de notre analyse, dans le souci de laisser le discours se déployer dans tous ses multiples sens, nous avons tenu à citer chaque fois que cela s'impose les propos des concernés.

Pour terminer, nous ne pouvons pas manquer de reconnaître le caractère imparfait et incomplet de notre travail. D'une part, cela a été dû au fait que l'analyse du discours médiatique est un thème jusqu'ici non encore exploré.

D'autre part, le corpus analysé était d'abord enregistré par cassettes puis transcrit sur papiers ; nous ne sommes pas parvenus à parler de tous les éléments véhicules du sens au point de vue sémiotique. Les éléments ayant échappé à notre analyse sont à titre illustratif : les gestes, les rires, les applaudissements pour ne citer que ceux-ci.

Après ce petit exposé des points pivots de notre travail, nous ne pouvons pas affirmer avoir épuisé le sujet. Par contre, ce que nous avons fait, nous avons tracé une voie à celui qui serait intéressé à ce sujet et voudrait l'aborder sous une autre dimension. Nous pensons pourtant que notre recherche quelle qu'elle soit apportera une certaine évolution au niveau de l'analyse du discours en général et du discours médiatique en particulier.

Nous pensons être resté fidèle au texte d'un côté et de l'autre avoir essayé d'analyser les données avec objectivité, sans parti pris.

BIBLIOGRAPHIE

I. DICTIONNAIRES

1. DUBOIS, J. et alii, *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1973
2. ID, *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1994
3. *Dictionnaire Petit Larousse*, Paris, Larousse, 1980
4. *Dictionnaire petit Larousse*, Paris, Librairie Larousse, 1987
5. MOUNAIN, G. et alii, *Dictionnaire de linguistique*, 1978

II. OUVRAGES RELATIFS A L'ANALYSE DU DISCOURS

6. BARDIN, L., *L'analyse du contenu*, Paris, P.U.F, 1974
7. COURTES, J., *L'analyse sémiotique du discours*, Paris, Hachette, 1976
8. ID, *Analyse sémiotique du discours, de l'énoncé à l'énonciation*, Paris, Hachette, 1991
9. COUTINE, J.J., « L'analyse du discours Politique » in *Langages* n° 62, 1981
10. COURDESSES, L., « Analyse d'énoncé » in *Langue française*, Paris, Hachette, 1971
11. MAINGUENEAU, D., *Initiation aux méthodes d'A.D.*, Paris, Hachette Université, 1976
12. ID, *L'analyse du discours : Introduction aux lecteurs de l'archive*, Paris, Hachette, 1991

III. OUVRAGES RELATIFS A LA SEMIOTIQUE

13. DELAHAYE, Y., *La frontière et le texte. Pour une sémiotique des relations internationales*, Paris, Payot, 1977.
14. DUBOIS, J., « Enonciation et langage », in *Langue française*, Paris, Larousse, 1971

15. FONTANILLE, J., *Sémiotique et littérature*, Paris, P.U.F 1999
16. ID, *Les espaces subjectifs : Introduction à sémiotique de l'observateur*, Paris, Hachette, 1989
17. GREIMAS, A.J., *Du sens, Essais Sémiotique*, Paris, Ed. du Seuil, 1970
18. ID, *Sémiotique, dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette, 1979.
19. KERBRAT ORRECHIONI, C., *Les actes du langage*, Paris, Armand Colin, 1995
20. SEBEOK, T.A., *Le champ Sémiotique*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1979
21. GROUPE D'ENTREVERNES, *Analyse sémiotique des textes, introduction à la théorie- pratique*, Lyon, P.U.F, 1979.

IV. OUVRAGES RELATIFS A LA PRESSE

22. BALLE, F., *Lexique de la presse écrite*, Paris, DALLOZ, 1989
23. BEGE, J. F., *Manuel de la rédaction, « Les techniques Journalistiques de base »*, Paris, C.F.P.J, 2007.
24. ECO, U., *Le journal canadien de recherche sémiotique* vol II, 2, été, 1974
25. MARTIN – LAGARDETTE .J. L., *Le guide de l'écriture journaliste*, Paris, La Découverte, 2005.
26. ROLAND, C., *La presse audio-visuelle*, Paris, P.U. F , 1973
27. VOYENNE, B., *L'information d'aujourd'hui*, Paris, Amand Colin, 1969

V. AUTRES OUVRAGES CONSULTÉS

28. CALAME – GRIAULE, G., *Ethnologie du langage*, Paris, Gallimard, 1965
29. MACE, G. et PETRY, F., *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*, Buxelles, Ed. De Boeck université, 2000
30. F.A.O, *Guide d'élaboration d'une stratégie multimédia*, 2006.

VI. MEMOIRES

31. NDUWABAGABO, J.P., *Les conditions favorables à une bonne réception d'un message oral*, Bujumbura, U.B, 1997.

VII. SITES WEB :

1. CHABANNE, J.C., *Approches du discours comique*, Bruxelles, Mardaga, 1998, disponible sur : <http://www.techno-science.net/>, le 29/11/2010.
2. KERBRAT-ORECCHIONI, C., *Les interactions verbales*, Paris, Armand Colin, 1998, p.112, disponible sur <http://www.techno-science.net/>, le 29/11/2010.

ANNEXES

CONFERENCE DE PRESSE TENUE PAR LE PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA LE 19/SEPTEMBRE 2008

Les journalistes allaient poser des questions à propos des réalisations du Président NKURUNZIZA depuis trois ans de son accession au pouvoir.

PREMIERE SERIE DE QUESTIONS

Mot d'ouverture prononcé par le modérateur :

Murashóbora kubáza ibibázo vyányu,
reka duhère kurí rúno ruhānde.

Vous pouvez poser vos questions, nous
allons commencer par cette partie.

Q1. P1. Murakóze nyakúbahwa Prezida kũmpa ijāmbó. Jêwé nĩtwa Georges KIBOGORA, nkorera murí rādiyo BONĒSHA. Narĩ mfise utubázo dutatu nshāká kó mũnyishúra, mukĩshura n'ábarũdi böse.

Je vous remercie Excellence Monsieur le Président de m'avoir accordé la parole. Moi je réponds au nom de Georges KIBOGORA, je travaille à la radio BONESHASHA. J'ai trois questions à vous poser, j'aimerais que vous me répondiez et que vous répondiez à tout le peuple burundais.

P2. Akabázo kā mbere kajānye n'ítēmbagazwa ry'inzēgo ryĩgeze kuvúgwa mu mĩnsi ihezé. Harihó mberé n'ábatégetsi batari baké bāpfūnzwe bāhōrwa kó bāgōmvyeye gutēmbagaza ubutégetsi murōngōye, mberé nĩbutse umēngo mwāri murí komĩne Mwākĩro mū ntārā ya Múyĩnga. Umēngo na mwēbwé nyéne mwāravúze kó iyo coup d'état iriho kandi mufisé n'ivyēmezo.

La première question concerne le coup d'état dont on a parlé ces derniers jours. Il y a eu même certaines autorités qui ont été emprisonnées accusées d'avoir tenté de faire un coup d'état. D'ailleurs si j'ai une bonne mémoire, lorsque vous étiez en commune Mwakiro, province Muyinga, vous auriez dit que ce coup d'état avait été préparé et que des preuves ne manquent pas. Parmi pas mal de gens qui ont été appréhendés et emprisonnés, il y a l'ex-Président Domitien NDAYIZEYE et bien d'autres. Ils ont été détenus pendant beaucoup de jours mais à un certain moment, ils ont été blanchis et libérés. Ceci pour dire que ce dont ils étaient accusés n'était pas fondé. Peut-on dire que l'on s'était trompé sur les accusés ? Ou bien ceux qui ont fourni l'information ont-ils menti ? Si du moins ils ont menti, auriez-vous des sanctions à leur égard ?

Abāntu batari baké rēro barafátwa batābwa murí yōmpi, hārimwó n'úwahóra arí umukúru w'ígihúgu Domisiyāno NDAYIZĒYE n'ábandi. Abo bāntu barapfūngwa imĩnsi itari miké mũnyuma barāmbikwa izēra, n'úkuvúga kó icāha bāri bāgiriijwe kitābāye kíkibāgira.

Nōné umũntu aríko aratwūmviriza yōvuga ati mbēga bāfashe abatari bó ? Cānké abābahāye izo nkurú bārabēshe ? Nĩmbá bārabēshe, hari ivyó mwātegekanije ?

P3. Akabázo kā kábiri kērekeye urugendo umukurú w'ígihúgu c'úrwānda Paul KAGAME yagize mu Burundi. Mū mpéra z'urugendo rwīwé, mwārarémēsheje ikigānīro ku bānditsi n'abaményēshamákurú mugabó hariho ibibázo bitatu abaményēshamákurú batēméréwe kubáza na cāne cāne urutōnde rwā bâ barūndi 670 bāgíriza kó bōba bâragize uruhára mw'ihonyabwoko mu Rwānda mu mwāka wa 1994.

Hariho n'ibintu vyerekeye urupfú rwā Sipiriyāno NTARYAMIRA yahoze arōngōye uburūndi. Mugábo rēro mu mīnsi ihezé, umukuru w'ígihúgu c'úrwānda kuri rādiyo yó mu Rwānda yitwā Contact FM yaraményēsheje kó atigeze abúza abarūndi kubáza ibibázo ivyó arivyó vyōse. Iyo nkuru twarayishikirije kukó twayikūye mu Rwānda. Rēro twāgōmba tubaze nyakūbahwa mukuru w'ígihúgu kó uburūndi hari inyūngu bwōba búfise kugira ivyó bibázo ntibishirwe ahabona cānké ivyo bintu vyōba vyāgēnze gúte ? Mwōba muvuyibaza kó ikí ?

P4. Ikibázo cā gátatu ni ivyerekeye wā murwi uzōbá ujējwe gutūngānya amatōra. Mu mīnsi ihezé mwāraményēsheje kó muherūtse gushiraho uwo murwi, mugábo mu mīnsi iri imbere umēngo ināma nshikirangānji izōkwēmeza abagize uwo murwi. Mugábo hīrya nó hīno hariho amakēnga, twūmva abanyēpolitike bamwé bāvuga bati twāri dukwīye kubázwa icó tuvuyiyūmvirakó. Nōné ntā makēnga mufisé kó hamwé nīyo uyo murwi wajáho uzōháva utēra ingōrane na burya abanyēpolitike bamwé bamwé bavúga kó batāgīshijwe ināma?

Q2. P1. Urakóze kūmpa ijāmba, nītwa Hamisi KARIHUNGU. Nkorera rādiyo BONESHA mū ntārá zó hagati mu gihúgu.

La deuxième question concerne la visite effectuée au Burundi par le Président Rwandais Paul KAGAME. A la fin de sa visite, vous avez tenu une conférence de presse mais il y a eu trois questions que les journalistes n'ont pas eues droit à poser surtout celle qui concerne la liste de 670 burundais accusés d'avoir participé au génocide au Rwanda en 1994. Il y a aussi la question qui concerne feu NTARYAMIRA ex-Président de la République du Burundi. Pourtant le Président Rwandais s'est exprimé sur la radio Rwandaise appelée Contact FM où il a fait savoir qu'il n'a pas interdit aux journalistes burundais de poser n'importe quelle question. Cette information, nous l'avons diffusée car elle avait été reçue en provenance du Rwanda. Alors nous voudrions vous demander Excellence le Président de la république l'intérêt que le Burundi tire lorsque toutes ces questions ne sont pas posées. Ou bien comment est-ce que ça s'est-il passé ? Qu'en pensez-vous ?

La 3^e question concerne la Commission nationale Electorale Indépendante.

Dernièrement, vous avez fait savoir que vous aviez mis sur pied cette commission, mais probablement que dans les jours à venir le conseil des ministres va se réunir pour l'amander.

Mais un peu partout, il y a des doutes, nous entendons certains politiciens dire que mieux serait qu'ils s'expriment là-dessus. N'avez-vous pas d'inquiétudes étant donné que certains politiciens disent qu'ils n'ont pas été consultés ?

Merci de m'avoir donné la parole. Je m'appelle Hamisi KARIHUNGU, je travaille à la radio BONESHA FM dans la région centre du pays.

P2. Igihe mwāja ku butégetsi, igihe mwāgēndera intārá ya Gítega, mwāvuze yūkó muzōkórera imigāmbi myīnshi mū ntārá ya Gítega. Mwāravúze iyúbakwa y'íkibúga c'indēge mpūzamakūngu mū ntārá ya Gítega, muravúga stade olympique i Tānkóma ní km3 uvúye mu mují wa Gítega, muravúga inyubákwa y'úmukúru w'ígihúgu i ZĒGE, aríko twēbwé dukūnda gukórera mū ntārá ya Gítega umēngo ntā kimenyētso inyuma y'īmyāka itatu yūkó iyo migāmbi igīye gutāngura. Nōné ga nyakūbahwa mukúru w'ígihúgu, iyo migāmbi yarāhebwe cānké bizōhava bigēnda gúte ?

Q3. P1. Jēwé nītwa Floribert NIKWIBITANGA, nkaba nkórera kurí tereviziyo y'ígihūgu. Ikibázo nagōmba kubábaza nyakūbahwa mukúru w'ígihúgu kijānye n'íkibázo c'úmutēkāno kimáze imīnsi kivúgwa. Hagize imīnsi hávugwa ikibázo c'ūbwīcanyī hīrya nó hīno, bugírwa n'imirwi itāndūkānye abāntu bakībaza bati ibi bīntu bikórwa Leta irabīzi. Bakībaza bati kubēra ikí ataco ikorá ? Mwāri mwātūngāniye umugāmbi wó gukūra ibirwānīsho mu banyāgihūgu babitūnze bátabiītīye uburēngānzira. Arikó gushika unó mūnsi birabóneka kó ibirwānīsho bigikwīrágiye kāndi bigikorá ibāra mu gihúgu. Umugāmbi wó gukūra ibirwānīsho mu gihúgu wōba ugéze hēhé ?

P2. Akāndi kabázo mukúru w'ígihúgu kajānye nābó bīse aba « dissident » mu muhari Palipehutu FNL, bāri bēgeranijwe kw'ī Rānda. Abo bāntu, muherūtse gusohora itégeko ribagēnga, yūkó bamwé bashobóra kuzōkwīnjizwa mu gisoda, abānci bagasubizwa mu buzima busānzwe. Arikó umuhari Palipehutu ntiwīgeze wēmera kó abo barwānyi arí abābo, bakēmeza ahūbwo kó bāhora arí abarwānyi bā CNDD-FDD ukírwāna. Nōné iki kibázo murí Lēta mucūmva guté kó mutagihūrizakó na FNL ?

A votre accession au pouvoir, au moment où vous étiez en train de visiter la province de Gitega, vous aviez promis de réaliser beaucoup de projets dans ladite province. Vous aviez promis la construction de l'aéroport à Gitega, un stade olympique à Tankoma, c'est à 3km de la ville de Gitega, la présidence à Zege, mais à y regarder de près nous qui sommes ici à Gitega, rien ne nous montre que ces projets sont en cours de réalisation. Ces projets ont-ils été abandonnés ou comment vont-ils être réalisés ?

Je m'appelle Floribert NIKWIBITANGA, je travaille à la radio télévision nationale. La question que je voulais poser Excellence Monsieur le Président est une question sécuritaire. Il y a la question des tueries qui se pose dans ces jours-ci, ces tueries sont faites par différents groupes armés et les gens se posent cette question : Est-ce que l'état est au courant de ce qui se fait ? Vous aviez promis de désarmer la population mais ce qui se voit, c'est que les armes sont éparpillées dans le pays et causent des forfaits. Où est-ce que vous en êtes avec le projet de désarmer la population ?

Une autre question, Monsieur le Président, concerne ceux qui ont été appelés dissidents par le mouvement Palipehutu FNL, ils étaient rassemblés à Randa. A ces gens là, vous venez de sortir un décret qui les régit, certains d'entre eux vont être enrôlés dans l'armée et d'autres vont être démobilisés. Mais le mouvement Palipehutu ne les a jamais acceptés, il affirme par contre qu'ils étaient membres du mouvement CNDD-FDD lorsqu'il était au maquis.

Comment considérez-vous cette question au

Q.4. P1. Jēwé nītwa Aloys NIYONIZIGIYE nkora murí rādiyo NDERAGAKURA. Nyakubahwa mukuru w'ígihúgu, igenekerezo ryā 1/5/2007 mwarafāshe ingingo yó kwōngera abakózi bā Lēta ibíce 30%, iyo ngingo yarákurikijwe mugábo utunēnge ntítubuzé. Aha nōvuga ibirāne vy'āmēzi atatu abakózi bārindiriye kāndi amatwí adúsum:ira umēngo ama listing yōba yarashítse mu ma bānki. Hariho n'ábakózi bamáze gufāta amadéni mēnsi bíbaza kó ivyo birāne bishobóra kubóneka mu mīnsi izá. Nōné ayo mafarānga yōba ahári ? Azōboneka ryári ?

P.2. Akabázo kagíra kabiri ní akajānye na vyā vyīgwa bishāsha vyāgīye ku rutōnde rw'ivyīgwa mu mashūre abānza. Ivyo vyīgwa ní igiswāhili, icōngerezá n'ivyo gukūrdīsha igihúgu. Ubu twāri túgeze ku mwāka wa 4, 5, 6 bōtegerezwa kubibona uyu mwāka. Aríko amatwí ansúmira umēngo ntā buryó buharí. Mbēga ivyo vyīgwa bigīye guhāgarara cānké bizōgēnda gúte ?

P3. Akāndi kabázo kānyuma, kuva múshitse ku butégetsi, mwārihāye ingēndo yó kūbaka amashūre mēnsi. Gushika ubu iyo ngingo iríko irakúrikizwa. Mugábo ahó dushítsa amāso, amashūre níko arikó arūbakwa mugábo hariho igikénewe. Aho navuga ibikórēsho vy'ishūre, abārimú umēngo ni bakéyí kāndi amashūre yūbatwe arí mēnsi, kāndi abīgīsha bazōkwīnjizwa mukazi umēngo si bēnsi cāne. Mbēga uwo mugāmbi wōba wáratégūwe nēzá ? Ubwo ntíhazōbóneka amashūle amwé amwé atazōrōnka abīgīsha n'ibikórēsho ?

sein du gouvernement étant donné que vous ne vous convenez pas avec le FNL sur la même question ?

Moi je m'appelle Aloys NIYONIZIGIYE, je travaille à la radio scolaire NDERAGAKURA. Excellence Monsieur le Président, le 1^{er}/5/2007, vous avez majoré le salaire des fonctionnaires à 30%, cette mesure a été suivie mais il y a certains manquements. Je citerais par exemple les arriérés de trois mois que les fonctionnaires attendent et d'après les on-dit, il se peut que les listing sont déjà dans les banques. Il y a même certains fonctionnaires qui se sont endettés croyant que ces arriérés vont leur parvenir prochainement. Cet argent serait-il alors disponible ? Quand est-ce qu'il sera perçu ?

La 2^e question concerne les nouveaux cours inscrits dans les programmes des écoles primaires. Ces cours sont le Kiswahili, l'Anglais et l'éducation civique. Actuellement c'était la 3^e année qui venait de bénéficier de ces cours. C'est-à-dire que la 4^e, 5^e et la 6^e année devraient étudier ces cours cette année-ci. Mais j'ai entendu parler qu'il peut ne pas y avoir de fonds. Est-ce que ces cours vont être suspendus ou bien comment est-ce que ça va être réalisé ?

A partir du moment où vous êtes arrivés au pouvoir, vous avez entrepris un projet de construire beaucoup d'écoles. C'est vrai, les écoles sont en train d'être construites mais il faut qu'il y ait certaines priorités. Je citerais entre autres les enseignants et le matériel scolaire, probablement que les enseignants sont peu nombreux alors que le nombre d'écoles s'accroît. Bien plus, il se peut que le nombre d'enseignants qui seront engagés n'est pas élevé ce projet aurait-il été bien préparé ? N'y aura-t-il pas certaines écoles qui manqueront d'enseignants ou du matériel scolaire ?

PREMIERE SERIE DE REPONSES DONNEES PAR NKURUNZIZA

Mot liminaire de Pierre NKURUNZIZA

Tubānje gushīmira abāfashe amajāmbō. Ku vyó bāshikírije, harimwó bamwé bamwé basá n'ábashātse kubáza ibibázo bifatíye kuvyó bībáza nó ku vyó abāndi bāntu bībáza.

R1.P1.Hari uwavúze ati hāravúzwe ivyā coup d'état, ati kāndi harího ivyāvugwa kó ivyēmezo bihari, ati harího abāmbitswe izēra, ati harího kāndi n'ábāntu bōba bārafāshwe bakarekurwa cānké bakavayó ūzo, ati bōba bārabēshe ?

Ibibázo nk'ibi, ni ibibázo bijānye n'úbutūngāne, iyó harího inzēgo zijējwe umutēkāno, inzēgo zikorá ku mūnsi ku mūnsi, ata kīndi zijējwé atarí ugukúrikirana ubuzima bw'ábanyāgihúgu, iyó bafisé ibīntu vyērēkana yūko hari ingōrane zishobóra kubá, na cāne cāne iyó zitūmbéreye inzēgo nkurú z'ígihúgu, barakóra. Kukó unó mūnsi harího abavúga bati twārēze mugábo amatwí adúsumira, mugīye gukúrikirana urubānza, ntāwōvuga kó böse bēze kukó harího abācīriwe imānza, hāma tukaba tūzi yūko rēro iyó ubutūngāne bwākóze, twēbwé ntiducá imānza, dukurikira ahó sēntāre Ishizé, mugábo gushika unó mūnsi barērekana nēzá yūko intégūro yari irího. N'ikiményāmenya, n'ūkó harího abāhanywe.

P.2. Ibīndi navyó mwāshikírije, n'ibi bijānye n'urugēndo rw'úmukurú w'ígihúgu c'úrwānda, hakaba harího rēro ikigānīro twāshikírije ku bijānye n'ūrwo rugēndo. Muti harího ibibázo bimwé bitāshoboye gushikirizwa. Murí ico gihe rēro ndibaza yūko mwōbabazá nēzá abāshoboye kubábuza kubíbaza, mugábo, ntabwo arí umukurú w'ígihúgu. Kukó twēbwé tuvugana ibīntu vyōse, murabóna n'ūbu murabibajije. Ico gihe mūgīye kurāba, twēbwé túriko turakóra, n'úmwānya twāri

Nous commençons à remercier ceux qui ont pris la parole. A propos de ce qu'ils ont dit, il y a certains qui ont voulu poser des questions sur ce qu'eux-mêmes pensent et sur ce que pensent d'autres gens.

Il y a quelqu'un qui a intervenu à propos d'un présumé coup d'état, il a dit qu'il y a eu ceux qui ont été acquittés, qu'il y a des gens qui ont été arrêtés et libérés par après, il demande si cela était un mensonge. Si les forces de sécurité sont là, celles qui oeuvrent pour assurer la sécurité, au cas où ils ont des preuves leur signifiant que des problèmes sont prévisibles, surtout qu'ils visent les hautes autorités du pays, elles travaillent. Après leur travail, la justice travaille à son tour. Aujourd'hui il y a ceux qui se disent qu'ils ont été blanchis mais on ne peut pas dire que tout le monde a été blanchi car il y a eu des coupables. En plus nous savons que nous ne sommes pas chargés de trancher, nous respectons ce que décide la justice mais jusqu'à maintenant ils ont des preuves que le coup d'état avait été préparé. La preuve en est qu'il existe ceux qui ont été punis.

D'autres questions posées concernent la visite effectuée par le Président rwandais dans notre pays. Il y a une conférence de presse que nous avons tenue à propos de cette visite. Vous dites qu'il y a certaines questions qui n'ont pas été posées. Dans ce cas, je pense qu'il faut que vous interrogiez celui qui vous aurait interdit de poser ces questions, mais ce n'est pas le Président de la république car moi et les journalistes nous nous entretenons sur le tout, la preuve en est que ces questions viennent d'être posées. Ce jour-là, à voir comment nous

dúfise, n'úküntu ibĩntu vyāri bitũngānijwe, mwōbaza nēzá muti mbēga nĩ ndé yatúbujije kubāza ivyo bibāzo ?

P₃ Aríko unó mũnsi rēró, ngire ndabĩshure kuvyó mwāmbajije háno kukó abarũndi bārayamáze bati « Icó udashikírije unó mũnsi uba ucĩbikiye n'ējo » unó mũnsi urakĩbajije, reka ncé ndakwĩshura rēró. Ku bijānye n'ĩrutōnde rwākozwe mubijānye n'ábōba bārakóze ihónyabwōko mu rwānda, ni ikibāzo c'úbutũngāne, ni ikibāzo twēbwé tudashobóra kwĩnjiramwó mu vya politike .Twēbwé duti, turafise ibwĩrizwa shĩngiro rigēnga igihúgu c'Úburũndi, rirērekana ingéne abāntu bakurikiranwa arí nk'ábarũndi bakenéwe mugihúgu kíno cānké kíriya.

P₄ Hānyuma ikĩndi na có, bísabwe, n'úkurāba yũkó bigēnda vyĩsũnga amatégekó mpũzamakũngu. Hariho rēró amatégekó agēnga ibijānye n'ímānza hagāti y'ibihúgu iyó arí abāntu barōndérwa ku gihúgu kírya cānké kíriya, hariho amatégekó abigēnga.

P₅ Ikĩndi nacó, n'ibi bijānye n'úrupfú rwā prezida NTARYAMIRA. Ntaco mwābivuzéko kukó mwāvuzé muti ivyo bibāzo vyāri vyarabujije kubázwa, kāndi nānje ntáco mwāmbajije mwāvuzé muti ní ikibāzo mwābujijwe, ndĩbaza rēró kó arí kurí twēbwé turavúga duti, ibibāzo vyōse turímwo ngāha mu Burũndi, ntā na kímwe tuzōgéra umutwé. Twĩmirije kujá murí vyā bihe tuzōvúgana ivyābāye mu gihúgu cácu c'Úburũndi, duhēreye nó ku bakúru b'ibihúgu böse. Ni có gitúma tuvúga duti ese vúbá twōca dútāngura ivyo bigānĩro, intégũro zigeze kure, ni có gitúma abarũndi bōremá, arí umurũndi yapfiríye mu Burũndi, arí umurũndi yapfiríye mu bĩndi bihúgu, tuzobānza tujāne murí wā murwi wó kumenya ukurí nó kurekuriranira. Nitwāsānga yũkó arí ibĩntu bisába imānza,

étions en train de travailler et le temps dont nous disposons, vous pouvez interroger celui qui vous aurait interdit à poser ces questions.

Mais aujourd'hui alors, je vais vous répondre à propos des questions que vous avez posées car, comme le disent les barundi, « ce que tu ne communique pas aujourd'hui, tu peux le communiquer demain » Tu viens de poser la question, permets-moi que je réponde. A propos de la liste élaborée concernant les gens qui auraient commis le génocide au Rwanda, c'est la question juridique, c'est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre dans le domaine politique. Nous nous disons ceci, nous disposons de la constitution qui régit le Burundi, elle montre comment les gens sont poursuivis, que ce soit un murundi poursuivi dans tel ou tel autre pays.

Et puis une autre chose, si on le demande, il faut voir si ça se fait conformément à la loi internationale. Il y a donc une loi en rapport avec la poursuite des gens entre les pays s'il y a des gens poursuivis dans tel ou tel autre pays, il y a une loi qui régit ce mécanisme.

Autre chose, concerne l'assassinat du Président NTARYAMIRA. Vous n'avez rien dit à propos de cette question, tout simplement vous avez dit que ce sont des questions dont on vous a interdit de poser, je pense bien que de notre part nous disons que à tous les problèmes que connaît le Burundi, nous allons les affronter tous. Nous nous acheminons vers les moments pendant lesquels on se parlera de ce qui est arrivé dans notre pays, à commencer par ce qui est arrivé à nos présidents. C'est pourquoi nous souhaitons que ces entretiens commencent dans l'immédiat, les préparatifs sont en cours, c'est pour cette raison que nous tranquillisons les barundi, que ce soit un murundi tué dans notre pays, que ce soit un murundi tué à l'étranger nous allons d'abord nous adresser à la commission vérité réconciliation. Au moment où nous

hāratégekanijwe kó na sēntāre yōjáho.

P₆. Mwābājije kāndi n'ibijānye n'úmurwi ujējwe amatōra. Mu gihúgu câcu c'Úburūndi, twārashízehó itégeko riwushinga túryīze mu nāma nshikira-ngānji, ní itégeko ryīsūnze ibwīrizwa nshīngiro, kāndi ahanini ntā na kímwe bitāndúkānyekó n'ibiri mw'ibwīrizwa nshīngiro. Itégeko rēró, icó bīta décret ntabwo risabwá kó rijá kwīgwa mubanyághúgu, ntabwo arí itégeko loi, biratāndukānye. Décret rēró igēnda yīsūnga ibwīrizwa nshīngiro, muvyūmve ntā na kímwe kirímwo gitāndúkānye n'ibwīrizwa nshīngiro.

P₇. Muti rēró ahó ikibázo gihagáze, muti mbēga abāntu bazōjámwo kó harímwo amakēnga, bizogēnda gúte? Igihúgu gitwēgwa twīsūnze ibwīrizwa nshīngiro n'amatégeko, ubu rēró twāratānguye ibigānīro bihūza abarūndi böse atā nūmwe avūyémwo, arí imigāmbwe, arí abīkorera ivyābo, abaményēshamákurú, na Lēta ubwācu turagirīsha ibigānīro, mugábo akazi karagabuye. Ukó bimezé, ibijānye n'amazína azōjá murí uwo murwi, ibwīrizwa nshīngiro rirērekana inzira bifatá. Ntabwo amatégeko avúga kó umukúru w'ígihúgu azōja kubáza ayo mazína abakúru b'imigāmbwe. Mbē hamwé nōja kubáza abakúru b'imigāmbwe abāntu bané cānké batānu nōgarukira hé kó ubona imigāmbwe irí hāfi gushika mirōngo itānu? Ivyo biri mu bubāsha bw'umukúru w'ígihugu mugábo nawé nyéne arafise ahó agarúkiriza. Ayo mazína amáze kuyatōra aca ayáshikiriza ināma nshīngamatēka.

constaterons que ça nécessite des procès, il est prévu que le tribunal soit mis en place.

Vous avez en plus posé la question en rapport avec la commission électorale nationale indépendante. Dans notre pays le Burundi, nous avons mis sur pied le décret mettant en place cette commission, ce décret a été étudié au conseil des ministres, c'est un décret conforme à la constitution, d'ailleurs en plus il ne diffère en rien avec ce qui est contenu dans la constitution. Pour un décret donc, ce n'est pas nécessaire qu'on demande l'avis de la population, il diffère de la loi, c'est différent. Le décret se réfère à la constitution, que vous le compreniez, il n'y a rien dans ce décret qui est contraire à la constitution.

Vous dites que la question réside au niveau des gens qui vont constituer cette commission, qu'il y a encore des doutes, vous demandez comment ça va être réalisé. Le pays est gouverné conformément à la constitution et à la loi. Nous avons déjà commencé des entretiens avec tous les burundi, que ce soit les partis politiques, la société civile, les journalistes, même au sein du gouvernement nous nous entretenons mais les tâches sont séparées. Au fait, à propos des membres de cette commission, la constitution montre bien comment ça se fait. La loi ne permet pas que le Président aille demander les noms des membres de cette commission aux présidents des partis politiques. Si je me donne la peine d'aller consulter tous les présidents des partis politiques les noms des quatre ou cinq personnes, où vais-je m'arrêter étant donné que les partis politiques au Burundi avoisinent cinquante ?

Cela rentre dans les prérogatives du Président de la république mais lui aussi a ses limites. Après avoir choisi les noms de ces membres, il les achemine vers l'assemblée nationale.

Iyó nâma nshîngamatêka rêrô, bári kumwé n'înáma nkênguzamatêka, barashóbora kuyêmeza cânké ntibayêmeze, si ubwa mbere bîkorwa. Murûmva rêrô ntábwo arí umukúru w'ígihúgu aba azíbiye ivyîfûzo vy'ábanyágihúgu.

Mugábo kubêra kó umukúru w'ígihúgu aba yizêwe n'ábamutôye, twêbwé nâtwe tukaba tûzi kó dukóra ibîntu vyôse kugíra ngo abântu böse bahîmbârwe, tubikora tûzi nêzá kó nîyo twâbishikána iyó bijá bishobora kwêmezwa; twîhênze bakatubwîra bati subira uturûngikire abândi ngêha wîhênze. Rêrô inzira yó kwêmera abazôjá murí uryá murwi ujêjwe amatôra tubicîsha mu nâma nshîngamatêka na nkênguzamatêka nk'úkó amatégekó abivúga.

R₂P₁. Uwûndi nawé yavúze ati mwârâshîkirije imigâmbi myîzá irâba intâra ya Gîtega, ati muravúga ibijânye nó kwûbaka ikibúga c'îndêge, ikibúga c'úmupîra hamwé nó kwûbaka ingoró y'úmukurú w'ígihúgu. Harihó imigâmbi, harihó kubîtegûra hakaba nó kubîshira mûngiro. Ndâzi nêzá kó ababîjêjwe barîko barabîkora, barîkó barabîtegûra. Ku bijânye n'úkûbaka ikibúga c'îndêge, abajêjwe ibikórwa vyâ Lêta twâratânguye kurôndera uburyó, wânashâka mw'îbânki yîtwá B.A.D kândi amatwî adúsumira birîkó biratêra imbere. Ibijânye n'íkibúga c'úmupîra ní ibîntu dushobora kuzôtângura mu mînsi kukó nimwâbaza umushikirangânji ajêjwé ivy'înkino, tugejeje kure mu kurôndera uburyó mugábo imigâmbi yarategûwe.

P₂. Ibijânye n'îngoró y'úmukurú w'ígihúgu, ni ibîntu birí mu migâmbi ya Lêta kukó twârabônze kó dufîse ibibázo vyó kwâma túrikó turakôta amazu dukoréramwó cânké túvamwó, twâshîmye gutângurira kû nyubákwa y'í Bujûmbura, kândi mu mînsi irî imbere iratângura.

Cette assemblée nationale, en concertation avec le sénat, ils peuvent se prononcer en faveur ou en défaveur des gens qui constituent cette commission, ce n'est pas la première fois que ça se fait. Vous comprenez donc que ce n'est pas le Président qui bloque les doléances du peuple.

Mais, étant donné que le Président de la République jouit de la confiance de la population, et nous, en sachant que nous travaillons pour satisfaire toute personne, nous le faisons croyant qu'une fois ces projets soumis aux concernés ils peuvent être approuvés ;s'il advient que nous commettons des erreurs, ils nous proposent d'aller choisir d'autres noms.

Donc, la voie de nommer les membres de ladite commission est l'assemblée nationale et le sénat comme le stipule la loi.

Un autre a dit ceci : Vous auriez proposé de bons projets à la province de Gîtega, vous aviez promis de construire l'aéroport, un stade olympique et d'ériger la présidence. Il y a les projets, les préparatifs et il y a la mise en exécution de ces projets. Je sais bien que ceux qui sont chargés des travaux publics, ils ont commencé à chercher les fonds, si vous voulez dans la banque appelée B.A.D et selon certaine source ça avance bien.

Pour ce qui est de la question du stade olympique, c'est un projet que nous allons débiter prochainement car si vous demandez au ministre ayant le sport dans ses attributions, nous sommes à un stade avancé au point de vue de collecte des fonds mais les prévisions sont là.

En ce qui concerne la présidence, ça figure dans les programmes de l'Etat car nous avons déjà constaté que nous avons le problème d'être toujours en train de louer les maisons dans les quelles nous oeuvrons ou d'habitation, nous avons opté pour commencer à construire la présidence à Bujumbura et prochainement les travaux commencent.

Hānyuma rēro ibīndi bijānye nō kwūbaka ingorō y'umukūru w'igihūgu, mu migāmbi dufisé, dushāka kuzōkwūbaka ibiro vy'āma province mu gihūgu cōse. Hāma bigaca bīja murī yā migāmbi yīhūtirwa yō gutēza imbere igihūgu, ico twīta « programme prioritaire d'investissement ». Ikīza ubwā mbere rēro nī inyubākwa icō twīta « infrastructure ». Ni wō mugāmbi wā mbere, hagasubīra umuyāgankubā, ibīndi bigaca bīkurikira. Murūmva rēro murī iyī migāmbi yō kūbaka, imigāmbi iriko iratūngānywa nēzā, nī imigāmbi igeze kure, mugābo tukabībutsa kō harī gutūngānya imigāmbi, kurōndera uburyō, hakaba nō kuyīshira mū ngiro. Intāngo yarābāye rēro, ibīntu biracābāndānya kāndi haracāri kare ibikorwā bizōkorwa.

R3.P1. Harihō kāndi uwashīkirije ikibāzo c'umutēkāno. Ati biragaragara kō harihō abahūngabanya umutēkāno, ati mberē umutēkāno uhūngabana kukō harihō ibirwānīsho birī mu banyāgihūgu. Twāshāka kubamēnyēsha kō tūdafatiye nō ku Burūndi gusa, kw'īsi nzima, muzé mutwēreke igihūgu na kīmwe kitarīmwo inkōzi z'īkibi. Mberē zirakōra n'āmarorērwa gusūmba ibikōrwa ngāha mu gihūgu cācu c'Uburūndi. Ingōrane nī iyīhé? Nī kwītwararika gutūngānya inzēgo gushika n'āhō abo babikorā bafatwā bagashikirizwa ubutūngane. Murī ino mīnsi rēro igihe tugezēmwo, n'ūkō ama rapport avā mu nzēgo z'umutēkāno, arī iz'igisirikare, iz'igipōlīsi n'ūbucāmānza, nī ukō dufatiye ku mēzi atatu ahezé twāri tūgeze ku bicé mirōngo umunāni kw'ījana vy'īnkōzi z'īkibi zihēzā zigafātwa. Nō mū nyuma twārashōboye kugira ināma dushirahō ama komite ajējwé umutēkāno, ahurīkiyemwō abanyāgihūgu n'ābajējwe umutēkāno.

Ayo ma komite ajējwé umutēkāno yarāfashije gushika ahō ubu tugezē ku bicé mirōngo icēnda kw'ījana vy'ābakora amakoshā bafatwā hāma bagashikirizwa ubutūngāne ku buryō twōvūga duti ikibāzo

En plus de ce projet d'ériger la présidence, dans nos prévisions, nous voulons construire les bureaux provinciaux à travers tout le pays. Cela va rentrer dans ce que nous appelons « programme prioritaire d'investissement ». Ce qui vient en avant donc, ce sont les infrastructures. C'est cela le premier projet et vient en deuxième lieu l'électricité, les autres viennent après. Vous comprenez que ces projets de construction, ils sont en train d'être bien préparés, ils ont atteint une certaine avancée, mais nous vous rappelons qu'il y a la préparation des projets, la collecte des fonds et la mise en exécution de ces projets. Le commencement est déjà là donc, les choses doivent continuer et il est encore tôt, ce qu'il y a à faire doit être fait.

Il y a quelqu'un qui a évoqué la question sécuritaire. Il a dit qu'il est évident qu'il y ait ceux qui perturbent la sécurité, il a ajouté qu'il y a l'insécurité car il y a la détention illégale d'armes dans la population. Nous voudrions vous informer que mis à part le cas du Burundi, à travers le monde entier, pourriez-vous nous montrer un seul pays où il n'y a pas de malfaiteurs ? D'ailleurs qui causent plus de dégâts plus que ce qui se fait dans pays. Le problème est lequel ? Il faut se préoccuper de l'organisation des institutions jusqu'à ce que ceux qui le font soient arrêtés et traduit devant la justice. Dans ces jours-ci, nous connaissons des moments où les rapports qui nous parviennent des forces de l'ordre, que ce soit de la police ou de l'armée, c'est que si nous nous référons aux trois derniers mois, nous étions à 80 % des malfaiteurs arrêtés. Par après, nous avons pu mettre sur pied les comités de sécurité composés de la population et des forces de l'ordre. Ces comités de sécurité ont aidé jusqu'à ce que dans ces jours-ci, nous atteignons 90% des malfaiteurs arrêtés et transférés dans la justice à tel point que nous pouvons dire que la question sécuritaire est une préoccupation journalière car même les malfaiteurs ne vont pas croiser les bras parce que la population détient encore les armes.

c'úmutēkāno n'íkibázo c'úmwītwarariko ku mūnsi kukó n'ínkózi z'íkibí ntizizōrīndīra ngó n'ūkó hari ibirwānīsho mu banyághúgu.

P2. Mwāma mukurikirana murí Amēriká, hīrya nó hīno mu bīndi bihúgu ahó usānga inkózi z'íkibí zāsasitse ingānda bimwé bidasānzwé, ntibibá bīsigūra rēró yúkó arí ibirwānīsho bibá bíri mu banyághúgu, ní imigāmbi ibá irí mu nkózi z'íkibi.

Inkózi z'íkibí rēró, ní umwītwarariko w'ábarūndi böse. Kāndi si n'ábarūndi gusa, n'ámakūngu arimwó, ní có gitúma twōbabwīra kó uwo mugāmbi twātānguye wó gukūra ibirwānīsho mu banyághúgu urabāndānya.

Kāndi ntibisigūra yúkó kíno gihúgu cācīye mu ntāmbara, turí nó mu karéré hari n'imirwi myīnshi yarwāna, ntitwōkwēmerera abarūndi duti mu myāka itatu cānké iné tuzōba dúhejeje kubikūra mu banyághúgu. Hari n'ibizōsāngukira iyó bābinyegeje. Aha nashāka kubābwīra yúkó dúfatiye nkó ku karorero ko murí Mozambique cānké mu gihugu cā Afrika y'ēpfo, barafise imigāmbi yo gukūra ibirwānīsho mu banyághúgu, bābitānguye imberē yācu mugābo ingōrane ziracāri ingōrane.

P.3. Ni na có gitúma twēbwé murí uyu mugāmbi w'í wācu twāhisemwó gushīnga umurwi ubijējwe, haragera n'ígihē rēró tubóna kó tugezē kū ntāmbwé. Murí inó myāka ibiri, turamaze kurēnza ibirwānīsho ibihūmbi cúmi. Ivyó bihūmbi cumi rēró, ní ibisúbizwa n'ábanyághúgu ku gushāka kwābo. Hakaba n'ábāndi bāvyāndikīshije bāvuga bati vyōba vyīza muduhāye akāntu gatuma dúkerebuka mu gusúbiza ivyo birwānīsho. Ni na có gitúma uwó mugwí ujējwe gukūra ibirwānīsho mu banyághúgu, kíno gihe, dúfatānije n'ábadúfashe mu mugōngo, turíkó turarāba ukūntu twōkwēgēranya uburyó, máze bahezé bīge n'úbūndi buhīnga bwōtuma ibirwānīsho bíva mu banyághúgu arí vyīnshi. Iyo níyo ntāmbwé tugezēko, hari

Vous l'avez déjà remarqué en Amérique, un peu partout dans d'autres pays où les malfaiteurs causent des dégâts, cela ne signifie pas donc que ce sont les armes qui sont éparpillées dans la population, ce sont les projets de ces malfaiteurs.

Les malfaiteurs donc, c'est une préoccupation de tous les barundi mais aussi le monde entier, c'est pour cela que nous pouvons vous dire que ce projet de désarmer la population continue.

Et cela ne signifie pas que ce pays qui a été secoué par la guerre, nous sommes dans la sous-région où il y a beaucoup de groupes qui combattaient, nous ne pouvons pas promettre à la population que dans trois ou quatre ans on aura déjà désarmé tout le monde. Il y a même des armes qui vont s'user là où elles ont été cachées.

Je voudrais vous dire que si nous prenons l'exemple de la Mozambique ou de l'Afrique du sud, ils ont le projet de désarmer la population, ils l'ont entrepris avant nous mais des problèmes persistent.

C'est pourquoi nous avons opté pour mettre sur pied une commission chargée du désarmement, il est arrivé des moments où nous avons remarqué que nous étions à un pas avancé. Dans ces deux ans, nous avons déjà récupéré plus de 10 mille armes. Celles-ci sont donc des armes qui ont été remises par la population à sa propre volonté.

Il y a d'autres qui les ont faites enregistrer mais qui attendent quelque chose en guise d'encouragement pour qu'ils les remettent. C'est pour cette raison que cette commission chargée du désarmement, dans ces jours-ci, avec l'appui de nos bailleurs, nous sommes en train de voir comment collecter les fonds, ainsi, ils vont voir d'autres moyens efficaces pour que beaucoup d'armes soient récupérées. C'est ça le pas que nous avons franchi, il y a

n'ábamáze kutwēgēra, baramaze nó kudúha uburyó, mugábo intámwé bagezéko murí uwo murwi ni gutungānya. Bakoré gúte ? Mu mwānya mutó, hakarōnkwa ibirwānīsho vyīnshi, hānyuma mū nyuma hagakérwa iyīndi migāmbi. Aho ního tugezé.

P4. Hānyuma mwatubájije muti hagōranye ikí ? Ivyāgōranye ní vyīnshi, murabóna turikó turakúra ibirwānīsho mu banyāgihúgu, hari n'úmurwi utāri bwāsubize ibirwānīsho, umuhari wa Palipehutú FNL

Ni abāntu rēro bategerezwa kujá mu mugāmbi wó gusúbiza ibirwānīsho, bakōngera kāndi bakaja mu mugāmbi wó guhágarika intāmbara. Iyo nayó ni ingōrane mugábo twībaza yúkó izóvá mū nzira mu mīnsi ya vúba. Hakaba harího kāndi n'úkudāshāká kwā bāmwē bamwé umugāmbi wó gusúbiza ku bugōmbe bwābo ibirwānīsho. Iyo nayó kāndi n'ingōrane. Hakaba kāndi hāri ingōrane y'úburyó twāgize yó kugíra ngo umurwi ukoré ivyó twāwushīnze.

Hakaba hāri ingōrane y'ákaréré ahó usānga hāri imirwi y'ábasumá mberé n'īy'ābīcanyī, bēnshi baramaze gufátwa, usānga báyerēra báva mu gihúgu bája mu kīndi, atā kīndi kibarāje ishīngá atāri kwība nó kwīca. Mugábo twōvuga duti umugāmbi ntúshobóra guhágarara dutegerezwa kubāndanya, kāndi ní uruhāra ku murūndi wēse. Nti múze mubirékere uryá murwi wō nyené », kukó ntavyo wóshobóra. Turamaze kubóna kó ahārī ugushāka, abarūndi barasúbiza ibirwānīsho atā mu pólisi agīye, atā mugwi ugīye, bívūye ku kūntu abāntu bātāhūye yúkó kwīkūrako ibirwānīsho arí inēza yābó.

P5. Yāshikirije kāndi ikibázo c'ába dissident b'í Rānda, ati bamwé bavuga kó bōba arí abāhoze arí abarwānyi b'úmuhari

même ceux qui nous ont aidés, ils nous ont même donné des fonds, mais au sein de cette commission, ils se préoccupent de la planification. Comment travaillent-ils ?

Ils font en sorte que dans très peu de temps ils collectent beaucoup d'armes pour enfin réaliser d'autres projets. C'est là où nous en sommes.

Vous nous avez demandé les obstacles que nous avons eus. Les obstacles sont nombreux, vous voyez que nous sommes en train de désarmer la population alors qu'il y a un mouvement qui n'a pas encore déposé les armes, le mouvement Palipehutu FNL. Ce sont aussi les gens qui doivent suivre le processus de désarmement et doivent également être concernés par le cessez-le feu. Ça aussi c'est un obstacle mais nous estimons que ça va terminer dans les jours à venir. Il y a en plus ceux qui ne veulent pas remettre les armes par leur propre volonté. Ça c'est un autre obstacle. Bien plus, il y a un problème de fonds pour que la commission chargée du désarmement de la population fasse son travail convenablement.

Il y a un problème de la sous-région où il y a des groupes de voleurs, d'ailleurs d'assassins, la plupart d'entre eux sont déjà arrêtés, ils errent d'un pays à l'autre avec comme objectif de tuer et de voler. Mais nous disons que le processus de désarmement ne peut pas s'arrêter, nous devons poursuivre le désarmement et c'est le devoir de tout burundais. Ne laissez pas la tâche à cette commission, elle ne peut pas le faire à elle seule. Nous avons déjà remarqué que là où il y a la volonté, les Burundi remettent les armes, sans l'intervention des policiers, sans intervention de la commission chargée du désarmement mais par conviction que le fait de se débarrasser d'une arme est quelque chose d'intérêt public.

Il a parlé de la question des dissidents d'i RANDA, il a dit que certains pensent qu'ils seraient des membres de l'ex-Mouvement

CNDD-FDD, abāndi ntibábēmere, nībaza yūkó uburūndi ní igihúgu gitó cāne ku b'ryo atā mūntu ashobóra kubēshera uwūndi. Nkakó nībaza kó arí utūntu twó gukīngiriza twā politike kukó bárya bāntu bó kw'ī Rānda uwōgēnda unó mūsi akabábaza ati wewé urī ndé? Vyōse birāzwi mu burūndi turāzinanyi, ntā nūmwe abēsha uwūndi, mu Burūndi ushobora gutēmbēra imīnsi itatu ukaba ubūmaze? Jēwé ndāzi kó imbere yūkó dushirāho amasēzerano yó guhāgarika intāmbara, ni jēwé narí mpāgarikiye umuhari wa CNDD-FDD. Ivyó jēwé rēro ndabivuga kā mūntu yēmera n'imbere y'Imana mushóbora vyōse, kó ivyo bīntu atarí vyó. Uravyēmera cānké ureké, mugábo ndakubwīye yūkó atarí vyó, icābona kidashobóra kubēsha ni Imāna.

P6. Ikīndi na có singōmbwa ngo bēmérwe na FNL, cānké na ndé. Mu ngōrane twāgīye turacānamwó, ibishitse kurí bárya ntibishikiye Palipehutú FNL gusa. Na twēbwé vyāradushikiye, tuja turarāba ingéne twōja mu mugāmbi w'ámahóro. Twāgīye turamānyagurika, ubwā mbere baratāngura baja kwā NDAYIKENGURUKIYE, kwā NYANGOMA. Mbe ayo mababá twēbwé mwībaza yūkó turí kumwé? Twārabīyamirije mugábo nticābujije kó babāndanya umugāmbi w'ámahóro. Nagōmba kubabwīra rēro kā mūntu azí ingōrane ziba mu mihari irwāna, iyó ubōnye umūntu agútānye urugāmba, umufata nk'ūmwānsi. Ahūbwo uramwāmbika n'ībāra ryōse ritabáho, ni kó bimezé. Mugábo ukurí kókó kuba ari kumwé, haragera igihe ntimúhūze mu mpéra n'impérūka amahérezó y'inzira ní mū nzu, muhwānira kwūbaka igihúgu.

P7. Bitebé bitebūke uzomubēshuza, mu myāka itatu, iné, itānu, bárya barí kw'ī Rānda, uzosānga bāvugana nēzá na bárya

rebel CNDD-FDD ; d'autres ne les acceptent pas, je pense que le Burundi est un très petit pays à tel point que personne ne peut proférer des mensonges à l'endroit de l'autre. C'est vrai, je pense que ce sont des manœuvres politiques car si on se rend à Randa et leur demander, toi tu appartiens à qui ? Tout est connu, au Burundi nous nous connaissons, personne ne peut mentir à quelqu'un d'autre, le Burundi est un pays que tu peux parcourir en trois jours ? Moi je sais qu'avant que nous fassions le cessez-le-feu, c'est moi qui étais à la tête du mouvement CNDD-FDD. Donc je dis cela en tant que quelqu'un qui croit en Dieu, le tout puissant, ce qui se dit n'est pas vrai. Que tu l'acceptes ou pas, je te dis que ce n'est pas vrai, le témoin qui ne peut en aucune façon mentir est Dieu.

Autre chose, ce n'est pas impératif qu'ils soient acceptés par FNL ou par quelqu'un d'autre. Dans les situations difficiles dans lesquelles nous avons vécu, ce qui est arrivé à ces gens n'est pas arrivé au Palipehutu FNL seulement. Même chez-nous, cela est arrivé, nous avons opté pour aller dans le processus de paix. Nous nous sommes morcellés, premièrement il y a ceux qui sont allés chez NDAYIKENGURUKIYE et chez NYANGOMA. Pensez-vous que nous sommes ensemble avec ces ailes ?

Nous les avons chassés mais cela n'a pas empêché qu'ils continuent à poursuivre le processus de paix. Je voudrais donc vous parler en qualité de quelqu'un qui connaît les problèmes qui surgissent au sein des groupes armés, si quelqu'un abandonne lors de la guerre tu le considères comme un ennemi, d'ailleurs tu cherches à l'accuser de tous les maux, c'est comme ça. Mais la vérité doit être là, il y a des moments où vous ne vous convenez pas, mais fin des fin vous terminez par vous entendre et vous vous rencontrez tous dans la construction du pays.

Tôt ou tard tu le démentiras. Dans trois ans, quatre, cinq, ceux-là qui sont à Randa, tu finiras par constater qu'ils seront en bon terme

bó kwā RWASA. Ni nk'úkó nātwe vyātugēndeye, abó kwā NYANGOMA tuvugana nēzá, abó kwā NDAYIKENGURUKIYE tukaba tívugana nēzá, dusāngiye n'ibikorwá. Mugábo imbere y'úkó tujá mu mugāmbi w'ámahóro ntivyāshoboka. Kwāri kwīnūbana nk'imbaba n'ákayābú. Ibīntu rēro bijāna n'igihe cāvyo. Níyo nahó hāgera kó bēmerérwa ngó babé umugāmbwe, bazōsubira kubābwīra bati murīkebukeka mugarúke, dusubíre hamwé kugíra dusubíre turōnke utuguvú na dukēyí. Ni ibīntu bishiká, ntimúze mutāngāre rēro. Ivyó mwābonye mu mwāka wa 2004, 2005, bizōhīnduka ku buryó musigāra mwībaza muti ibi vyó vyāgēnze gúte? Ivyādushikiye, ni vyó vyāshikiye Palipehutú FNL mugábo bigira igihe, bikagira nīhézezo ryāvyo. Mozōbibona, mu myāka itatu, iné, bazōsigara arí abagēnzi.

R.4: P1. Harihó uwabájije ikibázo có kwōngera imishahara, twarawōngeye, ati nōné ayo mafrānga y'ibirārane y'amēzi atatu azōboneka ryāri? Amafrānga azōboneka ndībaza kó igicé cā mbere c'āyo mafrānga bārakirōnse murí kunó kwēzi. Ndībaza kó amēzi 6 y'ibirārane twātānguye kuriha atatu yā mbere, twīzeye rēro kó ayāndi bazōca báyagirakó Noël nzīza. Tuzōgira ibishóboka kugíra ku Noël nó ku Bonne année abonéke, mberé azōba ajé hágeze. Kāndi mū ntégūro y'amāfrānga twārayashizemwó arimwó, n'ukurema mugábo mu kwēzi kwā 12 azōboneka.

P2. Ikīndi na có, inyígīsho z'ícōngereza n'igiswāhirí mu myāka yā mbere n'iyakābiri, ati mbēga nōné kó bidatēra imbere cāne, mwīteguriye kubívamwó? Ihí bāmbewe, igihe twāfata umugāmbi w'úkó abāna bīga ku būntu, bēnshi bagira ngo nīwōshoboka mugábo iyó ufashé umugāmbi, ni ugukóra sí ukwīcara. Fata umugāmbi ukūre amabóko mū mpūzu ukoré. Ingōrane yāri iy'amashūle, ndababwīre, bīcīye mu migāmbi ya Lēta

avec les fidèles de RWASA ; ça a été le cas chez nous, ceux de NYANGOMA nous sommes en bon terme, ceux de NDAYIKENGURUKIYE eux aussi nous sommes en bon terme, nous partageons même les travaux. Mais avant de rejoindre le processus de paix ce n'était pas le cas de s'accuser mutuellement. Chaque chose a donc son temps. Au cas où on leur acceptera de fonctionner comme parti politique, ils leur demanderont de revenir, pour qu'ils se mettent ensemble et constituer une force consistante. C'est une chose normale, il ne faut pas que vous soyez surpris. Ce que vous avez vu les années 2004, 2005 va changer jusqu'à ce que vous vous demandiez de quoi il s'agit. Ce qui nous est arrivé, c'est cela qui est arrivé au Palipehutu FNL mais c'est périodique, ça a aussi la fin. Vous le verrez, dans trois ou quatre ans, ils seront des amis.

Il y a quelqu'un qui a posé la question en rapport avec la majoration des salaires, nous les avons majorés, il demande quand les arriérés de trois mois restants seront perçus. L'argent va être perçu, je pense qu'ils ont déjà en la première tranche de cet argent au cours de ce mois. Nous avons commencé par payer trois mois d'arriérés, les 3 restants, ils vont être reçus à la fête de Noël prochain. Nous ferons le tout possible pour que ,aux fêtes de Noël et de Bonne année cet argent soit disponible d'ailleurs, ça sera à point nommé. En plus, ces arriérés sont inscrits dans la prévision budgétaire, il faut être tranquille cet argent sera perçu au mois de Décembre.

Autre chose, l'enseignement de l'Anglais et du Kiswahili dans les classes de 1^{ère} et du 2^{ème} année, il demande pourquoi ce projet n'avance pas bien, il demande si nous nous préparons pour abandonner le projet. Pas du tout, au moment où nous avons entrepris le projet de la gratuité de la scolarisation des enfants, beaucoup de gens pensaient que ce n'était pas possible mais si tu te fixes un programme, il faut travailler, il ne faut pas croiser les bras. Le problème majeur était celui de construire

n'ibikorwá rúsangi, ikibázo c'inyúbako z'amashüre tuzōba twāgikūye mū nzira bitarēnze umwāka w'2009.

P.3 Yābajje kāndi ati ibikórēsho ni gúte ? Ibikórēsho, harihó nk'ibitabo, twācīye twihūtira ryā hīngūriro ry'ibitabo, ubu twārarināgūye, ku buryó risigāye rihīngūra ibitabo vyinshi ku mūnsi, gusūmba ukó ryāhora ríkora.

Uko bukēye tugēnda turatānga umwāka wā mbere, wa kábiri, wa gátatu, wa káne, wa gatānu. Mugábo murí ivyo vyöse turíko turakóra, ntā na kímwe cāriko kirakórwa mu gihe c'intāmbara. Imyāka cúmi yararēnganye atā gitabu bafise. Murí kíno gihe rēro n'úkūwbaka bé nó kwītwārarika ibikórēsho ubu twēbwé turatānga intébe zishiká ku bihūmbi mirōngo iné na bitānu mu mashüre matōmató. Mu gihe c'intāmbara ntivyāri birihó. Kāndi murí kíno gihe tugayá intébe cāne, abāna bācu bīcara ku ntébe nzīza, abīcara mu gihe c'intāmbara bīcara kū ntébe mbí. Twāzanye intébe nzīzá, izīndi tuzōzirōndera mpaká tuzikwīze. Ni nk'úkó nāwe urímwo, bidusaba gukóra. Hariho uwūndi yambáriye ati mwēbwe murívugīsha, ati twēbwé tūcīga twīcara kurí twā dutébe dutōyi, tumwé bīta udusōngabugali, akíkūriye mu hirá. Mugábo twēbwé ikibázo kijānye n'índero, haracāri akāntu kakigōrānye kó kumenyēsha abavyēyi kó ikibázo c'índero aríbo bategérezwa ku gífata mu minwe.

P4. Mu bīndi bihúgu, muzōbibazé nēzá, nīmbá hāri ikīntu kizīmvyē, ní ukwīgīsha umwāna ndétse nó mu bihúgu bitēye imbere. Mugá ivyó ntitwōbihōra abanyāgihúgu, bazōteba bacé ubwēnge baboné kó ukó bukēye ukó bwījé, umwāna wāwe utegérezwa kumwītwārarika. Kubēra ikí ufisé umwāna wāwe wēméra kum'urihira ibihūmbi mirōngo itāndātu

des écoles, je vous le dis, à l'aide des projets de l'Etat et les travaux communautaires, la question de construire des écoles sera vidée d'ici 2009.

Il a également demandé ceci : le matériel didactique c'est comment ? Le matériel, il y a par exemple des livres, nous nous sommes précipités vers l'entreprise chargée de la confection des livres, elle a été réhabilitée, à tel point qu'actuellement elle fabrique beaucoup de livres par jour par rapport aux années antérieures.

Chaque fois, nous distribuons à la 1^{ère} année, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e. Mais parmi tous ces travaux que nous sommes en train de réaliser, rien ne se faisait pendant la guerre. Dix ans ont été écoulées sans qu'ils aient aucun livre.

Actuellement donc, ce n'est que construire et s'occuper du matériel scolaire. Dans ces jours-ci, nous distribuons environ quarante cinq mille bancs-pupitres dans les écoles primaires. Pendant la guerre, ce n'était pas le cas. Dans ces moments où nous sous-estimons les bancs-pupitres, nos enfants s'asseoient sur de beaux bancs, pendant la crise, les enfants s'asseyaient sur de mauvais bancs. Nous avons amené de beaux bancs, nous allons chercher d'autres. D'ailleurs, toi aussi tu es impliqué, ça demande de fournir des efforts.

Il y a quelqu'un qui m'a dit ceci : pour vous ce n'est pas grave, nous lorsque nous étudions, nous nous assayions sur de petits bancs, on les amenait de chez nous.

Mais dans le domaine éducatif, il y a encore quelque chose qui ne va pas bien, il faut sensibiliser les parents que ce sont eux qui doivent prendre en main cete question de l'enseignement.

Dans d'autres pays, allez demander, si il y a des choses qui sont chères, c'est bel et bien assurer l'enseignement d'un enfant même dans les pays développés. Mais on ne peut accuser la population, au fur du temps elle finira par comprendre qu'il faut s'occuper de son enfant. Pourquoi tu ne le laisses pas à la maison ? Ceux-là, ce sont les parents qui ont déjà compris l'avantage de s'occuper de leurs

akaja kwiga mw'ishüle uti uryá mwána azōdūga. Kó utámugumije hárya ? Abo ní abavyēyi bamáze kubóna, bati abána bâcu tubítwārarike, bati n'útwó turōnka twōse tutumúshirekó, mugá intébe uzikoré utagirá ahó uzishira ní ingōrane. Igitabo ukízanye bícaye mūnsí y'ígiti, kikanyâgirwa gica gihera. Abârimu nabó twārāye dúshizemwó ibihūmbi bīngāhé ? Hāfi bitatu ndībaza. Mugá ntiduhejeje kukó búrya ikibázo có kwīgīsha, abârimú ubāndānya ubīnjiza. Nk'úkó abó twīnjije, dufatira ku ntégūro y'ámaherá tuzōkórēsha. Mugábo mu mwāka wa 2009, tuzōshiramwó bēnshi kukó ubu tubāndānya kūbaka. Ubu ni bwó twā mbere habonétse inguvú zinganá ukūrahó turíko turashíra mu gisáta c'índero, turīndiye mbere kó duhebérwa amadení, amafarānga tuzōca túyashira mu bijānye n'índero.

P5. Hari ikigega rēro cāhora gishīnzwe ivy'índero « fonds commun de l'éducation », na có nyéne ubu, incuti ziboná ukūntu turíko turítwārarike ico gikorwá, mwarāye mwūmvīse kó aba farānsa barāyé bururukirijemwó imilíyōni cúmi. Eee barururutsa nyéne, mbere n'ūbu aba nyāmērika bāshizemwó ukūndi kūntu, ducé dúkora iyīndi migāmbi tutāri bwākoré. Mugábo iyó tutabikóra, ntā na kímwe banezwé, bīcara bákoma amashí ngo duhe dushoboye gukóra gushika ahó dusigáye dúfasha abāndi, kāndi twāratānguye kugēnda gufásha mu bijānye n'úmutékāno, n'ibīndi tuzōsigāra dúfasha. Eeee, umurūndi wēse ahó aró ati ese nātwe twōsigāra dúfasha ibīndi bihúgu, ati ivy'úburūndi naráhejeje, hasigaye gufásha abāndi, dukuré twūmva ivyó. Twāratānguye kāndi twātānguriye ahagōye, hárya umūntu asiga agahānga, ibīndi azōba arí ugucīshako gusa.

enfants mais si tu achètes des bancs alors que tu n'as pas de locaux, c'est un problème. Au cas où tu amènes un livre à un élève qui s'assoit sous l'arbre, il se déchire à cause de la pluie. Nous venons d'engager combien d'enseignants ? Je pense un effectif qui avoisine trois milles. Mais ce n'est pas fini, nous recrutons conformément à la prévision budgétaire. L'année 2009 nous allons engager plus, parce que dans ces jours-ci, nous continuons à construire d'autres écoles. C'est la première fois que de tels efforts sont déployés dans le domaine éducatif, nous attendons d'ailleurs l'annulation des dettes ; nous allons orienter l'argent dans le domaine de l'éducation.

Il y avait un fonds chargé des questions de l'éducation appelé « fonds commun de l'éducation », les amis qui voient les efforts que nous faisons, vous avez vu que la France vient d'y verser dix millions. Eee, ils y versent quand même, d'ailleurs les américains y ont versé autre chose, pour que nous réalisons d'autres projets qui étaient dans les préparatifs. Mais si n'avions pas fait signe de déployer nos efforts, ils diraient que nous n'avons aucun souci, que nous quémandons alors que nous sommes capables de travailler jusqu'à ce que nous parvenions à aider les autres, d'ailleurs nous avons déjà commencé à aller aider en ce qui est du domaine sécuritaire, nous allons aider dans d'autres domaines. Eee, il faut que tout burundais dise ceci : que nous aidions d'autres pays, ce qui est en rapport avec le Burundi, j'ai terminé, il faut grandir avec cette idée. Nous avons commencé, d'ailleurs, nous avons commencé par un domaine dangereux, là où quelqu'un peut risquer la mort, pour le reste, ça sera facile.

DEUXIEME SERIE DE QUESTIONS

Q1.P1 Jēwé nītwa Eric MĀNIRAKÍZA nkaba nkórerera rādiyo R.P.A. Nashāka kukúbaza ikibázo cērekeye ivyā politique, imibāno n'úbutūnzi. Mpēreye ku vy'úmutekano, harapfá abāntu bēnshi gusūmba mu bihe vy'intāmbara. Mwaravúze kó umutēkāno ubu watēye imbere, mbēga abo bāntu bapfá murí kīno gihe vyōba bíbatēye amakēnga? Ku vyērekeye murí komīne ya Rutegama, mu kwēzi kw'icumi 2007, ahó abapōlīsi bamwé bāgirizwa ko bāsīnzikaje ubuzima bw'ábāntu, urubānza rwāragīye murí sēntāre mugábo abo bapōlīsi bāgirizwa ntíbitavye. Ivyo vyābāye mu Rutegama mwōba mwārabiménye?

P.2. Murí iki c'úmutēkāno nyéne, nashāka gushíramwó ikibazó c'í MUYINGA. Cāravuzwe cāne, cērekeye abāntu mirōngo itatu barēngá, hari uwavyēmeje avúga kó yabítumwe, ari wé Vital BĀNGIRINAMA. yahóra arōngōye intārá ya káne ya gisirikare. Aríko akavuga yūko yatúmwe n'ábó hējuru, akavuga umushikirangānji wó kwivuna abānsi, akavuga abarōngōye état major bōse, akavuga kó imbere yūko abishikákó yabájije n'úwurōngōye iperereza, hānyuma kāndi bavuga yūko na buramatāri yāri abīzi, ngo kó n'úwarārōngōye iperereza muri irya ntārá yari abīzi, gushika n'ūbu rēro ico kibázo kiracātēye amakēnga. Hakavugwa yūko hari abāntu babuza yūko uyo Vital BĀNGIRINĀMA ahagárikwa. Ico gihe harihó umunyágihúgu yakíbajije, mwāri mu kirūndo, atí hējuru harihó abānka yūko afatwá. Nāmwe muti hējuru ni hēhé? Kó hari ibití, hari n'inyoni? Mūnyuma muravúga mw'ijwí ryā Amērika kó mwānse yūko ahagárikwa mu mīnsi yā mbere kukó mwātinya kó igipōlīsi cāri gushāmirana n'ígisirikare, mbēga vyāri gushāmirana gúte? Hari ikibázo dufisé, hōba hāri abarí hējuru y'amatégekó? Vital BĀNGIRINĀMA mu vyó yavúze, avuga kó bírya bīntu bitābāye i MUYINGA hōnyene,

Je m'appelle Eric MANIRAKIZA, je travaille à la R.P.A. Je voudrais poser une question en rapport avec le domaine politique, social et économique. En commençant par le côté sécuritaire, on enregistre beaucoup de morts plus que pendant le moment de la guerre. Vous avez dit que la sécurité s'est améliorée dans ces jours-ci, auriez-vous des inquiétudes par rapport à ces gens tués? Pour ce qui concerne la commune rutegama, au mois de Décembre 2007, où certains policiers sont accusés d'avoir torturés les mains de la justice mais les accusés ne se sont jamais présentés. Vous aviez été au courant de ce qui s'est passé à Rutegama?

Toujours sur cette question sécuritaire, je voulais insérer la question de MUYINGA. Elle est connue et concerne plus de trente personnes assassinées. Il y a un certain Vital BANGIRINAMA l'ex-commandant de la 4^e région militaire qui a avoué qu'il l'a fait mais par ordre de ses supérieurs. Il a cité le Ministre de la défense, le chef d'état major de l'armée; il a d'ailleurs précisé qu'avant de commettre ce forfait, il avait averti le chargé de la documentation à MUYINGA et on ajoute que le gouverneur en était au courant et jusqu'à maintenant, cette question inquiète plus d'un. Il se dit qu'il y a des gens qui ne veulent pas que Vital BANGIRINAMA soit arrêté. Il y a quelqu'un qui l'a dit, vous étiez à Kirundo, il a dit qu'en haut il y a ceux qui ne veulent pas qu'il soit arrêté. Et vous, vous lui avez demandé: en haut c'est où? En haut il y a les arbres, il y a les oiseaux! Vous aussi, vous avez dit à la voix de l'Amérique que vous avez refusé, qu'il soit arrêté dans un 1^{er} temps pour éviter que la police et l'armée se confrontent. Comment est-ce qu'elles pouvaient se confronter? Nous avons une question; est-ce qu'il y a des gens qui sont au dessus de la loi? Parmi ce que Vital BANGIRINAMA a dit, il a fait savoir que de telles tueries n'ont pas été faites à MUYINGA seulement, que elles ont été faites dans différents coins du pays, que ce cas

kó vyābāye hēnshi mu gihúgu, yúko wēwē vyāmenyēkanye kukó yabíkoze nābí.

P.3 ku vyērekeye politike nyéne, harihó imigāmbwe ivúga yúko itōróherezwa mu nāma zābo zā mīnsi yöse, yúko abatégetsi bababuzá, bagasaba yúko amatégekó yōkuríkizwa. Hakaba na bírya vyó kwēmerera imigāmbwe, harihó Palipehutu FNL, bavúga bati bātegerezwa kwēmererwa, bati twehó n'úko tuyēmānga, bati harihó iyīndi migāmbwe yīsūnga ubwōko mugābo itavyēmānga. Ico kibāzo mbēga cōba kígezehé? Harihó mbére na MSD bavúga bati hīndura ivyērekeye umutēkāno, nabó bati umutēkano n'ūwābanyagihúgu, bati harihó n'āmashirahámwe yīyítirira kó acūngēra umutēkāno nk'ārya ya PSG n'áyāndi, bakōngera bati n'umugāmbwe urí ku butégetsi harimwó force, harimwó défense. Navyo nyéne ivyó bijējwe igihúgu. Ivyo mubivugakó ikí?

P4. Hakaba n'íkibāzo cērekeye bárya bashīngamatēka mirōngo ibiri na bábiri bāvūye mū nāma nshīngamatēka. Mwībúke kó abābivuzekó bāshikirije yúko amatégekó yahónyāzwe, kó atā nahámwe vyāndítse kó umushīngamatēka avūye mu mugāmbwe akaja mu wūndi bacá bāmukūra, kukó harihó n'ábāndi bāvūye mu yīndi migāmbwe baja mu mugāmbwe urí ku butégetsi batīgeze bābakomakoma.

P.5 Icērekeye ic'ūbutūnzi, cērekeye indēge yahóra irérura umukurú w'ígihúgu, Falcon 50. Rapport yarásohotse, murí iyo rapport harihó uwabājijwe, aha nōvuga uwahóra arí umuyobōzi mwīshikirá mu biro vyānyu, n'ūwahóra arí umushikirangānji w'íkigega cā Lēta, bavuga ukūntu vyāgēnze, mu bīntu vyāvugwa, haravúgwa yúko indēge itāri ikómeye. Ariko hōhó bāvuzze yúko indēge yarí ikómeye vyābāye kubēra ikibāzo c'ūmutēkāno. Na mwēbwé mwārīgeze kuvúga yúko indēge idakómeye. Twāshāka mudutōmōrere. Ikīndi nacó harihó contrat

de Muyinga a été connu parcequ'il y a eu de sa part une erreur de procédure.

Toujours à propos du côté politique, il y a certains partis politiques qui se plaignent en disant que leurs droits de tenir des réunions ont été bafoués. Il y a également la question qui concerne l'agrément des partis, ici je veux dire le politpehutu F.N.L. Ils disent qu'ils doivent être agréés étant donné que ce ne sont pas eux seuls qui prônent l'ethnisme, tout simplement ils le font en plein air. Selon eux, il y a d'autres qui mettent en avant l'ethnisme mais d'une manière clandestine. A quel niveau se situe cette question, Il y a également le cas du M.S.D, ils disent que la question sécuritaire incombe à tous les burundais, qu'il y a d'ailleurs certaines sociétés qui disent qu'elles assurent la sécurité, c'est entre autres le P.S.G et d'autres, ils y ajoutent que même dans le parti au pouvoir, il y a le mot « force », il y a aussi le mot « défense » alors que toutes les deux devraient être assurées par le pays. Qu'est-ce que vous en dites?

Il y a en plus la question concernant 22 députés qui ont été chassés du parlement. Souvenez-vous que ceux qui se sont exprimés ont fait savoir que la loi n'a pas été respectée, que nulle part n'est écrit que lorsqu'un député change de parti politique il doit être chassé, ceci parce que qu'il y a les députés qui auraient quitté d'autres partis politiques pour embrasser le parti au pouvoir mais qui n'ont pas été bouleversés en rien.

La question économique concerne l'avion qui déplaçait le président le Falcon 50. Dans un rapport publié, il y a ceux qui étaient interrogés, ici je citerai l'ex-chef du cabinet à la présidence et l'ex-chef des finances. Parmi les propos tenus on disait que l'avion n'était pas en bon état, mais ces gens interrogés ont affirmé que l'avion était en bon état, qu'il a été vendu pour des raisons sécuritaires. Et vous, vous auriez dit que l'avion n'était pas en bon état. Autre chose, il y aurait un contrat de vente qui reste introuvable. A propos de ce contrat, les experts en matière d'aviation,

de vente gushika n'ubu itaraboneka. Iyo contrat de vente abahinga mu vy'indege baravuga bati, rirya gurishwa ryohaganagwa kuko indege yaribwe, muri irya rapport y'abashingamateka ni ko babivuga, bati iyo contrat de vente yoboneka, mberé barya ari Dieudonné NGOWEMBONA canké Martin MBAZUMUTIMA, bakavuga bati nkumbure yoba ihari, bati yoba iri muri présidence. Hari amafaranga angana n'ama dolars 236.000 ishirahamwe ryari rijewe gusuzuma irya ndege ryashubije igihugu kuko igihugu cariha amafaranga imbere, ariko mu vyavugwa ko indege igurishwa bavuga ko indege iheranye, mbega ivyo murazizi ko mu biro vy'umukuru w'igihugu bari bajewe irya ndege? Vyagenze gute kugira bashobore kuzaguhenda leta kandi mu biro vy'umukuru w'igihugu ari bo bari babizi.

R.2.P.1 Murakóze nyakubahwa mukuru w'igihugu kubona mumpaye ijambo, jewe nitwa Déo NIYONIZIGIYE nkaba nkóreraradio ISANGANIRO mu ntara zo hagati mu gihugu. Jewe narimfise ibibazo bibiri : Ica mbere nashaka kubabaza icukurwa ry'ubutare mu ntara zitandukanye z'igihugu ingene zitunganyijwe kuko narigaze kumva umushikiranganji ajewe ivy'ubutare n'agataka avuga yuko baseseranye n'abacukura ubutare ahantu i Musenyi mu ntara ya Bururi kugira itohozza, gutata ubutare mu kiringo c'imyaka indwi. Abagerereye aho i Musenyi mu ntara ya Bururi, abegerereye mu ntara ya Cankuzo, abegerereye mu ntara z'ubururuko nka Muyinga n'ahandi, bavuga kw'ubutare bucururwa ukuri kwanye atari ibintu vyokubutata. Twashaka rerokumenya ingene ubwo butare buriko buracukurwa, ko hariho inyandiko zihuzza leta y'Uburundi n'imirwi y'abanyamahanga benshi bacukura ubwo butare kuko turamaze kwumva ko ubwo butare budacukurwa kumugaragaro, ko umuhari C.N.D.D. F.D.D. ukiri mw'ishamba woba warafashe

demandent que cette vente soit annulée parce que l'avion a été volé, cela est stupide dans le rapport publié par le parlement, ils souhaitent que ce contrat de vente soit public, d'ailleurs que ce soit Dieudonné NGOWEMBONA ou Martin MBAZUMUTIMA, ils disent que ce contrat doit être quelque part qu'il serait à la présidence. Il y a une somme de 236 000 dollars que la société qui était chargée de faire l'entretien dudit avion a remis au Burundi parce que cet argent était prépayé, mais parmi les motivations données à propos de cette vente, on disait que l'avion était endetté, étant donné que c'est à la présidence où était chargée la question de cette avion, connaissez-vous cela? Comment sont-ils parvenus à tromper l'Etat alors que c'est la présidence qui en était responsable?

Je vous remercie Excellence le Président de m'avoir accordé la parole, moi je m'appelle Déo NIYONIZIGIYE, je travaille pour la radio ISANGANIRO dans la région centre du pays. Moi j'avais deux questions : En premier lieu, je voudrais vous demander comment est organisée l'extraction des minerais dans les différentes provinces car j'ai entendu que le ministre de l'énergie et des mines s'est convenu avec les extracteurs de faire des tests, des essais de ces minerais pendant 7 ans. Ceux qui sont proches de Musenyi, ceux qui sont proches de CANKUZO, ceux qui sont proches des provinces du nord comme MUYINGA et ailleurs, ils disent que l'extraction se fait au vrai sens du terme, qu'il n'y a pas question de faire des tests ou essais. Nous voudrions donc savoir comment ces minerais sont en train d'être extraits, s'il y a des écrits entre l'Etat burundais et ces groupes étrangers d'extracteurs car nous avons déjà entendu que l'extraction ne se fait pas dans la transparence, que le mouvement C.N.D.D. F.D.D. au moment où il était encore au maquis aurait pris des armes par dette et qu'il serait en train de rembourser à travers ces minerais extraits. Il y a d'autres qui disent que les

ibigwānīsho ukaba urīko urīshura bīcīye murí ubwo butāre. Hari kāndi n'ábavúga kó zā nzu z'ūmwūzuriraho Lēta yēmerera abakózi kó zizōvá murí ubwo butāre. Mbēga kurí ivyo bīntu ukurí guhagaze hēhé ?

P.2. Ikibázo kigirá kabiri, nashāka kubáza icó Lēta murōngōye itegékanya kugira ifaté cókimwé abakózi bā Lēta. Baravúga murí kíno gihúgu kó ingōrane bēne gihugu bāgiye baragira zāvūye yūko batāgiye bāfatwa kumwé, n'ūbu biragaragara. Hariho abakózi bā Lēta, imigwi imwé imwé, irāzwi, yōhempa uyūndi mukózi wa Lēta, n'ūwūndi, n'ūwūndi akamūhempa. Twēbwé rēró twāshāka kubáza ingéne muzōngānīsha abakózi bā Lēta bāngānya amashūre ahó bamwé bagēnda baratwēnga abāndi na bó bījiriwe. Murakóze.

Q3.P1. Jēwé nītwa NSHIMIRIMANA Didier nkaba ndí umuményēshamákurú mu kinyámakurú Net press. Jēwé mfise ibibázo bibiri, icā mbere cērekeye ubwīgēnge bw'abaményēshamákurú. Nyakwūbahwa mukurú w'igihugu, hariho itégeko ribohéye amabóko i mugōngo abaményēshamákuru. Abaményēshamákurú, kubēra kó hariho itégeko rivugá kó bashobóra gupfūgwa ufātiye kuvyó bāsohóye cānké bāvuzé kubēra atarí vyó cānké bitanējéreje uryá cānké urīya, bagapfūngwa hānyuma ugasānga ivyó bāgirizwa si vyó. Mwēbwé mwāri mwērekanye ugushāka gufāsha abaményēshamákurú mu mwūga wābo. Muranēmera yūko n'īryo tégeko rizōhavá, umuményēshamákurú yāgirijwe biryá cānké birīya, ubutūngāne bugakóra, bakamucīra igihano mugábo bátamupfūnze. Mugábo nk'ūkó mwābibōnye mu 2006, abaményēshamákurú Serges NIBIZI hamwé na Domitile KIRAMVU bārapfūnzwe mū nyuma basānga ivyāgirizwa abo baményēshamákurú sivyó. Ubu nahó biherūka kubá ahó uwurōngōye Net press, Jean Claude KAVUMBAGU

maisons préfabriquées que l'Etat a promises aux fonctionnaires proviendraient de ces mêmes minerais. A propos de cette affaire, où est la vérité?

Pour la deuxième question, je voudrais vous demander que ce prévoit l'Etat dont vous êtes à la tête pour traiter de la même manière les fonctionnaires. Il se dit que les problèmes qu'a connus la population burundaise ont été causés par l'inégalité sociale, même actuellement, c'est évident. Il y a certains groupes de fonctionnaires, ils sont connus, qui peuvent payer un autre fonctionnaire. Nous voudrions donc vous demander comment vous allez traiter les fonctionnaires ayant le même diplôme au moment où certains sont bien à l'aise et d'autres sont dans la misère. Je vous remercie.

Moi je m'appelle Didier NSHIMIRIMANA, je suis journaliste au journal Net press. Moi j'ai deux questions, la première concerne la liberté de la presse. Excellence Monsieur le Président de la République, il y a un décret qui ne favorise pas les journalistes. Ils publient des choses ou les diffusent, mais comme il existe un décret stipulant qu'ils peuvent être emprisonnés suite à ce qu'ils auront communiqué si du moins ce n'est pas vrai ou si ça ne plaît pas à tel ou tel autre, on les emprisonne mais par après, on constate que ce dont ils sont accusés n'est pas vrai. Vous, vous aviez promis d'aider les journalistes dans leur métier. D'ailleurs, vous aviez promis que ce décret soit révisé. Mais comme vous l'avez vu en 2006, les journalistes Serges NIBIZI et Domitile KIRAMVU ont été emprisonnés et puis, il a été prouvé que leurs accusations n'étaient pas fondées. Dans ces jours-ci, le même scénario s'est produit et le Directeur de Net press Jean-Claude KAVUMBAGU a été emprisonné. Ça va faire bientôt trois semaines qu'il est en prison accusé de propos diffamatoires lancés par son journal. Que faites-vous Excellence Monsieur le Président

yapfũnzwe, agire akwĩzé indwi ya gátatu arí mw'ĩbóhero azíra ibĩntu vyóba vyáravúzwe mu kinyámakurú cĩwé, mu butũngāne ntā rubānza bĩgeze bāmucĩra. Nōné ga nyakũbahwa mukurú w'ĩgihúgu, mukora ikí kugĩra muremēshe abaményēshamákurá mu kazi kābo?

P.2. Akabázo kagirá kabiri kērekeye abó nōkwĩ:a abapfungiwe ivyā politike. Harimwó uwĩtwa Hussein Rajabu. Hariho abavúga yúkó arí umũntu apfungiwe ivyā politike, si wēnyené gusa, hariho uwĩtwa pasteur MPĀWENAYÓ, hakaba abĩtwa ba GĀTAYĚRI nikó bamutāzĩra, hakaba n'ábāndi, nōne ga nyakũbahwa mukurú w'ĩgihúgu, abo bāntu bazira ikí? Bazira ikirí ukurí? Abo bāntu bazōrwa mw'ĩbohero? Ivyo bĩntu mubivuzekó iki? Murakóze.

Q.4. P1. Jēwé nĩtwa Léonce NTĀKARŪTIMĀNA, nkorera rádiyo Star FM mu Kayogoro mu ntárá ya MÁKĀMBA. Mw'ĩjāmbó mwāshikirije i Makāmba mwĩbuka imyāka itatu mūtōwe ngo murōngōre igihúgu c'Ūburũndi, mwāvuzze yúkó hariho amatégeko akĩngira abanyũruza itũnga ry'ĩgihúgu. Twāshāka gutōmōrerwa nēzá ayo matégeko hānyuma tumenyé yúkó kumbúre hamazé imānsi hávugwa bēnshi banyurúza itũnga ryā Lēta, mberé bamwé bakagēnda n'indēge bagashika i Burayé. Mbēga ayo matégeko niyó yóba yarabakĩngiye kugĩra gushika uyu m'ĩnsi ntibabandānye bākurikiranwa?

P2. Akabázo kagirá kabiri ni akajānye cāne cāne n'ĩngōrane z'amatōngo zivugwá mú ntárá z'ubumanuko. Mũ ndwi ihezé, n'icēgēra cā mberé c'umukurú w'ĩgihúgu cārashĩtse murí komĩne ya KÍBAGO, ahó ibĩntu vyāri bĩgĩye kuméra nābí hagatĩ y'ábarũndi bahũngũka n'ábasāngwa. Aríko nāhó vyāgēnze uko icēgēra c'umukurú w'ĩgihúgu kigasukamwó mabĩsi, uwurōngōye komĩne ya KÍBAGO yarāvuzze ati ntaho birāja, n'ũbu harihó abāntu

de la République pour tranquilliser les journalistes?

La deuxième question concerne ceux que je pourrais appelé des prisonniers politiques. Il y a un certain Hussein RAJABU. Il y a ceux qui disent qu'il est prisonnier politique, il n'est pas seul, il y a un autre appelé Pasteur MPAWENAYO et quelqu'un connu sous le sobriquet de GATAYERI et bien d'autres, alors Excellence le Président, ces gens sont accusé de quoi? Leurs accusations sont réelles? Ils vont périr dans la prison? Qu'est ce que vous en dites? Merci

Moi je m'appelle Léonce NTAKARUTIMANA, je suis journaliste de la radio star F.M à KAYOGORO en province MAKAMBA. Dans votre allocution à MAKAMBA au moment du 3e anniversaire de votre accession au pouvoir, vous avez dit qu'il existe certaines lois qui protègent ceux qui détournent les bien du pays. Nous voudrions un peu de lumière à propos de ces lois et nous voudrions savoir, étant donné qu'il y a dans ces jours-ci des gens qui sont pointés du doigt dans les détournements des biens publics, d'ailleurs certains s'évadent vers l'Europe. Est-ce que ce sont ces mêmes lois qui les auraient protégés jusqu'à ce qu'ils ne soient pas poursuivis?

La deuxième question concerne les problèmes fonciers rencontrés dans la région sud du pays. La semaine dernière, même le 1er vice-Président s'est rendu en commune Kibago où les choses allaient tourner mal entre les rapatriés et les habitants locaux. Même si le 1er vice-Président est parvenu à les concilier l'administrateur communal de KLBAGO a dit que les conflits sont toujours là, il y a encore certaines gens qui ne sont pas encore convaincus pour céder 50 m sur 50m à un

batarā:ijūka ngo batāngé zā mētéro 50 kuri 50 ku murundi ahūngūtse azūbakemwó akazu. Icó kibázo gisa n'ígiteye ingōrane ku buryó n'ábahūngūtse bagirá bati mbē wā murwi ujējwé kwīga ikibázo c'amatōngo n'áyāndi matūngo kó tutababoná, bībēra i Bujūmbura, ngo bāza rimwé na rimwé, iyó bāje rahó gukórera mū ntārá bakaguma háfi, bakaguma bābabona, hānyuma umuvūka gihugu abákeneye akabarōnka. Mbēga hari intāmbamyi zōba zírímwó hamwé abo bāntu bó murí uwo murwi bagīyē gukórera mū ntārá bajējwé, bakaba háfi y'abanyághúgu?

Q.5.P.1. Murakóze kūmpa ijāmbó, jēwé nītwa Freddy NKURUNZIZA, nkaba nkórera irādiyo IJWÍ RY'ÁMAHÓRO. Ikibázo cā mbere nīki kibázo cērēkeye ibihe tugezémwo, murabóna kó twēgēreje amatōra. Amatōra rēró kugíra abé hari ibīntu vyīnshi bitegērezwa gutégūrwa, musānzwe múbizi, harího ishírwahó ry'úmurwi ujējwe gutégūra amatōra, harího kāndi ishírwahó ryā wā murwi ujējwé kurekuriranira hamwé na yā sēntāre kugíra amatōra azōgere ihári kukó níko bitegēkanijwe. Mpágaze nkó ku kibázo c'úmurwi ujējwe gutégura amatōra, gushika n'ūbu uyo murwi nturashírwahó. Kū ntwāro zāhīndutse, twārabōnye kó imbere yó gushírahó umurwi ujējwé gutégura amatōra, barabájije abatári baké, abāntu bafisé ijūnja n'ijāmbó, abāntu bīzīgiwe mu gihúgu. Ubu rēró ahāntu bīgeze, ibivúgwa ní vyīnshi, abāntu barūmva vyīnshi, na cāne cāne kó ngo abagōmba gushírwahó arí abāntu batīzīgiwe na böse, batazōva mu migāmbwe yōse. Mbēga nyakūbahwa mukurú w'ígihúgu icó kibázo mugīye kugíkemura gúte? Uwo murwi uzōshirwahó ryārí kugirango ubé uratégūra ingéne amatōra azōgēnda ?

P.2 Hari kāndi ikīndi kibázo cērēkeye umurwi ujējwé ukurí n'úkurekuriranira. Navyó nyéne vyāri bīsānzwe bitegekanijwe gushírwahó imbere y'amatōra. Mwaramáze

Murundi rapatrié pour qu'il trouve où ériger sa maison. Cette question semble causer problème à tel point que les rapatriés se demandent où est la commission nationale terre et autres biens (CNTB), s'ils descendent sur terrain, il faut qu'ils approchent la population pour qu'elle leur donne ses doléances. Est-ce que y aurait-il des problèmes si les membres de cette commission viennent oeuvrer dans leur province?

Merci de m'avoir accordé la parole, je réponds au nom de Freddy NKURUNZIZA. Je travaille à la radio IJWI RY'AMAHORO. La première question concerne la période du moment, vous voyez nous approchons la période électorale. Pour que donc les élections puissent avoir lieu, il a beaucoup de choses, qui doivent être réalisées, vous le savez, je citerais la commission électorale nationale indépendante qui doit être mise sur place, il y a aussi la mise en place de la commission vérité-réconciliation et le tribunal pénal spécial pour le Burundi qui doit être mis sur pied. Jusqu'à maintenant, cette commission n'est pas encore mise sur pied. Dans le passé, nous avons vu qu'avant de mettre sur pied la commission électorale, on a interrogé pas mal de gens, des gens respectueux, des gens de confiance dans le pays. Actuellement, il se dit beaucoup de choses, on entend beaucoup de choses surtout que ceux qui vont faire partie de cette commission sont suspectés par certains, ils ne seront pas issus de tous les partis politiques. Comment est-ce que vous allez résoudre cette question Excellente Monsieur le Président ?

Quand est-ce que cette commission sera mise sur pied pour préparer les élections ?

Il y a aussi la question qui concerne la commission vérité-réconciliation. Elle aussi était prévue d'être mise sur pied avant les élections. Vous avez déjà mis sur pied la

gushiraho umurwi ujewe kubaza abanyagihugu ariko umuntu ariko arabiraba umengo muracafise n'ivyó mudahurizako n'ishirahamwe mpuzamakungu na cane cane ku vyerekeye ya sentare idasanzwe yerekeye Uburundi. Mbega ivyo mutahurizako n'ubu ni ko bikimeze? Nimbá ariko bikimeze, tuzoteba tujé mu matora n'izo nzego zitarashirwahó ?

P3. Hanyuma ikindi kibazo nari mfise nyakwubahwa ni icerekeye intwaro ibereye. Benshi baravuga ngaho mu gihugu ko intwaro ibereye ariyo yotegerejwe gutuma igihugu gitera imbere kuva mugishika ku butegetsi mwaravuze vyinshi ariko jewe nagira ngaruke kuri kimwe mwashimikiyeko mukemerera abanyagihugu. Ni ikintu cerekeye ikoreshwa ry'imodoka za leta. Ico kintu mwari mwagishimikiyeko mugishika ku butegetsi, mwaravuze yuko ivyaha biba ku ntwaro zahaze bitazosubira, ko ata modoka y'igihugu izokoreshwa ibikorwa vy'umuryango ndetsé mbere vy'umugambwe kanaka. Mugabo ngira mworaba ko iminsi ya gatandatu canke iyindi minsi, harya i Bujumbura canke kuyindi mirwa mikuru y'intara, hari imiduga ya leta usanga iriko irakora imanza mberé n'imiduga y'igipolisi usanga iri ku manza. Mbe none ivyo vyovyó mugye kubigenza gute ?

P.4. Ikiyabazo ca nyuma nashaka gushikiriza cerekeye ibintu vyó gupfungwa vyasubye, ari abasanzwe baserukira amashiramwe yigenga no mu ma syndicat. Ivyo vyó gupfungwa abo mu ma syndicat ngira bijanye na bimwe bita mutation. Hari benshi bahawe ama mutation baraduga ruguru ngira mwarumvise ipfungwa ry'icegera c'umukuru wa syndicat y'abakazi atari abacamanza, ivyo rero abo tubajije bose ngira muhora muvyumva imigenderanire iri hagati ya leta n'abari muri société Civile. Mberé barajá kure bati bisa no kubabuzza kuvuga ibitagenda nezá kugirango nkumbure abanyagihugu

commission chargée de faire les consultations populaires mais à y regarder de près, il se peut qu'il y a un point de discorde entre vous et l'organisation des Nations Unies surtout à propos du tribunal spécial pour le Burundi. Est-ce que ce point de discorde y est encore ? Si du moins ce point du discorde y est encore, est-ce que nous allons entrer dans les élections sans que ce tribunal soit mis sur pied ?

Ensuite une question que j'avais concerne la bonne gouvernance. Beaucoup de gens à travers tout le pays disent que c'est la bonne gouvernance qui fait que le le pays se développe. Depuis votre accession au pouvoir, vous avez dit beaucoup de choses mais moi, je vais revenir sur une chose que vous avez promise à la population. ça concerne l'usage des véhicules de l'Etat. Vous aviez insisté sur cette question à votre arrivée au pouvoir, vous aviez dit que ce qui se faisait au paravant ne va pas être le cas, qu'il n'y aura plus un véhicule de l'état qui va être utilisé pour les travaux familiaux ou du parti politique. Mais si vous observez les samedi, à Bujumbura ou dans les autres Centres-Villes du pays, il y a certains véhicules de l'Etat qui sont utilisés dans les fêtes, d'ailleurs il y a certains véhicules de la police qui sont utilisés dans les fêtes. Comment est-ce que vous allez traiter ce cas ?

La dernière question que je voulais poser concerne ces emprisonnements qui ont repris, il y a l'emprisonnement des représentants des sociétés privées et les représentants syndicaux. Ces emprisonnements des représentants syndicaux vont de pair avec les mutations à ces mêmes syndiqués. Il y a beaucoup de syndiqués qui ont été mutés vers l'intérieur, vous avez entendu l'emprisonnement du représentant du personnel non-magistrats. Il y a ceux qui disent que c'est une façon de leur faire faire pour qu'ils ne dénoncent pas certains manquements probablement pour empêcher à la population d'être au courant de ce qui se fait surtout que nous approchons la

ntibũmve ibitárikó bigēnda nēzá na burya twĩmirije ibihe vy'ámatõra. Nāshāka ndababāze, kurí ivyó bĩntu mwõhá umwĩzēro abanyághúgu kó ivyo bĩntu bigĩye kuhava cānké mwõgerageza gusígũrira abanyághúgu ingéne ivyo bĩntu vyĩfāshe, n'áho nkũmbũre vyõba bicĩye mu butũngāne ivyo bĩntu mugĩye kubíkũrahó gũte? Murakóze.

période électrole. Je voudrais vous demander si vous pouvez tranquilliser la population à ce sujet ou bien il y a lieu d'expliquer à la population comment est cette situation, même si on opte pour passer pas la justice comment allez-vous résondre cette question ? Je vous remercie.

DEUXIEME SERIE DE REPONSES

R1.P1. Harihó uwavúze ati iki gihe harapfá abāntu bēnshi basũmbá mu gihe twāri mu ntāmbara. Uri umũntu akorēsha ubwēnge ivyó bĩntu wokwēmera yũkó arí vyo ukorēsheje umutĩma n'úbwēnge, ukarāba iyó tuvũye n'iyó turíko turajá? Nikó abāntu barapfá kāndi birabábaje mugá gushika ku rugero duti twõpfuma twĩsubirira mu ntāmbara, jēwé nũmva hārihó ibĩntu bigõye cāne. Mu ncāmaké uca umēngo rēro igihe tugezēmwo ní igihe abarũndi dufatwáko nk'ákarorero murí Afriká. Nĩmbá dúfise ingõrane, turafise izó twĩsāngije múga kíno gihe abarũndi turafátwakó akarorero, hāba mu ntwāro, hāba mu vyērekeye guhāngana n'ibibázo dufisé, ivy'umutēkāno birimwo, ama rapport yõse turõnka baradútēra integé bati gerageza mubāndānye aho ní hēzá. Mugábo mu vy'úkuri tugĩye kurābira kure rwõse, tukĩnjira mu mizi y'ibĩntu, tukavuga duti umũntu yõba yizigiye yũkó kíno gihe turimwo twõpfumá twĩsubirira mu ntāmbara, si vyo vyõba arí vyizá. Aríko na wēwe urí umuményēshamákurú mwizá wõmchanũra uti ni vyó iyó umũntu apfũye birabábaje aríko na wēwé uri umuményēshamákurú mwizá ntitwõbigereranya n'ivyó mu ntāmbara túbizi. Murabizi ukũntu vyāgēnze mu ntāmbara, igihúgu cārabāye muri ville morte, abāntu baragesera, baratikira amabarabara arũgarwa. Mbēga yēmwe dúkubitije agatĩma mpēmberõ twõgira duti vyúkuri uyu mumsi hasũmba ejó hahezé, uti ese hõba hēza gusũmba unó mumsi. Umũntu rēro yõba yávuze uko sí vyo kukó igihe tugezēmwo kiratāndukānye no mu

Il y a quelqu'un qui a dit qu'actuellement beaucoup de gens meurent plus que pendant la période pendant laquelle nous étions dans la guerre. Si tu es quelqu'un qui est raisonnable, peux-tu accepter cela comme vrai, si tu analyse d'où nous venons et où nous allons ? C'est vrai les gens meurent et c'est malheureux mais jusqu'à tel point que nous décidons de retourner dans la période de la guerre, moi je vois qu'il y a beaucoup de problèmes. En peu de mots, la période dans laquelle nous sommes est une période où nous sommes considérés comme des exemples en Afrique. Si nous avons certains problèmes ce sont des problèmes qui sont particuliers à nous, mais dans ces jours-ci les barundi sont pris comme des modèles, que ce soit au point de vue administratif, lutte contre des problèmes que nous avons, sécuritaire, tous les rapports qui nous parviennent, ils nous encouragent et nous disent que nous sommes dans la bonne voie. Mais si nous analysons bien, quelqu'un qui dit que vaut mieux qu'on retourne dans la guerre, cela ne peut pas être bon. Mais toi qui es un bon journaliste, tu peux le conseiller en lui disant que c'est vrai si quelqu'un meurt, ça fait mal mais on ne peut pas comparer cette période avec celle du moment de la guerre alors que nous connaissons ce qui s'est passé. Vous savez comment était la situation pendant la guerre, le pays a connu des villes mortes, les gens ont péri, sont morts par milliers les routes étaient barrées. Si nous faisons un regard rétrospectif, nous pouvons dire qu'aujourd'hui il fait un bon temps par rapport aux années précédentes. Celui qui aurait dit cela, ce n'est pas vrai car la période dans

mūnsi ihezé.

P2. Ikindi na có ati aba pōlīsi bārasinzikaje ubuzima bw'ábāntu. Twēbwé tuvuga duti, uwáriwé wēse akóze amakoshá, inzēgo z'ígisi:rikare n'ígipōlīsi zirafise ukūntu zitūngānijwe, barafise ukūntu bahaná bibāye ngōmbwa bakaja imbere y'úbutūngāne. Ntā kūntu rēro umukúru w'ígihúgu yōshóbora gukúrikirana ikoshá ry'úmupōlīsi, murāzi ingéne bāngana, iryo koshá ryātegerezwa gukúrikiranwa n'úmu:kurú wīwé. Mugábo icó tūzi nēzá n'úkó harí amatégeko ahaná arí umupōlīsi cānké umusoda yakozé amakoshá, amatégeko arihó, hari n'ábāndi bahanwá bítarīnze kujá mu ma sēntāre. Rēro baramenya ukūntu babigēnza. Mugábo jēwé ikīntu nkuríkirana ku mūnsi ku mūnsi n'ígihē twābabwīye kó baduhēreza rapport, rapport ku mēzi abiri ābiri ; ubu barayíduha aba pōlīsi n'ābasirikare, baratwēreka intwāzangabo n'ībisōngerezi bákoze amakoshá n'ībihano bārōnse. Mugábo kó nōmenya udukoshá bakorá biragōye kukó barafise abāndi babajējwe. Ndībaza rēro kó baba barahánywe. Twēbwé icó dukorá, turāba ama rapport turōnka ku mēzi abiri abiri. Icó tuboná, turabóna kó harí akīgōro kaníni n'āhó rimwé na rímwe usānga harí uwo vyāgōye. Ivyāshikiye uryá mu pōlīsi bishobóra gushikira n'ūrya munyāgihúgu, ategerezwa rēro guhanwa.

P3. Mwāvúze muti ibijānye n'ábāntu b'í Muyinga bigeze hé ? Ndazá kubífatanya na bímwe wā wūndi yabáza. Ingōrane zārabāye, abāntu bārapfūye kāndi ntibīyishe mugábo rēro abarūndi nātwe ntídúshake gukórerā ku kigūmbagūmba kukó ní igihúgu gitwārwá n'ámategeko. Aha ndafise igitabu kigēnga amatégeko, ibwīrizwa nshīngiro usomyé rírakwēreka ubutūngane burāngwá ku gihúgu cōse c'Úburūndi n'āma sēntare. Wēwé rēro urafise ukūntu ushobóra kubíbona uri

laquelle nous sommes est différente de celle des années passées.

Autre chose, tu as dit que les policiers ont torturé les gens. Nous, nous disons que n'importe qui, s'il commet des erreurs, les corps de police et de l'armée sont organisés, ils ont leur façon de punir, si nécessaire ils vont devant la justice. Il n'y a donc moyen que le Président de la République puisse suivre de près les fautes d'un policier, vous savez combien ils sont nombreux, sa faute doit être remarquée par son chef direct. Mais ce que nous connaissons bien, c'est que il y a la loi qui punit soit un policier soit un soldat qui a commis des fautes, la loi y est, il y a d'autres qui sont punis sans qu'ils soient comparés devant la justice. Ils savent donc comment ils le font. Mais moi, ce dont je me préoccupe, ce sont les rapports qu'on me fournit, les rapports qu'on me donne une fois deux mois. Actuellement, on nous les donne, les policiers et les soldats, ils nous parlent des officiers et des sous officiers ayant commis des fautes et les sanctions qui leurs sont infligées. Mais pour un policier de bas niveau, il est difficile que je connaisse les fautes qu'il fait car il y a d'autres qui sont responsables d'eux. Je pense donc qu'ils ont été punis. Nous ce que nous faisons, nous considérons les rapports qu'on nous donne une fois deux mois. Ce que nous constatons, c'est qu'il y a certains efforts fournis même si il y a des fois où certains commettent des fautes. Ce qui est arrivé à ce policier peut arriver à quelqu'un d'autres, il doit donc être puni.

Vous avez parlé de la question de Muyinga, vous avez demandé l'état d'avancement de ce dossier. Je vais répondre en même temps avec la question de l'autre. Les problèmes ont eu lieu, les gens sont morts et ils ne se sont pas tués mais nous les burundais, il ne faut pas travailler sous le coup des émotions car le pays est régi par la loi. Ici, j'ai la constitution, si tu lis, elle te montre bien la loi qui est appliquée sur tout le territoire burundais et dans les tribunaux. Toi, tu as ta façon de concevoir les choses, que tu sois un cultivateur, un éleveur

umurimy, urí umworōzi, urí umuményēshamákuru. Mugábo ubutūngāne ní bwo bufisé ijāmbō ryā nyuma ahó ní ho vyūgāriye rērō urafise uburēngānzira bwó kuvúga ivyo vyöse wipfūza mugábo sēntāre niyó ifisé ububāsha bwó gucá urubānza. Aha urūmva rērō ugīye kuvúga mu butūngāne ngo vyāgēnze uku, ngo ibikí n'ibikí, ushātse wárabikóze ukagēnda kubívuga mw'irādiyo, gēnda ubivugīre murí sēntāre, barābé amatégeko nēza, barābé kó arí vyo, erega abarūndi tarāzinyi, urashobora kubwira umūntu uti gēnda umvugīre túno tujāmbō, uti wōsānga tūmfashije mugábo bakavuga mw'irādiyo cānké bakatúvuga imbere ya sēntāre, nibo bagukubíta intāhe mu gahānga, bakavyūmva yúkó arí vyo. Nōné kubēra ikí ushīma kūza kubívugira mw'irādiyo ntūze kubívugira imbere ya sēntāre ? Ntimwūmva kó arí ingōrane?

P4. Erega na mwēbwé baményēshamákuru muzōhava músānga mwāgize ikibāzo. Muzōfata amarādiyo yānyu muyagiré sēntāre vyöse bicīké urudūbi n'akajāgāri. Mu bisānzwe iyó baríko barērekana mu bucēmānza bati nāká urubānza ruragúfashe, murashóbora kubá múri abāntu mirōngo itatu mugá mwēse ntímūnganyá uburemēre bw'íkoshá, iryo ní ibānga ry'úbucēmānza. Iyó barāvyē ibīntu vy'amatégeko ukūntu bipānze, niho usānga nāká bāmucīriye imyāka ibiri, itatu, itānu cānké irēnga. Ivyó kwíkūrayo rērō ntibirímwo, utūmbēra ubutūngāne uti jēwé nāje, uti vyāgēnze uku n'ūku kāndi murūndi, ntaho agīye kukó n'igipólisi mpūzámakūngu twācāndikiye, bazōmurōndera, bazōmūzana kukó urubānza ntāho rugīye, urubānza ntirutá umwāka, eee ntirutá umwāka! Unó mūnsi arí umūntu avúze ati kírya gihe narí nāhūnze, bāri bāmbwīye bati vuga uku n'ūku ugasānga n'ingōrane. Tuvuga duti reka sēntāre ikoré bīsūnze amatégeko bize yó kurōndera bagaca bāvuga bati rērō icāha kirakwāgiriye urahanwa. Mugábo rērō twēse níyo twāca imānza túdafisé impápuro n'uburēngānzirá vya sēntāre dúkoramwó bizōgōra. Mugábo uyu mūnsi duhīriwe

ou que tu sois un journaliste. Mais c'est la justice qui détient le dernier mot. C'est là où réside le secret. Tu as droit de dire tout ce que tu veux mais c'est la justice qui a droit de trancher. Si tu vas dire que ça s'est passé comme ceci ou comme cela devant la justice, ils se réfèrent à la loi, ils vérifient si c'est vrai, sachez que les barundi se connaissent, tu peux demander à quelqu'un d'aller communiquer ceci ou cela, dans le but de faire certains arrangements mais lorsqu'on le dit sur les voies des ondes ou devant la justice, c'est cette dernière qui tranche. Pourquoi donc préfères-tu le suggérer dans les radios au lieu d'aller le témoigner dans les tribunaux ? Ne comprends-tu pas que c'est un problème?

Et vous les journalistes, vous risquez de confronter certains problèmes. Vous risquez de transformer vos radios en tribunaux et ça sera scandaleux. En réalité lorsqu'on est en train d'accuser le coupable, les accusés peuvent être au nombre de trente mais tous ces accusés n'ont pas la même lourdeur au point de vue faute, ça c'est le secret de la justice. S'ils se réfèrent à la loi telle qu'elle est, c'est là ou tel est condamné à deux ans, trois, cinq ou plus. Pas donc question de se débrouiller, tu t'adresses à la justice tu te présentes et tu donnes le déroulement des faits et d'ailleurs le concerné ne va nulle part car la police internationale est déjà informée, ils vont l'amener car le procès ne perd pas du temps, eee il ne perd pas du temps ! Si quelqu'un vient et dis j'avais évadé, on m'avait recommandé de dire ceci ou cela. Nous disons qu'il faut attendre que la justice fasse son travail conformément à la loi d'investiguer et ils prononcent le verdict et te disent tu es coupable et tu dois être puni. Mais nous tous au cas où nous nous donnons la peine de trancher alors que nous ne sommes pas qualifiés en la matière, ça sera trop difficile. Mais dans ces jours-ci, nous sommes chanceux car si tu es arrêté, tu as droit à

dúh̄shije n'íyó dúfashwe urafise uburēngānzira bwó kwíkora ku mūntu agufashá kubūrana kāndi biba mu bihúgu vyóse. Iyó upfūnzwe rēro uratsinda cānké uratsindwa. Ni ivyó rēro tuvugá duti umūntu arīndīra ubucamānza.

P.5. Ncīye mfátira kurí kimwé wa muményēshamákurú wó mw'ijwí ry'ámahóro yabazá, ati nú ugutēreranwa. Si vyó, urubānza rugeze hé? Murabóna murí sēntāre ya gisirikare bavuga bati, urubānza rurirwo abasívire, kubēra yúkó bamwé bāsubijwe mu buzima busānzwe, bīsūnze ibwīrizwa nshīngiro ahó babirūngitse murí sēntāre nkurú, barabirāba bagaca babwīra bati ibi sí vyo. Twīsūnze ibwīrizwa nshīngiro mukaraba nkó mu gacé k'ámajana abiri na mirōngo itāndatu na rīmwe ního bavugá yúkó basānzémwo abasívire. Kubēra y'úkó bāsubijwe mu buzima busānzwe, ikoshá ntibarirāba unó mūnsi, barāba igihe waríkora. Nicó gitúma atarí ugutēreranwa, bācīye bāsubiza sēntāre ya gisirikare urwo rubānza bati, abo bāntu ikoshá ribafatá igihe barikora n'áho bāsubijwe mu buzima busānzwe. Nicó gitúma rēro mu mūnsi irí imbere urubānza ruzōsúbira gusasa mū ntāra ya Múyīnga imbere ya sēntāre ya gisirikare, aho ního bigeze.

P.6. Ikīndi cāshikirijwe kurí ibi vy'úru rubārza, bāvuze bati mwōba mwārashíkirije yúkó ibijānye n'ífatwa ryīwé kó vyōtērānya inzēgo izi n'izi. Mu bijānye n'úmutēkāno w'ígihúgu, wewé usānzwe urí umuményēshamákurú, urafise uburēngānzira bwó kuvúga nó kubāza ukó ibīntu uvyībaza. Mugábo mu gihúgu ikibázo c'úmutēkāno umukúru w'ígihúgu akibazwa ubwā mbere. Nashāka kuvúga yúkó bívānye n'úkó twēbwé tuba túbona ibīntu, ku mutēkāno w'ígihúgu, turashóbora gufáta ingīngo tukavúga duti iki cātegerezwa gukórwa unó mūnsi kizōkorwa ejo. Kubēra ikí? Kukó túba túbona ingōrane zishobóra kubá. Aha rēro

checher un avocat, ça se fait dans tous les pays. Si tu es incarséré soit tu es acquitté ou tu es coupable. C'est cela donc que nous suggérons, il faut attendre la décision de la justice.

Je me rappelle de la question posée par le journaliste de la radio ijwi ry'amahoro, il a demandé si c'est se jeter le tort. Ce n'est pas vrai, où en est le procès ? Allez demander à la cour militaire, ils disent ceci, dans un procès où il y a des civils accusés étant donné que certains d'entre eux ont été démobilisés, conformément à la constitution, si on envoie ces dossiers à la cour suprême, ils les analysent et disent que ce n'est pas vrai. En nous référant à la constitution en son article deux cent soixante et un, c'est là où on dit qu'on y a rencontré des civils. Etant donné qu'ils ont été démobilisés, leur faute n'est pas analysée aujourd'hui, ils considèrent le jour où ils ont commis cette faute. C'est pourquoi il n'est pas question de se jeter le tort, ils ont remis le dossier à la cour militaire et disent ceci, ces gens doivent être jugés en considérant le moment où ils ont commis la faute même si ils ont été démobilisés. C'est pour cette raison que l'on doit siéger prochainement en province de Muyinga devant la cour militaire, c'est là où est le dossier.

Autre chose qui a été dit à propos de ce procès, ils ont dit que nous aurions interdit son arrestation pour éviter que telles institutions se confrontent avec telles autres institutions. En ce qui concerne la sécurité publique, toi qui es le journaliste, tu as le droit de dire ou de poser la question tel que tu conçois les choses. Mais dans un pays, c'est le Président qui est chargé de la question sécuritaire en premier lieu. Je voudrais dire que selon que nous apprécions la question sécuritaire du pays, nous pouvons dire que tel qui était prévu d'être fait aujourd'hui est reporté pour demain. Pourquoi ? Parce que nous sommes au courant des problèmes qui peuvent surgir. Là donc, je ne peux pas te l'expliquer car ça rentre dans

sindĩndá kugúsigũrira kukó nívyo tujějwé ku mũnsi ku mũnsi. Hari n'izĩndi mánza zijānye n'ingōrane igihúgu cágiye kiracámwo, ubu hōba hácīye imyāka cúmi, mirōngo ibiri, zitaracĩbwa. Ibijānye n'úmutěkāno rēró uríko urabirāba ujějwe igihúgu ufise abāntu bēnshi wānashāka múkorana, n'ábāntu bafashá hĩrya nó hĩno barakúbarira bati ikĩntu kigēnda uku. Nōné jēwé kó njējwé inzēgo igisirikare n'ígipólisi, mu bajějwe kugēndereza mu gisoda n'ígipólisi bágize bati dutabāre kíno kíntu, unó mũnsi bimeze uku n'ũku, ivyo ní jēwé ndabĩbazwa kukó ndi « commandant suprême » w'izo nzēgo mugábo ntĩbibuzá urubānza kó rucĩbwá. Ngĩvyo ivyó umũntu ashóbora kubábwĩra kurí ivyó bibázo.

P7. Hariho kandi ikĩntu mwāshikĩrije cārēkeye imigāmbwe itūbāhirizwa mu vyērekeye amatégeko, na vyōne sí vyo. Hariho abāntu bagōmba kwĩyubahiriza. Jēwé n'úkuri nĩmbá hāriho ahāntu ngēndēra, igihágu ndakigēndera. Nashāka kubábwĩra yũkó ku kwēzi ngēndēra intārá zitatu. Bā buramatāri dukorāna ināma imwé mu kwēzi, twārasávyē duti umũntu wēse avúga ati jēwé unó mũnsi nasávyē ināma cānké nāyimenyēsheje bārayĩnyima abivuge. Birashóbora kubá bakakwānkira gukóranya ināma kukó arí inká buramatāri n'ābó bakorāna, barashóbora kuvúga bati hárya hari izĩndi nāma, rindĩra uzōkora ejó. Abo níbo batwāra mu ntārá, mu ma kómĩne baba bábona ukũntu bitégerezwa kugēnda. Nōné wewé ugize ngo mukoré ināma muri abāntu batatu cānké murí cúmi mu kibānza kimwé bica bigēnda gáte ? Nivyó dukwīye gutāhũra, hakorēshwe amatégeko agēngá imigāmbwe, mugábo rimwé na rimwé uwutwāra igihugu, uwutwāra intāré cānké komĩne, níweá ibibázo birího.

P8. Mwābājije ibijānye n'ābashĩngamátēka mirōngo ibiri na bābiri, ngó barakūwe hātisūnzwe amatégeko. Ivyo rēró ní vyābĩndi navúga, urafise uburēngānzira

nos activités quotidiennes. Il y a d'autres procès en rapport avec les difficultés qu'a connues notre pays, il y a à peu près dix ans, vingt, sans que les jugements soient rendus. Si tu analyses la question sécuritaire étant le Président de la république, étant donné que tu collabore avec beaucoup de gens, ils te disent que telle chose se fait de cette manière. Est-ce, moi qui suis responsable des corps de police et de l'armée, ceux qui sont responsables du renseignement à l'armée et à la police, s'ils me disent que les choses se présentent de telle façon, c'est moi qui suis le commandant suprême de ces corps mais cela n'empêche que le jugement soit rendu. C'est cela que je peux vous donner comme réponses à ces questions.

Il y a une autre question qui a été posée concernant les partis politiques dont leurs droits de tenir des réunions sont bafoués. Ça aussi ce n'est pas vrai. Il y a des gens qui aiment des facilités. Moi, franchement, s'il y a des lieux que je visite, je visite le pays. Je voudrais vous dire que par mois, je visite trois provinces. Nous tenons une réunion par mois avec les gouverneurs de provinces, nous avons demandé à celui qui trouve qu'on lui a refusé la tenue d'une réunion de son parti de s'exprimer. Ça peut arriver, le gouverneur et ses collaborateurs peuvent refuser qu'un parti tienne une réunion dans un endroit donné au moment où d'autres réunions s'y tiennent. Ce sont ceux qui gouvernent dans les provinces, dans les communes, ils sont responsables de tout. Si vous demandez de tenir une réunion étant à trois ou dix personnes dans un même lieu comment est-ce que ça va se passer ? C'est cela que nous devons comprendre conformément à la loi qui régit les partis politiques, mais dans certains cas, le Président de la république, le gouverneur de la province où l'administrateur communal est responsable de la gestion de toute question.

Vous avez parlé des 22 députés qui auraient été exclus du parlement dans la violation de la loi. Je l'ai déjà dit, vous avez droit d'extérioriser votre idée : un homme politique

bwó kubívuga. Uri umunyamugāmbwe urabívuga, urí umuményēshamákurú urabíívuga mugábo sēntāre ijējwé kwūbahiriza ibwīrizwa shīngiro imáze kuvúga urayívuguruza wewé? Wítūye, sēntāre yūbāhiriza ibwīrizwa shīngiro irakúbwīra iti ehe ntáco uhanobá. Nōné kó atā hāndi wūngúruriza! Wūngururiza hé? Ntibīsúbirakó. Báhejeje baba báhejeje kukó n'ibwīrizwa shīngiro. Ugōmba umare imyāka inganá gúte ntibisubírákó, bāmaze kuvúga bati twāhéjeje, baba báhejeje.

P.9. Mwāvuzze ibivúgwa kú ndēge Falcon 50. Muti indēge yari ikómeye, muti ní ikibázo c'úmutēkāno, mwāvúze ibitári biké. Ikibázo có kugurīsha indēge, yagúrīshijwe mu matégeko.

Jēwé ndi umukúru w'ígihúgu bāmbwīye bati iyi ndēge ntuyigēnderámwo, ntayo ngēndéramwó, ní umutēkāno w'ágihúgu. Kukí harí izīndi wībáza kó zikoméye zitūbuka urorēra? Ntizibá zikoméye? Zāhítanye bāngāhé? Urashóbora kuvyīyúmvīra ukó ukamēngo birōroshe kuvúga, indēge zākoroye abarūndi murí kíno gihúgu zīngana gúte bavuga ngo zirakomeye? Egóme dáta wānje zirakomeye, zīngana gúte? Ibikénewe rēro ubu nīmba bigeze mū naāma nshīngamátēka, barakóra bagahéza mū nyuma bakarūba bati mbēga amafutí arí hēhé? Ni ba nde abazwa?

Ni bāndé abazwá? Nōné nzōgēnda níyo twāhūrúra mu kabare cānké ahāndi hāntu, uvúge ngo nāká yavúze iki, ngo yambáriye ibi, yabívuze imbere y'úbutūngāne? Mugábo havugwa vyīnshi. Erega ndashóbora kukúbwīra ibīntu kugira ndagusuké. Abarūndi sí abasukanyi? Baragusuka ukagēnda ukahurūduka ibīntu. Eee ndagusuka hānyuma nkíhagararira. Imbere y'íntāhe rēro sí bírya umūntu avúga ngó navúganye ibi na nāká mu kabare. Si bírya.

a droit de s'exprimer, un journaliste même, mais croyez-vous que vous pouvez faire changer la décision de la cour constitutionnelle? Si tu portes plainte, la cour constitutionnelle peut te dire que tu ne va pas gagner. Tu ne peux pas aller ailleurs! Tu changes pour aller où? Ils ne reviennent pas à leur décision. S'ils prononcent le jugement, c'est fini car c'est la constitution. Même après des années et des années, ils ne reviennent pas à leur décision, s'ils disent qu'ils ont jugé, c'est fini. Ils y mettent un point.

Vous avez parlé de ce qui se dit à propos de l'avion Falcon 50. Vous dites que l'avion était en bon état, que c'est la question sécuritaire, vous avez dit beaucoup de choses. La question de vente de l'avion, il a été vendu conformément à la loi. Moi en tant que le Président de la république, si on me propose de ne pas voyager à bord de cet avion, je n'y voyage pas, c'est la sécurité du pays. Pourquoi y a-t-il d'autres avions qui sont censés être en bon état qui causent des dégâts? Auparavant n'étaient-ils pas en bon état? Ils ont emportés combien de vies humaines? Tu peux le dire en passant, comme si rien n'y est, les avions qui ont emporté des vies humaines ici au Burundi, ils sont au nombre de combien alors qu'on disait qu'ils étaient en bon état? Admettons ils étaient en bon état, ils sont au nombre de combien? Ce qui est nécessaire donc, si l'affaire est au parlement, ils font leur travail et par après ils se demandent: où est celui qui a fait des fautes? A qui incombent ces fautes? Si nous nous rencontrons dans un bistrot ou ailleurs, est-ce que j'irai dire que tel m'a dit ceci, l'a-t-il dit devant la justice? Mais beaucoup de rumeurs se font entendre, il faut savoir que quelqu'un peut te dire une chose pour te dérouter. Les burundais ne sont-ils pas des gens qui déroutent? Ils le font et un non-averti peut réagir sans peser le pour et le contre. Eee, je te déroute et après je me mets à l'écart. Devant la justice donc, ce n'est pas cela que quelqu'un dit qu'il a reçu de quelque part. Ce n'est pas cela.

R2. P1. Uwashikirije ikibázo c'ícukurwa ry'úbutáre, hariho itégeko rigenga icukurwa ry'úbutáre. Arí mw'ícukurwa, vyöse birihó. Havugwa mënshi. Nōné kó tūzi kó harí ubugēndūzi bwā lēta, hakaba hāriho kāndi amatégeko agēnga gucukura ubutáre, si vyābīndi umūntu yigúbana. Ejo būnci yarītēgūye nēzá umushikirangānji ajējwe ivyó gucukura ubutáre, nimbá mw'ītōni y'ívú bīmvyeye usānga bākūyeyó ibiró bitānu vyā Nickel, ubwo wōkwēmeza yúkó wōkuríkirana indēge ku biró ibihūmbi n'ibihūmbi vy'ívú ngo ugīye gukūramwó ibiró bitānu hamwé ukórēsheje ubwēnge ? Erega mwēbwé abaményēshamákurú mufise uburēngānzira bwó kugēnda hárya bwīmbirwa mukarāba. Jēwé nāma ndāba kāndi nó murí iyo mīnsi nzōja kurāba, barafise ukūntu bagira ubushākashātsi, hariho ivyūma batúma hāriya hāsi. Níyo nagēndá nzōbajāna mucé mubēshuza vyöse turí kumwé, bakwēreke. Tuzogēnda mu Cānkuzo barikó baragira ivyīgwa, aha i Gitéga barikó bágira ivyīgwa, n'indēge bārazānye, ntā n'ūmwe bazibíra, urāza tujāne bakwēreke.

P2. Mu bushikirangānji baravúga bati hamaze kugēnda ibiró binganá uku, mu kwēzi ukú, kubēra iki ? Kukó mu matégeko hariho amatégeko y'úbushākashātsi, wā wūndi yanyómōje ngo ni imigāmbwe iríko irariha ibirwānīsho, jēwé nacīye ntwēnga. Amatégeko mënshi twāyasānzehó, barikó baragira ubushākashātsi. Si kó ? Ni nacó gitúma twēbwé tuvugá duti, ntā mūntu n'ūmwe yīmīriwe gushika ahó ibīntu biríko birakórerwa. Mugábo umūntu acīye ahīndukirizamwó akāntu nk'āko, eee n'ukuriha ibi n'ibi, urūmva n'ákagóbora ndyá ! ubu mwānanshāka kugira dukorére ku mugaragaro, hárya i Musōngati barakūbwīra bati teneur yāyo ingana uku vyöse barabífise.

R3.P1. Mugēenzi wācu wó murí net Press ivyó yavúze vyöse, ndabíshira mw'ibwīrizwa nshīngiro, murabóna

Celui qui a posé la question d'extraction des mines, il y a une loi qui régit l'extraction des minerais. Que ça soit dans l'extraction, le tout y est. On parle de beaucoup de choses. Etant donné qu'il y a l'inspection de l'Etat, il y a aussi la loi qui régit l'extraction des mines, ce n'est pas quelque chose qui se fait dans la clandestinité. Dernièrement, le ministre ayant l'extraction des mines dans ses attributions s'est apprêté, si dans une tonne de terre extraite, on y trouve 5kg de Nickel, est-ce que peux-tu promettre de poursuivre un avion transportant des centaines de mille de kilos de terre pour y déceler cinq kilos de Nickel si tu es raisonnable ? Vous les journalistes, vous avez droit d'aller voir ce qui se passe sur les lieux d'extraction. Moi j'y vais la plupart des fois, même prochainement je vais y aller, ils ont des moyens de faire des tests, ils ont des instruments qu'ils utilisent. Au cas où j'y irai, je vous le dirai pour que vous démentissiez, ils vont vous le montrer. Nous allons nous rendre à Cankuzo, ils sont en train de faire des tests, ici à Gitega ils sont en train de faire des études, ils ont même envoyé un avion, personne n'est épargnée, viens un jour, on te le montrera.

Au sein du ministère, on précise le nombre de kilos extraits, dans tel mois, pour quelle raison ? Parce que la loi permet qu'il y ait des tests. L'autre a exagéré en disant que ce sont les partis qui sont en train de rembourser les dettes des armes, moi j'ai éclaté de rire. La loi est là depuis longtemps, ils sont en train de faire des tests. N'est-ce pas vrai ? C'est pourquoi nous disons que personne n'est épargnée d'aller sur les lieux d'extraction. Mais si quelqu'un introduit un élément pareil, voilà c'est payer ceci et cela, vous comprenez que c'est un élément de trop ! Dans ces jours-ci, pour travailler dans la transparence, là à Musongati, ils peuvent vous donner la quantité de nickel dont ils disposent, ils précisent le temps pendant lequel il sera extrait.

Notre confrère de Net Press, tout ce qu'il a dit, je l'oriente dans la constitution, vous voyez nous dialoguons, les questions persistent, nous

turagânira, ibibázo bigumahó, tukabikūrahó, harihó abāntu bānēzērwa n'ingōrane rēró ukamēngo utári kumwé n'ingōrane n'íkibázo gikoméye. Itāndukānye n'ingōrane mukoré ibīntu bitēye imbere kukó ibwīrizwa nshīngiro ritubwīra yūkó ugíze ingōrane ntúri umwāna ubwāmbere, kāndi uri umurūndi nk'ábarūndi, itégeko rifatá umusirikare na wēwé riragúfata. Icó ukorá, arí ikoshá uribazwé. Kāndi iyó ibīntu bimazé gushika imbere y'ibutūngāne ntībizokōrohera. Arí ivyó ugarúra n'úkubigarura hákiri kare, bímaze gushika imbere y'úbutūngāne ntúkūrámwo urubānza rúdahezé nímubimenyère, mwashāka n'úmukurú w'ígihúgu dossier imazé gushika imbere ya sēntāre arīndīra kó ruherá.

Nikó bimezé kukó n'ibwīrizwa nshīngiro wāshitse imbere ya sēntāre haba hásigaye uburēngānzira bwīwé bwó kubūranirwa, bwó kwīregūra, mugábo wāshitseyó usigara utsīnda cānké utsīndwa. Rēró, ingōrane zitōrere umutí hákiri kare kāndi mugerágeze kwākīra impanūro muhābwa igihe cōse. Ntizice inyuma y'ámatwí kukó ntībizōkwāma uko. Nimbá jēwé narafáshe imyāka ingāhé nkīcara tukagānira, harāhó uzōsānga ejó inyuma yānje bitagishoboka. Hakāza ikirará kikabájegeza, mukajégera pe ! Égo ntībizōkwāma uko, mujé murafāta ibīntu nka nkāma, mubifaté kó arí ivyānyu. Arí impanūro y'úmuvyēyi ní iy'úmuvyēyi, iratānzwe n'ingabo hámaze gushika imbere ya sēntāre ntáco uvugá. N'āmwāna wa vyāye ashítse imbere ya sēntāre ntúkúrāyo. Hānyuma wāmbēsheye wavuze yūkó itégeko riváho, oya da ! Amatégeko ndáyakūyehó hōca hásigara ikí ? Twāvuzze duti amatégeko arihó mugábo afise utunēnge n'úgukosōrwa mugábo ibīntu biriké birakōrwa.

les réservons, il y a des gens qui aiment des problèmes donc. Ils ne se sentent pas à l'aise lorsqu'ils ne sont pas confrontés à un problème quelconque. Essayer de vous débarrasser des problèmes car la constitution exige que lorsque tu rencontres des difficultés, tu dois assumer, et tu es burundais comme les autres, la loi qui condamne un militaire te concerne toi aussi. Si tu as commis une faute, il faut que tu sois interrogé. Et lorsque un dossier est déjà devant la justice, ce n'est pas facile à régler, il faut le faire bien avant, lorsque un dossier est devant la justice, tu ne peux pas le retirer. Tu attends le jugement, il faut le savoir, même le Président ne peut pas retirer un dossier qui est dans les moins de la justice.

C'est comme cela car la loi le prévoit ainsi. Arrivé devant la justice, tu as droit de chercher avocat, de te décharger, mais dans l'entre-temps tu attends le jugement. Donc il faut résoudre vos problèmes bien avant et essayez de prendre en considération les conseils qui vous sont donnés, qu'ils ne soient pas pour vous sans intérêt car ça ne restera pas ainsi. Si moi j'ai pris des années et des années à dialoguer avec vous, demain après moi, il y aura lieu de constater que cela ne sera pas le cas. Vous pouvez être dirigé par un non-souci et il peut vous maltraiter à jamais. C'est vrai ça ne sera pas toujours ainsi, essayez de considérer les choses comme les vôtres. Si c'est un conseil donné par un parent, c'est vrai il est donné mais si un dossier est dans les mains de la justice, il ne dit rien. Même ton propre enfant lorsqu'il comparait devant la justice, tu ne peux pas l'arracher. Et puis ce n'est pas cela que j'ai dit, je n'ai pas promis de supprimer le décret. Qu'est-ce qui resterait si je me mets à supprimer les décrets ? Nous avons dit qu'il faut procéder à la révision de ces derniers là où ils relèvent certaines imperfections.